

**Le Pérou achète  
24 Mirage-2000  
à la France**

LIRE PAGE 30

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 200 mt. ;  
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,  
26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;  
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 60 pes. ; États-Unis,  
1,20 \$ ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie,  
1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxem-  
bourg, 27 f. ; Norvège, 3,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ;  
Portugal, 60 esc. ; Singapour, 225 S. ; Suède,  
7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.  
Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDOPAR 450572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Washington face aux propositions de M. Andropov

### • Armements intercontinentaux : une initiative « prometteuse »

#### Il est temps de réfléchir

Dans le discours qu'il a prononcé pour le sixième anniversaire de l'URSS, M. Andropov a envoyé quelques fleurs à son prédécesseur. En même temps, il a montré une fois encore en quoi il différait de Brejnev. Dans le style d'abord : le secrétaire général disparu en novembre aimait les longs discours, aussi longtemps du moins qu'il avait la force de les lire. L'actuel titulaire du poste a le souci de ramasser la liturgie, sans bien entendu jeter le rituel par-dessus bord. L'ancien se flattait d'exercer une « direction scientifique » inspirée naturellement par la science des sciences, qu'est le marxisme-léninisme. Le nouveau ne répète certes pas la formule, mais son propos est ainsi résumé : il est temps de réfléchir.

Le bilan du fédéralisme soviétique qu'il a dressé porte autant sur ce qui reste à faire que sur ce qui a été réalisé. L'orateur fait sien le mot de Lénine, pour lequel il s'agit « non seulement de regrouper des nations, mais aussi de réaliser leur fusion ». Il prévient toutefois qu'il ne faut pas brûler les étapes, car « les différences nationales existantes sont une réalité objective ». Il ne faut pas non plus mépriser les différences de classe. « C'est une tâche immense », dit-il, « de réunir une nation et de la faire vivre ensemble ». Il ne faut pas non plus mépriser les différences de classe. « C'est une tâche immense », dit-il, « de réunir une nation et de la faire vivre ensemble ».

Par un singulier paradoxe, les chefs soviétiques qui ont marqué avec le plus d'éclat leur volonté de tenir compte des revendications nationales sont ceux-là mêmes qui ont exercé des responsabilités suprêmes à la police. En 1953, Boris Eltsine dirigeait les dirigeants russes imposés aux républiques. En 1982, M. Andropov insiste sur « l'attitude envers la langue, les mouvements du passé, l'interprétation des événements historiques ». Mieux que d'autres, les maîtres de l'appareil policier savent que cette fameuse question nationale peut être explosive.

Pour désamorcer un éventuel mécontentement, ces concessions suffisent-elles ? Il reste un obstacle fondamental : cette « fusion », qui est selon Lénine l'objectif ultime. Comment faire du « socialisme » une super-nationalité ?

M. Andropov critique aussi, indirectement, la politique suivie jusqu'à présent à l'égard des autres pays socialistes. « Nous n'avons pas toujours su tirer à temps les conclusions indispensables (...) D'ailleurs, la situation internationale ne laisse pas, elle non plus, beaucoup de temps pour réfléchir. » Donc il y a eu « des erreurs pour lesquelles on aurait à payer ».

De quelles erreurs s'agit-il ? D'avoir par exemple mis fin, par la force au printemps de Prague ou de ne pas intervenir suffisamment tôt ? Avant même son accession au pouvoir, M. Andropov a cultivé son image de « libéral ». Des transfuges ont dit de lui qu'il s'était opposé à l'opération engagée en Afghanistan, voire qu'il regretterait la politique de harcèlement menée à l'égard des dirigeants polonais, incapables de remettre de l'ordre.

Le discours du sixième anniversaire n'infirme pas le jugement de ceux qui présentent le secrétaire général comme un peu plus libéral que les autres. Il ne le confirme pas non plus.

### • Euromissiles : une offre « inacceptable »

Alors que l'offre de M. Andropov, annoncée mardi, de réduire de 25 % les armements intercontinentaux des deux superpuissances a été jugée « prometteuse » par le délégué américain aux conversations START de Genève, l'autre proposition du secrétaire général du P.C. soviétique visant à limiter les missiles à moyenne portée SS-20 à un nombre égal à celui des missiles français et britanniques a été jugée « inacceptable » par le département d'État.

A Paris, M. Cheysson a redouté que la proposition soviétique sur les SS-20 « soit un moyen pour détourner la conversation de ce qui est le vrai sujet », à savoir le déséquilibre des forces en Europe.

Les réactions dans d'autres capitales sont plus nuancées. A Bonn un porte-parole a indiqué que le gouvernement « examinera soigneusement et avec le plus grand sérieux » une offre qui « paraît alléchante ». Toutefois, « si cela signifie que l'URSS veut perpétuer son avantage dans un secteur déterminant, ce n'est pas politiquement acceptable. Si c'est le cas, nous accueillerons ces propositions avec scepticisme ».

A Londres, la position soviétique ne semble pas à Mme Thatcher « susceptible de maintenir l'équilibre nécessaire à notre sécurité ». M. Pym, secrétaire au Foreign Office, y a vu toutefois « un petit pas en avant ».

### La carotte et le bâton

par MICHEL TATU

Si M. Andropov tente de rompre l'immobilisme de la politique soviétique dans certains domaines, il est un secteur dans lequel son objectif ne peut que rester celui de son prédécesseur : empêcher la mise en œuvre de la décision de l'OTAN de décembre 1979 visant à déployer à partir de la fin de 1983 cinq cent sous-mariniers nucléaires américains dans cinq pays d'Europe occidentale. La seule différence est qu'il s'agit cette fois d'une décision plus vite que son prédécesseur.

Vis-à-vis des opinions publiques, la stratégie soviétique est appuyée avec une nouvelle vigueur depuis un mois. Après l'avertissement des « milieux militaires soviétiques » cités par l'agence Novosti, selon lequel l'existence des Pershing américains oblige l'URSS à tirer ses premiers missiles contre l'Europe des l'appareil des premières images sur les écrans radar (une théorie du « lancement sur alerte ») à laquelle les plus bouteux des responsables militaires américains ont toujours préféré celle du « lancement sur attaque », c'est-à-dire seulement lorsqu'un missile ennemi a explosé sur le sol ennemi, d'autres porte-paroles soviétiques ont pris le relais.

Ainsi M. Faïne, chef adjoint du département d'information internationale du comité central du parti soviétique, a affirmé au journal

### LE GOUVERNEMENT DÉSIGNE LES PRÉSIDENTS DES VINGT-QUATRE CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES

Le conseil des ministres de ce mercredi 22 décembre devait désigner les présidents des vingt-quatre chambres régionales des comptes pour la métropole et l'outre-mer.

Ces juridictions qui se mettront en place le 1<sup>er</sup> janvier sont une des pièces maîtresses de la réforme de décentralisation, comme nous l'a précisé M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, en ces termes :

« La nomination des présidents des chambres régionales des comptes illustre la volonté du gouvernement de faire de ces nouvelles juridictions des organes indépendants du pouvoir central. Ces chambres constituent un élément indispensable d'équilibre de la réforme ».

« Tous les contrôles, toutes les tutelles a priori ont été supprimés. La liberté doit s'exercer dans le cadre de la loi, elle impose donc une responsabilité réelle. Les chambres régionales des comptes permettent de conjuguer liberté et responsabilité ».

(Lire page 23 l'article de FRANÇOIS GROSCHARD.)

### INFORMATIQUE ET TIERS-MONDE

## Le saut de la « puce »

par PIERRE DROUIN

La scène se passe à Taroudant dans un lycée proche des célèbres fortifications roses qui font de la ville une des plus attachantes du Maroc.

On a livré il y a quelques jours quatre mini-ordinateurs. Depuis, c'est l'effervescence parmi les élèves des grandes classes. Il y a les enthousiastes (« C'est plus chouette qu'une moto »), les sceptiques

(« L'Occident acceptera-t-il vraiment de céder ses secrets de fabrication ? On aura plutôt ses gadgets »), les inquiets (« On nous condamne à la paresse : on ne dit d'appuyer sur un bouton pour avoir la réponse, mais l'atmosphère savante comment a été élaborée cette réponse »).

Ces adolescents viennent d'apprendre - très vite - à manipuler l'engin qui leur permettra de mieux assimiler l'accord du participe passé, grâce à des phrases-types apparaissant sur l'écran. Mais déjà ils se posent des questions essentielles, de celles qui alimenteront les débats d'un colloque très dense organisé, dans la même ville, par l'Association marocaine de prospective (1) sur l'impact de l'informatique.

Vu d'Afrique, la diffusion des ordinateurs ne se présente pas avec cette simplicité proche de l'évidence que démontre M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, en octobre 1980, dans son *Deffi mondial*.

Il est vrai que le micro-processeur peut aider les pays pauvres à franchir certains obstacles du développement, mais les craintes que son exploitation suscite ne sont pas minces et ne relèvent pas seulement du réflexe contre l'ordre capitaliste.

Où en est-on aujourd'hui dans cette confrontation majeure entre les technologies nouvelles et l'avenir des pays en développement ?

La plupart des nations du tiers-monde ont conscience que les disparités économiques et sociales avec les pays industrialisés qui ne font que croître s'accroîtront suivant un rythme plus rapide d'ici l'an 2000.

(Lire la suite page 28.)

(1) Fondée par M. Mahdi Elmandjra et présidée par M. Abdelmalek Cherkaoui.

En lui offrant un bijou pour Noël, vous ne pouvez pas vous tromper. Parmi tous les bijoux de la création Fred, nous trouverons le sien. Celui qu'elle-même aurait choisi parce qu'il lui ressemble. Et si vous songez à d'autres cadeaux, sacs, bagages, pendules, boîtes à jeux, vous les trouverez tous au « 6 Royale » de Fred. Notre catalogue peut vous être adressé sur simple demande.

**FRED**  
Joaillier

6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 260.30.65.  
Le Claridge, 74 Champs-Élysées - Hôtel Méridien, Paris.  
Aéroport d'Orly - La Croisette, Cannes.  
Hôtel Loews, Monte-Carlo - Hôtel Byblos, Saint-Tropez.  
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills, Houston, Dallas.

## L'unité du système éducatif

### Le dialogue reste possible malgré le refus du plan Savary par l'enseignement catholique

Le premier effet de surprise passé après la publication de la réaction de l'enseignement catholique aux propositions de M. Savary, rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que la négociation n'aura pas lieu.

L'exégèse du texte de la Commission permanente de l'enseignement catholique autorise à penser que tout n'est pas fermé. Ainsi se déclare-t-elle prête à examiner de nouvelles propositions du ministre de l'Éducation nationale ou à présenter elle-même, en prenant son temps - c'est-à-dire selon la même stratégie que le ministre, - des contre-propositions. Or, lorsqu'on refuse le dialogue, on ne propose rien.

Cette « ouverture » - le mot est utilisé tant par des responsables de l'enseignement catholique qu'au secrétariat de l'épiscopat - figure dans la seconde partie de la déclaration publiée le mardi 21 décembre par la Commission permanente de l'enseignement catholique. On peut la rapprocher de la tonalité du communiqué signé par Mgr Jean Vilnet, président de la Conférence épiscopale française. L'épiscopat y rappelle des principes, notamment « avec fermeté, son attachement à un enseignement dont le rôle essentiel pour la majorité des Français ». Mais il s'abrite derrière « des parents, des enseignants » pour parler d'inquiétude. Il se garde bien de trancher, prenant en fait de la hauteur par rapport à l'actualité, et

conclut en insistant sur la « complémentarité des services rendus » par les deux systèmes scolaires, pour qu'un « dialogue » soit possible, car « c'est ensemble que nous devons répondre aux défis de notre temps ».

C'est peut-être l'occasion de rappeler que, au sein des états-majors de l'enseignement catholique, des nuances existent. Dans ses commentaires, M. Paul Guibert, secrétaire général, est le plus réservé, et n'a visiblement pas envie d'en décevoir. Ce n'est pas par hasard qu'il a été choisi, en septembre 1981, par l'épiscopat. Réputé pour être, comme M. Savary, un habile négociateur, M. Guibert a atténué les excès politiques de l'ancienne équipe qui dirigeait le secrétariat général. Il est néanmoins assez isolé parmi des états-majors dont les préférences pour l'ancienne majorité sont, quoi qu'il en dise, réelles.

La première partie du texte de la Commission permanente doit beaucoup à ces derniers. Toutes les propositions du ministre y sont rejetées sous prétexte qu'elles conduisent à la main-mise de la « puissance publique » sur « l'ensemble de la vie scolaire des écoles catholiques ». Ce rejet fait totalement abstraction des points que M. René Rémond, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et président du Centre catholique des intellectuels français, par exemple, qualifie, avec des précautions, d'« intuitions intéressantes ». En particulier la volonté de faire « évoluer les deux systèmes d'enseignement en proposant à l'enseignement public de s'inspirer des larges principes et des méthodes qui expliquent, depuis vingt ans, la réussite de l'enseignement catholique ».

CATHERINE ARDITTI  
et CHARLES VIAL  
(Lire la suite page 9.)

## Les refoulements d'étrangers

### Des émissaires français se sont rendus à Alger

Comme l'Élysée l'avait annoncé au terme de la visite à Paris du président algérien, M. Chadli Bendjedid, la France se préoccupe de résoudre le différend qui oppose les deux pays à propos des refoulements aux frontières. Une mission conduite par les directeurs de cabinet de MM. Defferre et Cheysson, qui se rend mercredi 22 décembre à Alger et doit aller ensuite à Rabat et à Tunis afin de surmonter ces difficultés.

La tâche des deux émissaires, MM. Maurice Grimaud (intérieur et décentralisation) et François Scheer (relations extérieures), s'annonce difficile. Contestée dans les pays du Maghreb, la nouvelle réglementation l'est aussi en France, où elle fait l'objet de recours en annulation sur lesquels le Conseil d'État devra bientôt se prononcer.

Après la campagne humanitaire, la bataille juridique. Après l'offensive diplomatique, la parole est au Conseil d'État, saisi par diverses organisations au sujet de la légalité de textes dont les Algériens dénoncent le caractère « ségrégatif » et « humiliant ».

En application de cette nouvelle réglementation, plus de 46 000 étrangers ont été refoulés depuis le début de l'année, dont 17 292 Algériens, 4 903 Tunisiens et 4 375 Marocains (entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 novembre). Des chiffres à la mesure de l'efficacité d'une politique qui vise à stopper l'immigration clandestine, un objectif atteint au prix de telles frictions que M. Mitterrand ne pouvait rester sourd aux protestations algériennes.

Les témoignages abondent sur la manière dont les étrangers sont parfois refoulés au mépris, sinon toujours des textes, du moins de la simple humanité.

BERTRAND LEGENDRE  
(Lire la suite page 10.)

### AU JOUR LE JOUR

C'est le droit des citoyens - et même leur devoir - de monter aux créneaux s'ils estiment que l'information, dans leur pays, est enclavée, falsifiée, bâillonnée. Il est, par exemple, naturel, légal et démocratique, qu'une institution indépendante comme

### Autorité

la Haute Autorité soit saisie par les amis de la vérité. Dans les pays où une telle institution n'existe pas, on ne peut saisir que les autorités. La requête des communistes français est un hommage à leur pays.

BRUNO FRAPPAT.

### « LA FIN DU DÉVELOPPEMENT », DE FRANÇOIS PARTANT

## L'agonie du capital

Voici, écrit en termes mesurés et simples, un important petit livre-choc. D'aucuns estimeront que le sujet mériterait un plus ample développement, qui aurait permis un affinement des idées, un approfondissement des analyses. Peut-être... Et pourtant, il est sain, lorsque l'inconscience demeure quasiment générale, de ne pas noyer le poisson, de lancer le débat avec vigueur, et d'ignorer les hautesseurs d'épaules des « spécialistes ».

François Partant, qui fut banquier, qui ne néglige pas des analyses marxistes et qui n'est pas de ceux qui proclament « la mort des idéologies », pense que nous ne vivons même plus en « crise », mais dans un stade de « décomposition » affectant l'ensemble de la planète. Le discours occidental sur le progrès scientifique et technique indéfini qui s'étendrait à toutes les sociétés - sous la forme capitaliste privée ou étatique - est essouffé. Et le « développement » est un concept qui procède du même fondement idéologique que les dominations classiques d'autrefois.

Rares sont cependant ceux qui osent regarder en face la réalité ou admettre publiquement que, par exemple, des milliards d'hommes ne

pourront jamais consommer autant que l'actuelle minorité de nantis (1). L'admettre, ce serait « condamner l'idée même de développement », dominante dans les pays qui se considèrent comme « l'avant-garde » de l'évolution humaine ». L'auteur a des pages très fortes sur l'échange et les avantages comparatifs. Il écrit notamment ceci : « La dénonciation de l'impérialisme du capital ou de celui des États au service du capitalisme ne relève que de l'incantation, dès lors qu'on n'explique pas quelles fantastiques transformations seraient à apporter à l'appareil productif des pays industrialisés si ceux-ci devaient renoncer à l'impérialisme ».

JACQUES DECORNOY.  
(Lire la suite page 28.)

(1) Minorité occidentale à laquelle sont liées ou qu'imite les « élites » d'autres sociétés. Lorsque le gouvernement chinois signe un accord avec Volkswagen, il ne peut sérieusement songer à voir un jour tous les Chinois rouler en voiture. La production sera nécessairement destinée à une minorité (infime) qui découvrira à son profit une partie du P.N.B., créera de nouvelles distorsions sociales et précipitera l'émergence d'un mode de vie original.



Le Monde

# idées

## Laïcité et appartenance religieuse

par JEAN DUJARDIN (\*)

### L'avenir de l'école privée

Le gouvernement ayant fait connaître, par la bouche de M. Savary, ses propositions sur l'avenir de l'enseignement privé, le débat sur ce sujet qui traverse la vie politique française depuis un siècle vient de rebondir. Franck Sérusclat approuve la création d'un service public attaché à coordonner un espace éducatif pour l'enfant. Quant à Jean Dujardin, il demande qu'on prenne en compte les réalités et que le respect réel de la laïcité ait pour contrepartie la vocation de l'Eglise à veiller, dans les écoles catholiques, aux finalités éducatives, à la qualité de l'enseignement religieux et à l'exercice de la vie communautaire. Précisons que ces textes ont été écrits, pour l'essentiel, avant la déclaration du ministre et ne constituent donc pas des réactions à ses propos.

DANS les futures négociations sur l'enseignement privé, le problème délicat de la laïcité et de l'appartenance religieuse ne peut pas ne pas se poser.

Nous ne voulons pas le réinventer ici d'une façon théorique. Nous n'avons pas mission pour cela. Cela a été fait, cela ne manquera pas d'être fait encore en temps opportun. Nous voulons seulement montrer comment il peut être vécu de façon concrète dans une école tant il nous semble vrai, à l'expérience, que les problèmes « théoriques » prennent souvent une autre coloration au contact des réalités.

Un fait s'impose à tous : il y a une crise de l'enseignement. Cette crise n'épargne aucune institution, privée comme publique, même si les difficultés rencontrées ne sont pas identiques pour tous et partout à la fois.

Rappelons-en les signes pour mémoire : la multiplicité des échecs scolaires, les redoublements fréquents et souvent inefficaces, les orientations négatives ou erronées, les diplômes inadéquats et ces entrées dans la vie professionnelle à seize ans sans véritable formation. Le bilan est lourd. Il s'y ajoute un mal diffus et insidieux : trop d'élèves à peine quelques mois après leur entrée dans le secondaire n'aiment plus leur école, ils s'y ennuiant.

De là vient, pour une part importante, le malaise inavoué et parfois inavouable, parce qu'on ne peut plus changer de direction, de trop d'enseignants. Beaucoup, qui ont choisi ce métier par goût, s'inquiètent et doutent. Ils réclament plus de reconnaissance, mal comprises de l'opinion la plus souvent. Nous sommes dans un cercle vicieux.

Les causes sont multiples.

La scolarisation massive et obligatoire jusqu'à seize ans : indispensable par souci démocratique, à peu près dominée sur un plan quantitatif, mais mal maîtrisée sur un plan qualitatif (au sens le plus large du terme) et surtout dont on n'a pas mesuré (c'est très grave) la signification personnelle et sociale pour des adolescents. Manque de moyens matériels, manque de moyens humains, insuffisante formation des maîtres (initiale et permanente), crise des valeurs, mort des idéologies mobilisatrices, éclatement des cultures... Elles traduisent en réalité la crise de notre société dont, après tout, le malaise scolaire n'est qu'un reflet.

### Des snaks-bars de l'enseignement

Tout peut être invoqué, tout peut être discuté, selon l'expérience que l'on a ou le schéma d'analyse qui guide la réflexion. Mais pour nous, hommes de terrain, ces analyses, nécessaires pour discerner l'avenir, sont radicalement insuffisantes pour vivre dans le présent. Elles négligent trop le point de rencontre par lequel les difficultés nous atteignent. Toutes les causes repérées contribuent au délabrement du « tissu éducatif » dont vit l'école (1).

Toute pédagogie, en effet, quelle que soit sa valeur, s'appuie sur des réalités autres qu'elle-même. L'acte

d'enseigner et d'apprendre est soutenu par un jeu complexe de motivations : il dépend de son environnement (2).

Or celui-ci ne nous est plus favorable, a priori, comme hier, parce que l'ancien consensus éducatif national dont toutes les écoles vivaient, même implicitement n'existe plus, sauf ici ou là par lambeaux. L'enseignement, au sens étroit du terme, risque de mourir parce qu'il n'est plus porté par un milieu éducatif. Aussi est-il inévitable que les écoles se réduisent peu à peu à une fonction « technique », devenant des sortes de « snaks-bars de l'enseignement ».

En attendant les remèdes, nous posons comme une certitude d'expérience cette affirmation : aucune école, quelles que soient les fonctions que la nation lui assignera, ne peut vivre quotidiennement comme telle sans un consensus éducatif minimum entre les trois parties qui la composent. Et celui-ci ne peut être mis en place sans reconnaissance et acceptation d'objectifs éducatifs communs. C'est pourquoi on ne peut pas ne pas définir aujourd'hui un projet éducatif au niveau de chaque établissement, et cela non seulement pour des raisons théoriques mais par suite du vide « éducatif » qui entoure l'école, pour reprendre l'expression d'un des proches collaborateurs du ministre de l'Éducation nationale (3).

Qui a autorité pour établir ce projet ? C'est sans nul doute une question essentielle. Sans vouloir la traiter ici, formulons pourtant deux remarques. L'État a le droit, le devoir même, de définir une politique de l'éducation, c'est sa responsabilité par rapport à la communauté nationale. Mais a-t-il pour autant le droit de formuler les projets éducatifs dans leurs finalités extrêmes ?

Par principe d'abord, mais surtout le peut-il aujourd'hui lorsqu'il n'y a plus d'éthique commune, lorsque les conceptions de l'homme qui la fondent sont si divergentes ? Dans la société pluraliste qui est la nôtre, ne se doit-il pas d'accepter une certaine diversité d'objectifs, reflète la diversité des familles spirituelles qui la composent. Un refus absolu de sa part porte en germe des risques considérables.

Mais une nouvelle question surgit : l'État peut-il accepter toutes les demandes éducatives qui lui sont présentées, et notamment celles de groupes religieux qui n'ont pas de statut juridique officiel et dont il est séparé ?

Comment répondre à une telle question, et surtout comment se

faire comprendre eu égard à une histoire qui demeure trop passionnelle ? On ne peut pourtant pas échapper aux réalités. Nous en faisons nôtre le constat depuis longtemps lorsque nous en avons rencontré la formulation éblouissante dans le livre de Louis Legrand : « *Rapportons quelques principes qui devaient nous éclairer* » (4). Il n'y a pas d'éducation possible sans valeur et sans affectivité ; 2) toute valeur et toute affectivité qui la porte sont liées à une vision du monde et à des finalités pédagogiques qui en découlent. La possibilité d'une laïcité positive, moteur d'une éducation nationale, est donc liée à la possibilité d'une acceptation commune de valeurs et à l'affirmation commune de finalités... Nous sommes bien obligés de constater la situation de pluralisme éthique où se trouve la France contemporaine. (4). Nous allons plus loin que M. Legrand dans les conséquences. La « restauration » d'une école laïque et unique est peut-être possible et souhaitable pour ceux qui le désirent, mais elle n'est pas universellement impossible en droit, et aujourd'hui plus encore en fait, à moins d'accepter de restreindre cette notion de laïcité à une neutralité vide de tout contenu positif dont, par ailleurs, nous sommes convaincus qu'elle est devenue mortelle pour l'école dans son ensemble.

Mais doit-on admettre a priori que la diversité d'écoles est incompatible avec la laïcité ? L'incompatibilité fréquente dans l'histoire n'est pas une incompatibilité de droit. Au surplus, l'idée « laïque » est un produit de la civilisation chrétienne.

### Deux sources d'inquiétude

La diversité peut certes inquiéter. Au-delà du problème financier sur lequel il devrait être possible de dialoguer en toute objectivité, il faut regarder en face deux sources d'inquiétude « majeures ». La première, croyons-nous, provient des habitudes d'un État qui s'est toujours « pensé » comme centralisateur, sûr tout en ce domaine. La seconde révèle une peur séculaire plus grave, il faut la mettre au clair : la peur d'un retour au « cléricalisme ». Le danger n'est pas illusoire, mais il n'est peut-être plus le privilège exclusif des religions.

Regardons d'ailleurs la situation concrète de l'enseignement « catholique ». Les enfants qui le fréquentent

ne sont pas tous catholiques et tous les élèves catholiques ne le fréquentent pas nécessairement, et ce depuis longtemps. C'est donc une situation nouvelle. L'interprétation de ces faits n'est pas aisée et varie beaucoup. Il ne faut pas la réduire unilatéralement pour affirmer qu'il s'agit d'un « retour à l'école ». Il nous semble en effet que le choix de l'école « confessionnelle » comporte toujours au minimum une dimension éthique, celle-là même qui est indispensable à l'élaboration du projet éducatif. On le voit bien dans le cas « original » de la demande de familles de confession religieuse autre que chrétienne, voire de familles qui se disent « athées ».

Les écoles catholiques ne sont plus catholiques comme elles l'étaient hier, c'est vrai. Elles vivent une autre réalité et mettent en pratique certains aspects de la pensée de l'Eglise qui se sont précisés à l'occasion du concile Vatican II. La constitution *Conglutum et Spes* reconnaît « l'autonomie des réalités terrestres », notamment « les méthodes particulières à chacune des sciences et techniques ». La déclaration sur la liberté religieuse impose à son tour à tous le respect absolu des consciences aussi bien dans leur refus que dans leur adhésion. Tout projet éducatif, d'une école « confessionnelle » précisément, doit donc intégrer ces données en raison même de sa référence religieuse. N'est-ce pas là poser les principes fondamentaux de coexistence d'une vraie laïcité et d'une appartenance religieuse. Une liberté « réelle », la possibilité d'une culture religieuse proposée à tous, la présence vivante d'une communauté chrétienne. Tout cela sans confusion. Tel est le pari.

Il faudrait montrer comment il peut être réalisé concrètement. Faute de place, nous ne pouvons pas le faire ici, mais nous en attestons la possibilité et cela sans affaiblissement. Situation de fait, qui rejoint la situation de droit imposée par la loi de 1959 dans son article premier, paragraphe 4.

### Un équilibre difficile

L'équilibre à tenir est difficile. Les risques de confusion et de débordement existent selon les méandres mêmes de la vie et la fragilité des hommes responsables. Mais est-ce plus difficile à vivre que la laïcité dans toutes ses requêtes positives ? Admettons pourtant quelques précautions : l'inscription dans de tels établissements ne devra pas résulter du seul hasard de la carte scolaire. Elle doit comporter un accord réel

propre explicité des intéressés sur le contenu du projet éducatif. Cela devrait être vrai également pour les adultes, enseignants et éducateurs, dans le respect de leur conscience et de leur engagement personnel. Il faut ajouter ici : toute avancée sérieuse dans la reconnaissance et l'affirmation d'une spécificité propre à chaque établissement posera le même type de problème d'adhésion personnelle tôt ou tard.

Une autre précaution mérite réflexion : il faut repenser les tutelles de l'établissement. En 1959, cela n'était guère concevable. Aujourd'hui, c'est indispensable.

Que l'Etat responsable du service public et de la coexistence harmonieuse que possible de tous les citoyens dans la diversité de leurs opinions puisse définir pour chaque école le « cahier des charges qu'elle devra respecter », en contrôler l'application, qu'il passe par ailleurs à assurer d'un réel respect de la laïcité, quoi de plus normal. Mais, d'un autre côté, que l'Eglise, dans la mesure où l'école se définit comme « catholique », puisse veiller à l'authenticité de la référence religieuse dans les finalités éducatives, à la qualité de l'enseignement religieux, aux conditions d'exercice d'une vie communautaire, cela aussi devrait être normal et dans un cadre juridique approprié. Pour ce faire, il faudrait beaucoup d'imagination, pourquoi pas ?

Ces suggestions permettront-elles de réexaminer d'une façon sereine des exigences trop longtemps perçues comme contradictoires ? Nous n'avons pas qualité pour le dire. Ce qui est sûr, c'est que rien ne progressera si les positions théoriques ou les visions idéologiques ne sont pas confrontées aux réalités d'aujourd'hui. C'est à ce simple mais bien difficile exercice que nous avons commencé de nous entraîner ici.

(1) Par tissu éducatif, nous entendons une série de valeurs implicites ou explicites autour desquelles s'établit la collaboration de ceux qui permettent à l'école d'exister.

(2) Comme la précédente, l'expression doit être entendue dans un sens très large. L'institution dans ses aspects « la famille, l'environnement économique, social, culturel, politique, religieux, etc.

(3) Expression de M. Ch. Join-Lambert, *l'Education*, page 61-62.

(4) *L'école unique*, éd. Cometa, page 61-62.

(5) Ces idées rejoignent pour l'essentiel celles qui ont été mises et réfléchies au sein du M.P.E.C. (Mouvement pour l'enseignement catholique, siège social : 24, rue du Général-Foy, 75008 Paris).

## Un service public pluraliste

par FRANCK SERUSCLAT (\*)

PORTEURS d'un même projet de promotion pour l'homme, pour sa liberté d'être pleinement lui-même, laïcs et socialistes sont indissociables.

Leur épanouissement réciproque est nécessaire pour qu'une République garantisse l'accès aux chances de développement pour chaque individu, assure, en même temps, la reconnaissance des différences, le droit de leur expression et les moyens de vivre leurs contradictions sans heurts ni rejets inutiles et sociaux.

L'une et l'autre s'opposent à tout dogmatisme, à toute religion d'État, qu'elle soit confessionnelle, scientiste ou politique, qui, transformant une hypothèse en vérité définitive, tend à y soumettre tout et tous.

Laïcité appliquée, socialisme vécu, c'est au niveau de l'institution scolaire — de la façon concrète dont sont respectées et assurées son autonomie et sa liberté d'être — que cela se mesure et se vérifie. Aujourd'hui, l'apogée d'une bataille passée n'est plus de mise. Le temps de l'affrontement entre « l'école obscurantiste » et « l'école sans Dieu et sans morale de l'instituteur public » est révolu ; et, pourtant, il reste comme un relent de ces débats : il revient comme un regain d'actualité. La notion de laïcité s'est approfondie ; elle a élargi son contenu au point de faire comprendre à chacun qu'il y trouve sa place sans risque d'y perdre son identité ; chacun peut percevoir, et vérifier, le sens premier de la laïcité : refus de soumettre l'esprit aux formules dogmatiques de toute espèce, respect de celui qui pense autrement.

C'est pour cette raison qu'il faut enfin débarrasser de saines malaises, utilisées par esprit de système, quelques mots-clés comme liberté d'enseignement et pluralisme. Il faut également s'accorder sur les droits de l'enfant et les devoirs des parents.

Il faut ensuite dire clairement — dès maintenant et sans crainte des remous — la finalité et les moyens d'une institution scolaire laïque, publique et unifiée, dont la mission est d'écarter tout ce qui encourage et pérennise la séparation des Français, de rejeter le sectarisme et l'endoctrinement sans faire l'impression sur ce qui distingue les familles spirituelles ou politiques, sur ce qui peut opposer les uns aux autres les citoyens ou les classes sociales.

La liberté de l'enseignement n'est pas un droit laissé à quiconque d'organiser à sa guise un contenu pédagogique et une façon d'enseigner. La liberté de l'enseignement est le droit garanti à l'enseignement de ne dépendre d'aucune tutelle ; l'interdiction de soumettre à un tri, selon des critères ou des dogmes, ou tout simplement des habitudes de vie, des préférences, le devenir de l'enfant qui ne peut être emprisonné dans ce que les autres appellent leur liberté.

Quant au pluralisme, il n'est pas respecté par l'existence d'une pluralité d'écoles, chacune fermée sur un caractère propre et une façon univoque d'expliquer les faits, gestes et phénomènes qui entourent la vie ; l'enseignement est alors utilisé pour « former », c'est-à-dire immuniser, imperméabiliser l'enfant au point de vue des autres.

Liberté et pluralisme ainsi compris, l'école est alors le lieu ouvert à tous, où se rassemblent les enfants, sans distinction de religion, de classe sociale, de race et dans le respect de leur diversité.

La respect de l'enfant exige qu'il en soit ainsi, car l'enfant n'appartient à personne, ni à la société ni à ses parents : il ne sera jamais totalement étranger ni à l'une ni aux autres ; il ne grandira pas sans en connaître les influences ; il n'empêche, il est porteur d'un être à nul autre identique ; et c'est crime contre lui que de vouloir le contraindre à un modèle — vertueux ou non — selon des normes et dogmes, politiques ou confessionnels.

S'il ne doit pas être laissé à ses incertitudes ou pulsions incohérentes, s'il doit disposer des moyens de leur maîtrise, ni la société ni la famille ne peuvent s'arroger pouvoir de choisir pour lui ces moyens, de les lui dicter, de les lui inculquer.

Tout alors doit être organisé dans le sens de ce respect dû à l'enfant, de cette liberté garantie à l'enseigne-

nement sans faire l'impression sur ce qui distingue les familles spirituelles ou politiques, sur ce qui peut opposer les uns aux autres les citoyens ou les classes sociales.

Un enseignement pluriel suppose l'ouverture de l'école sur de qui entoure la vie de l'enfant. L'unicité du maître ne peut perdurer et la conception de l'unicité d'une équipe doit lui succéder. Les familles peuvent y avoir leur place et l'école deviendra un lieu de rencontres pour préparer l'enfant à « devenir un être libre par un exercice ardu et assuré sur ses choix futurs d'homme » (1).

Un espace éducatif global

Il faut, de plus, ne pas perdre de vue que l'éducation d'un enfant est l'œuvre de bien d'autres facteurs que l'enseignement dispensé à l'école : la formation donnée par la famille ; dès sa naissance, le petit d'homme reste enveloppé dans un réseau de comportements, de rites sociaux, de savoirs et de savoir-faire domestiques et professionnels, de règles de jeux qui modulent son développement et auxquels participent aussi bien les aînés immédiats que les anciens du groupe. La complexité de la société industrielle contemporaine, les tensions de la vie urbaine, le rétrécissement de la cellule familiale, le travail des parents hors du foyer, les cloisonnements de toutes sortes, la sécularisation des activités, ont bousculé, et partiellement détruit, un équilibre nécessaire.

Aujourd'hui il n'existe pas de lieu éducatif « unique et unitaire » où s'exercerait l'éducation. L'idée neuve à promouvoir est celle de l'existence d'un espace éducatif global et concerté, de l'existence d'un temps scolaire se déroulant en un lieu inscrit dans cet espace éducatif : milieu familial, maison ou club, foyer socio-éducatif, terrain de sport et autres lieux où l'enfant prend contact avec les réalités de la vie locale, sociale ou professionnelle ; il faut inventer les conditions d'une coordination entre eux.

(\*) Sénateur socialiste de Rhône, maire de Saint-Fons.

ment, pierre angulaire mais pas unique de l'éducation.

Un enseignement pluriel suppose l'ouverture de l'école sur de qui entoure la vie de l'enfant. L'unicité du maître ne peut perdurer et la conception de l'unicité d'une équipe doit lui succéder. Les familles peuvent y avoir leur place et l'école deviendra un lieu de rencontres pour préparer l'enfant à « devenir un être libre par un exercice ardu et assuré sur ses choix futurs d'homme » (1).

Un espace éducatif global

Il faut, de plus, ne pas perdre de vue que l'éducation d'un enfant est l'œuvre de bien d'autres facteurs que l'enseignement dispensé à l'école : la formation donnée par la famille ; dès sa naissance, le petit d'homme reste enveloppé dans un réseau de comportements, de rites sociaux, de savoirs et de savoir-faire domestiques et professionnels, de règles de jeux qui modulent son développement et auxquels participent aussi bien les aînés immédiats que les anciens du groupe. La complexité de la société industrielle contemporaine, les tensions de la vie urbaine, le rétrécissement de la cellule familiale, le travail des parents hors du foyer, les cloisonnements de toutes sortes, la sécularisation des activités, ont bousculé, et partiellement détruit, un équilibre nécessaire.

Aujourd'hui il n'existe pas de lieu éducatif « unique et unitaire » où s'exercerait l'éducation. L'idée neuve à promouvoir est celle de l'existence d'un espace éducatif global et concerté, de l'existence d'un temps scolaire se déroulant en un lieu inscrit dans cet espace éducatif : milieu familial, maison ou club, foyer socio-éducatif, terrain de sport et autres lieux où l'enfant prend contact avec les réalités de la vie locale, sociale ou professionnelle ; il faut inventer les conditions d'une coordination entre eux.

(\*) Sénateur socialiste de Rhône, maire de Saint-Fons.

« A partir de là, l'idée neuve est donc celle de la coordination des composantes de l'espace éducatif actuellement éparpillées ».

« Les collectivités locales et les établissements scolaires seraient conjointement l'initiative de créer les conditions de cette coordination répondant aux souhaits des associations, des familles spirituelles, des groupes d'affinité qui, tous, en s'assurant à tour de rôle les concours nécessaires, auraient en charge l'espace ».

Ainsi naîtrait un service public, pluraliste, signe son esprit et dans les faits, autonome dans sa pédagogie, organisé par les partenaires intéressés ; il donnera aux familles la garantie qu'il s'exerce bien en toute indépendance à l'égard « d'une quelconque volonté contraignante, politique, confessionnelle ou nonconfessionnelle » ; il apportera aussi garantie que les choix qu'il propose insistent l'enfant à des engagements profonds, sans jamais peser sur sa détermination ».

Du même coup, perdrait sa dernière apparence de justification l'exigence d'une école à caractère propre, l'institution scolaire plurielle — au fur et à mesure de la coordination concertée, de l'utilisation de l'espace et des temps éducatifs — permettant à chacun d'y trouver possibilité de transmettre son message.

Il faudra vaincre bien des habitudes et des routines, chez les parents peut-être mais aussi chez ces nouveaux clercs que sont devenus bien des enseignants, rétifs devant le « nouveau » et les inventions nécessaires, inquiets de perdre des avantages acquis, des références rassurantes.

C'est pourtant nécessaire : l'école doit s'ouvrir largement sur la vie et ses complexités ; rien n'est simple ni univoque. Tout est à l'image pluraliste de l'individu.

La laïcité, en réservant à la loi son terrain spécifique, prendra alors la contre-pied de la devise « une foi, un roi, une loi » : et l'école ne sera plus un instrument spirituel pour conquérir ou conserver un pouvoir temporel.

(1) Les citations sont tirées de la revue *Ecole et socialisme*.

## POUR LA SCIENCE

édition française de SCIENTIFIC AMERICAN

### LE GEL DES ARMEMENTS NUCLEAIRES

### LES CRIQUETS ET L'ÉCOLOGIE

### CHOPIN ET LES MATHÉMATIQUES

### LA PHYSIQUE DES TIMBALES

Janvier 1983 - N° 63 - chez votre marchand de journaux



Le Monde

# étranger

LE SOIXANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE L'U.R.S.S. ET LES PROPOSITIONS DE M. ANDROPOV

## Le secrétaire général du P.C. estime qu'il faudra « sans brûler les étapes », « réaliser la fusion des nations soviétiques »

La session solennelle conjointe du comité central du parti communiste, du Soviet suprême de l'U.R.S.S. et du Soviet de la République russe se poursuit ce mercredi 22 décembre. Les représentants des principales délégations étrangères prennent la parole pour célébrer le sixième anniversaire de la fondation de l'U.R.S.S.

Dans le discours d'une heure qu'il a prononcé mardi, M. Andropov a notamment parlé des relations Est-Ouest et du désarmement (Le Monde du 22 décembre). Il a très brièvement mentionné les problèmes économiques actuels de l'U.R.S.S., en disant par exemple que les transports ont « un rôle particulier à jouer dans un pays aux dimensions de l'U.R.S.S. Ce rôle est économique et politique ». Il a aussi insisté sur la nécessité de donner un meilleur approvisionnement à la population. Mais dans cette partie du discours l'essentiel portait sur les relations entre les nationalités. Il a évoqué en ces termes les débats qui avaient lieu il y a soixante ans à propos de la formation de l'U.R.S.S. : « Différentes opinions se heurtaient : du programme de regroupement ethnique des Républiques dans le cadre d'une confédération jusqu'à la revendication de les inclure simplement dans la compo-

sition de la République fédérative russe, en respectant le principe d'autonomie. Il a fallu le génie et le prestige de Lénine pour trouver et défendre l'unique voie juste : la voie du fédéralisme soviétique ».

« Un complexe économique unique s'est constitué à l'échelle de l'U.R.S.S. grâce à la croissance économique dynamique de toutes les Républiques orientées selon un plan d'Etat », a dit encore M. Andropov. Les traditions progressistes, le langage intensif de leurs spiritualités ont contribué à l'épanouissement de la culture multinationale soviétique.

Mais, a dit encore le secrétaire général, « en dressant le bilan nous concentrons naturellement notre attention sur ce qui reste à faire. Pour reprendre la formule de Lénine, il s'agit « non seulement de rapprocher des nations mais aussi de réaliser leur fusion ». Pour y parvenir, il ne faut en aucun cas brûler les étapes [...]. Les différences nationales existent encore longtemps, beaucoup plus longtemps que les différences de classe.

« Il importe que le sentiment de fraternité naturelle pour les résultats obtenus ne se transforme pas en morgue ou présomption nationale, n'engendre pas de tendance à l'isolement dans le cadre d'une confédération jusqu'à la revendication de les inclure simplement dans la compo-

se genre ne sont pas encore éliminés. Il serait incorrect de les expliquer uniquement par les survivances du passé [...]. Tout est important dans ce domaine, l'attitude envers la langue, les monuments du passé, l'interprétation des événements historiques. Dans certaines Républiques, la nationalité autochtone doit être représentée plus pleinement dans la composition de la classe ouvrière.

Dans le passage consacré aux relations entre les pays socialistes, M. Andropov a dit : « Les pays du socialisme ont dû s'engager dans des voies inexplorées [...]. Tout n'a pas été réussi d'emblée [...]. Nous n'avons pas toujours su tirer à temps les conclusions indispensables des changements qui surviennent dans la situation internationale. D'ailleurs la situation internationale ne laissait pas elle non plus beaucoup de temps pour réfléchir : il y avait des illusions qu'il fallait dissiper, des erreurs pour lesquelles on aurait à payer.

Aujourd'hui « les pays de notre communauté sont confrontés à de nombreuses tâches sérieuses : la défense de nos conquêtes et valeurs socialistes face aux attaques de l'impérialisme, la lutte pour consolider la paix et la détente, le perfectionnement continu de notre coopération politique, enfin la nouvelle impulsion qu'il faut donner au processus d'intégration économique ».

## WASHINGTON : Une proposition « inacceptable »

Washington. — Les dirigeants américains ont catégoriquement rejeté la proposition de M. Andropov. Celle-ci est « inacceptable », affirme un communiqué du département d'Etat. Elle laisserait aux Soviétiques plusieurs centaines d'ogives sur leurs SS-20, tout en nous refusant les moyens d'empêcher cette menace. Nous ne pouvons tolérer que les Soviétiques soient supérieurs à nous, sans prétexte que les Britanniques et les Français maintiennent leurs propres forces nationales de dissuasion. Nous ne pouvons accepter non plus que les limites aux missiles à portée intermédiaire (F.N.I.) s'appliquent uniquement à l'Europe. Cela laisserait les Soviétiques libres de menacer nos voisins asiatiques et de garder une force très mobile de missiles qui pourrait être déplacée à tout moment pour menacer l'OTAN.

Les Américains n'ont pas été surpris par la proposition de M. Andropov : elle leur avait été communiquée dans ses grandes lignes par les négociateurs soviétiques à Genève. Les alliés européens en furent aussitôt informés, et l'OTAN décida d'y répondre par avance, en réaffirmant

De notre correspondant  
Washington s'en tient toujours à sa propre proposition qui est de supprimer totalement les missiles terrestres de moyenne portée en Europe. Les Soviétiques démontreraient leurs trois cent trente-quatre SS-20 et leurs deux cent cinquante SS-4 et SS-5, tandis que l'OTAN renoncerait aux cinq cent soixante-douze Pershing et missiles de croisière qui doivent être installés à partir de 1983.

La position américaine a été longuement expliquée mardi par deux responsables gouvernementaux qui veulent garder l'anonymat. Voici l'essentiel de leurs réponses.  
« Qu'y a-t-il de nouveau dans la proposition de M. Andropov ?  
— Rien. C'est la continuation des discours précédents. On demande toujours à l'OTAN de renoncer au déploiement de ses missiles, sans rien lui offrir. L'U.R.S.S. conserverait un monopole complet sur ce type d'armement. Elle ne ferait, en somme, que déplacer soixante-douze SS-20 qui iraient s'ajouter à la centaine d'autres déjà présents dans la partie asiatique de son territoire. Une petite réduction en Europe laisserait la menace intacte, d'autant que ces fusées, très mobiles, seraient facilement déplaçables dans l'autre sens.

« Pourquoi, selon vous, M. Andropov a-t-il fait ce discours ?  
— Pour nourrir les éditoriaux de la presse occidentale : pour donner une impression de mouvement... Les Soviétiques ont toujours cherché à diviser l'alliance atlantique et à séparer les Etats-Unis de leurs alliés. Nous, nous pensons que la solution des problèmes se trouve dans des négociations sérieuses à Genève ; non dans des tentatives d'influencer l'opinion publique.  
« Le discours de M. Andropov ne contient-il vraiment rien de positif ?  
— Nous sommes heureux qu'il ait endossé la proposition du président Reagan de renforcer les « mesures de confiance » (pour diminuer les risques d'accident ou de malentendu, pouvant provoquer un conflit nucléaire).

« Mais M. Reagan constatait récemment que les négociations soviéto-américaines allaient « dans la bonne direction »...  
— Elles se déroulent, en effet, dans un climat sérieux. Mais en ce qui concerne la « bonne direction », le président parlait des négociations sur les armes stratégiques, pour lesquelles les Soviétiques ont accepté le principe d'une réduction. Il ne parlait pas des F.N.I. que les Soviétiques sont les seuls à avoir déployés en Europe et auxquels ils ne veulent pas renoncer.

« Pourquoi refusez-vous de tenir compte des armes nucléaires britanniques et françaises ?  
— C'est une position constante de l'OTAN. Dans les années 70, l'U.R.S.S. avait accepté de conclure des accords stratégiques avec nous sur cette base. Les Etats-Unis n'ont d'ailleurs aucune capacité de négocier au nom des Français et des Britanniques. Ceux-ci possèdent des armes en toute indépendance et souveraineté. Les fusées de l'OTAN ont un rôle différent : entraîner une riposte globale à toute attaque commise contre un pays membre. Et même si on comptait les arsenaux britanniques et français, il y aurait toujours un énorme déséquilibre en faveur de l'U.R.S.S. Les Soviétiques ont le droit de chercher l'égalité avec l'ensemble de l'autre camp, mais pas la supériorité.

« Après s'être engagé à renoncer au premier tir nucléaire, l'U.R.S.S. vient de proposer la renonciation au premier tir conventionnel. N'est-ce pas une nouveauté intéressante ?  
— C'est de la rhétorique. Les Soviétiques n'ont jamais été de grands pratiquants de ce genre de renonciation, ni en Europe de l'Est ni en Afghanistan...  
« Le discours de M. Andropov vous rend-il plus pessimiste sur les chances d'un accord de réduction des armements ?  
— Non. Mais il est essentiel que, en l'absence d'un accord acceptable, les Américains et les Européens s'en tiennent au déploiement des missiles de l'OTAN décidé en décembre 1979 et prévu à la fin de l'année prochaine.

ROBERT SOLÉ.

## La carotte et le bâton

(Suite de la première page.)

Selon M. Faline, la poursuite des négociations de Genève deviendra « impossible » dans ces conditions.

Cela, c'est le bâton. Mais la carotte n'est pas oubliée pour autant. Les dernières propositions de M. Andropov sont à cet égard fort bien ajustées et représentent une étape de plus dans la liste des concessions que l'U.R.S.S. a faites depuis environ deux ans à propos de son programme SS-20.

Dans un premier temps, au cours de l'été 1980, Brejnev a accepté des négociations sans exiger que l'OTAN renonce au préalable à sa décision, comme M. Gromyko l'affirmait six mois plus tôt. Puis (en février 1981), il a été prêt à arrêter la mise en place de ses SS-20 dans le cadre d'un accord négocié. En juin de la même année, ce monarque pouvait prendre effet des ouvertures de négociations, à la condition que les Etats-Unis suspendent eux aussi leur décision dans la même période. En novembre 1981, l'ancien chef du parti ajoutait l'offre d'une réduction non précisée. Enfin, en mars 1982, Moscou annonçait un arrêt, unilatéral cette fois, de son programme SS-20.

### UNE IDÉE DE M. CARTER DANS LA BOUCHE DE M. ANDROPOV

M. Andropov a-t-il puisé chez M. Carter l'inspiration d'une partie des propositions qu'il a présentées le 21 décembre ? L'idée de réduire d'un quart le nombre des missiles stratégiques (ceux qui ont plus de 5 500 km de portée) aux mains des deux superpuissances, ressemble singulièrement à celle que M. Cyrus Vance, alors secrétaire d'Etat, avait avancée au cours de son voyage à Moscou en mai 1977, deux mois après l'entrée en fonctions du successeur de M. Gerald Ford. Il s'agissait, avant l'expiration, en octobre suivant, du premier accord SALT, conclu en 1972 pour cinq ans, sur la limitation des armements stratégiques, de diminuer précédemment d'un quart le nombre des vecteurs autorisés de part et d'autre par l'accord Ford-Brejnev de novembre 1974 à Vladivostok, autrement dit de ramener le plafond de 2 400 à 1 800.

M. Brejnev avait rejeté ces propositions, considérant qu'elles n'étaient ni « acceptables », ni « équitables ». M. Reagan est allé depuis plus loin, puisqu'il demande de ramener à 850 missiles (sans les bombardiers) contre 2 400 chez les Soviétiques et 1 600 environ chez les Américains aujourd'hui : soit 50 % à peu près.

« Une délégation du parti socialiste en Chine. — Une délégation du parti socialiste, conduite par M. Jacques Hüntzinger, membre adjoint du secrétariat national, chargé des relations internationales, se rendra en Chine, du 30 décembre au 4 janvier, à l'invitation du comité central du P.C. chinois. Après des entretiens politiques à Pékin, la délégation doit notamment se rendre à Shanghai.

— un geste dont les Américains contestent la validité puisqu'il y aurait aujourd'hui, selon eux, trois cent trente-quatre missiles de ce type, contre deux cent cinquante il y a un an.

### « Pas un de plus »

La dernière proposition de M. Andropov est conforme à ce que nous avions laissé prévoir il y a un an (Le Monde du 1<sup>er</sup> décembre 1981), et constitue une nouvelle « avancée » dans deux domaines. En premier lieu, le secrétaire général du parti paraît se rallier à la procédure de négociations souhaitée par les Américains, en séparant les missiles des autres vecteurs nucléaires, avions notamment. En second lieu, il accepte de réduire non plus seulement les vieux engins des années 60, voués de toute manière à la ferraille, mais aussi tous les modernes SS-20. Et il ramène sa revendication à un marché très simple : autant de SS-20 que de missiles français et britanniques, « pas un de plus ».

La proposition paraît, à première vue, « aller de soi ». La Grande-Bretagne et la France sont des alliés des Etats-Unis, le premier de ces pays est même intégré au dispositif militaire de l'OTAN, et les Soviétiques ont de bonnes raisons de demander que leurs forces soient comptées « quelque part ». Elle est aussi habile sur le plan politique. Sans cesser de dénoncer l'adversité des Européens les ambitions stratégiques des Etats-Unis, les Soviétiques pointent maintenant le doigt vers ces « empêcheurs de négocier en rond » que seraient les Français et les Britanniques. S'il y a une nouvelle course aux armements en Europe, indique-t-on ainsi aux pacifistes, ce sera leur faute aussi, pas seulement celle des Américains.

Cette présentation des choses se heurte pourtant à une série d'objections :

1) Les forces que Moscou met ainsi sur le même plan ne sont en fait guère comparables, ni par leur objet ni par leur importance : M. Mitterrand, croyons-nous savoir, l'a expliqué sans détours à M. Tchernomirko, l'ambassadeur soviétique qui était venu dès lundi soir lui apporter un texte du discours de M. Andropov : l'arsenal des SS-20 soviétiques, pour considérable qu'il soit, ne représente pour l'U.R.S.S. qu'une fraction de son potentiel nucléaire : elle peut « jouer sur les marges » alors que la France a besoin de tout ce qu'elle a, et de rien de moins, pour assurer sa sécurité. Il n'est donc pas question d'échanger l'un contre l'autre.

2) Ajoutons à cela que toute agression de la France contre l'Union soviétique est proprement impensable, et que toutes les parties le savent bien. On ne saurait en dire autant de l'arsenal soviétique qui, tant par sa masse que par ses caractéristiques techniques, place le Kremlin en mesure de mener toutes sortes d'opérations, y compris une guerre d'agression en Europe. Et l'on relève à l'Elysée que même un parc de SS-20 limité à cent soixante lanceurs — l'équivalent du nombre de missiles français et britanniques — représente quatre cent quatre-vingts ogives, soit

exactement autant que les objectifs militaires de l'OTAN dénombrés en Europe occidentale.

3) M. Andropov prête aux arsenaux de la France et de la Grande-Bretagne une ambition qu'ils n'ont pas. Ces forces nationales sont destinées à dissuader d'une attaque contre le territoire de ces deux pays et pratiquement rien d'autre, alors que les SS-20 menacent toute l'Europe occidentale, en fait l'ensemble de l'Eurasie et du Maghreb. Faut-il conclure de la proposition soviétique que la France et la Grande-Bretagne, qui seraient supposées faire pièce à cet arsenal, devraient défendre aussi l'Allemagne fédérale, l'Italie et tous les autres pays menacés ? On ne savait pas les dirigeants soviétiques si pressés de promouvoir cette « défense européenne » à laquelle s'agissent nombre de responsables du vieux continent.

### Une comparaison contestable

4) Sur le plan technique, il est contestable de mettre sur le même plan les SS-20 et les engins sous-marins qui, pour l'essentiel (à l'exception des avions et des dix-huit missiles du plateau d'Albion) composent les arsenaux français et britanniques. Les premiers sont crédités d'une précision plus grande et d'un temps de réaction plus bref, ils visent les objectifs militaires adverses et peuvent éventuellement servir à une première frappe. Les seconds posent des problèmes de communication beaucoup plus complexes, ils sont moins précis et représentent l'arme de dissuasion typique, utilisable en seconde frappe contre les cibles.

Enfin et surtout, l'Union soviétique dispose elle-même d'un formidable arsenal d'engins sous-marins (près de neuf cent cinquante lanceurs, à bord d'une soixantaine de sous-marins) qui peuvent viser tout aussi bien l'Europe que les Etats-Unis. C'est à la rigueur cette force-là, et non pas l'arsenal beaucoup plus offensif des SS-20, qui représente l'équivalent de l'appareil de dissuasion français et britannique.

Cela dit, le rejet, déjà affirmé par la plupart des gouvernements occidentaux, des dernières propositions de M. Andropov ne signifie pas que, rien n'est négociable. « L'option zéro » de M. Reagan n'est pas, de son propre aveu, la seule solution conceivable. Faut-il en conclure qu'il ne reste qu'à chercher un compromis entre ce zéro et les trois cent trente-trois SS-20 actuels, comme le font certains ? Ce serait aller vite en besogne, et surtout justifier à l'avance le calcul de M. Andropov : ce chiffre moyen serait évidemment très proche des cent soixante unités qu'il mentionne aujourd'hui, moyennant quoi l'OTAN devrait renoncer à sa décision de 1979, avec toutes les conséquences politiques et psychologiques que l'on peut imaginer. Aussi bien d'autres propositions devraient plutôt retenir l'attention.

1) La première consisterait à élargir le champ de la négociation à l'ensemble des armements nucléaires en Europe, y compris aux armes dites « tactiques » — ayant moins de mille kilomètres de portée — c'est-à-dire à ce que l'on appelle les « systèmes

avancés » américains. Les soviétiques demandent depuis vingt ans une discussion sur ce thème, et les Américains qui se sont mis dans une position de faiblesse en laissant se développer un vaste débat de quatre ans à propos des aéronefs, devront bien s'y résigner. Or au moment où leur commandement en Europe accepte, sous la pression de l'opinion américaine, de relever le seuil nucléaire, voire de rendre sans objet le premier emploi de cette arme — ils devraient pouvoir renoncer à une bonne partie sinon à la totalité des six mille charges nucléaires déployées, et d'une efficacité douteuse, qu'ils entretiennent encore en Europe. Une option zéro élargie à l'ensemble des armements nucléaires dans tout le secteur européen aurait de meilleures chances d'être acceptée par les Soviétiques, sans parler du soutien qu'elle trouverait dans les milieux pacifistes.

### Des concessions sur le Pershing ?

2) Des concessions pourraient être tenues en réserve en ce qui concerne les Pershing-2. Beaucoup d'hommes politiques en Europe ont tendance à ne pas distinguer entre ces engins balistiques, dont le temps de vol est de quatre à six minutes, et les missiles de croisière qui, eux, mettent trois heures pour atteindre leurs cibles, et à prendre pour argent comptant l'argument soviétique selon lequel cette menace d'attaque « sans préavis » les places dans une situation inacceptable. Or on oublie non seulement que les SS-20 présentent le même risque pour l'Occident, mais aussi que cent huit fusées Pershing seulement sont prévues, contre quatre cent soixante-quatre missiles de croisière. Une nouvelle limitation de ces engins au profit des missiles de croisière diminuerait certaines réminiscences et renforcerait le caractère de « seconde frappe » du dispositif prévu par l'OTAN.

3) Enfin il sera sans doute nécessaire de tenir compte des forces françaises et britanniques. Mais puisque celles-ci sont, de l'aveu général, « stratégiques », pourquoi ne pas les compter (non officiellement s'il le faut pour ménager les susceptibilités) dans le cadre des négociations START que Russes et Américains tiennent à Genève sur leurs armements stratégiques, et laisser à Moscou un contingent de missiles sous-marins équivalent à celui des engins analogues des alliés des Etats-Unis ? Le geste serait d'autant moins douloureux pour les Américains que ceux-ci ont déjà environ trois cents missiles sous-marins de moins que l'U.R.S.S. Ramener l'écart à cent soixante leur permettrait même d'augmenter leur stock...

Il subsiste donc, on le voit, une marge ouverte à la négociation entre les exclusives et les invasives dans lesquelles les participants semblent enfermés aujourd'hui. Peut-être le moment n'est-il pas encore venu d'abriter toutes les cartes. Mais la proposition de M. Andropov offre une occasion de réfléchir aux moyens de surmonter ce qui pourrait déboucher, si l'on n'y veille pas, sur une grave crise des relations Est-Ouest.

MICHEL TATU.

## LE ELEGANCE EST UN RITUEL.



GREY FLANNEL

BY GEOFFREY BEENE

PARFUMERIE MASCULINE - 13, avenue Duquesne 7.  
PARFUMERIE 34 - 34, rue Saint-Ferdinand 17.  
PARIS BOUQUET - 8, rue de Clugmancourt 18.  
PATCHOULI - 3, rue du Cherche-Midi 6.  
RONTLY - 52, avenue des Champs-Élysées 8.  
SÉMIRAMIS - 60, rue de Babylone 7.



# DIPLOMATIE

## LES RÉACTIONS FRANÇAISES AUX PROPOSITIONS DE M. ANDROPOV

### M. CHEYSSON : « Un moyen pour détourner la conversation... »

Interrogé sur les propositions de M. Andropov, mardi 21 décembre, M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a notamment déclaré mardi 21 décembre à Antenne 2 :

« Je crains que ce ne soit un moyen pour détourner la conversation de ce qui est le vrai sujet, à savoir que les Soviétiques, depuis quelques années, accumulent en Europe des armes nucléaires redoutables par leur rapidité et leur précision, qui ne peuvent atteindre que l'Europe occidentale, qu'il y a donc un déséquilibre en Europe occidentale. »

« Certes, il y a place pour une réduction des volumes d'armes stratégiques [...]. Actuellement, chacun des deux partenaires a de quoi détruire l'autre cinq ou six fois. On peut réduire de beaucoup plus de 25 % (comme le propose M. Andropov). Ce qui choque, c'est d'immédiatement introduire l'arsenal nucléaire français. Il a été fait à la dimension minimum. Si nous diminuons cet arsenal nucléaire, il n'a plus de valeur dissuasive. Nous n'avons donc jamais accepté que les armes nucléaires françaises soient

comprises dans le raisonnement du calcul de Genève. »

« Nous sommes indépendants », a dit M. Cheysson. « M. Andropov souhaite-il que nous nous intégrions dans l'alliance atlantique, que nous fussions dépendants d'un commandement américain ? »

« L'équilibre est la clé de la paix », a encore dit M. Cheysson, selon qui le moyen de rétablir l'équilibre est de supprimer les fusées américaines accumulées en Europe orientale. « C'est ce qu'on appelle l'option zéro », ou « les réduire à peu de chose ». « Le moyen que propose M. Andropov est de faire entrer en jeu des armes qui sont de nature tout à fait différente. Ça ne va pas. Dans ce cas, le seul moyen sera d'introduire les fusées américaines Pershing en Allemagne, en Italie et ailleurs », a conclu le ministre.

Interrogé enfin sur l'éventualité d'un voyage de M. Andropov à Paris ou de M. Mitterrand à Moscou, en 1983, M. Cheysson a déclaré : « Pour le moment, rien n'est prévu [...] Nous n'excluons rien. »

## DANS LA PRESSE FRANÇAISE

### « L'Humanité » critique « la précipitation » de M. Cheysson

L'Humanité, tout en donnant une grande place au discours de M. Andropov, ne le commente pas directement. Cependant, sous le titre « Un commentaire précipité de Claude Cheysson », l'organe du P.C. écrit à propos des déclarations du ministre des relations extérieures : « On peut regretter une telle précipitation dans le commentaire. Répéter les thèses et les positions de la Maison Blanche sur l'option zéro, le surarmement soviétique et la mise en œuvre du déploiement des six cents nouveaux missiles n'est pas une réponse à un projet chiffré de réduction simultanée des forces en présence sur le continent, projet qui s'accompagne de propositions concrètes sur la diminution des systèmes stratégiques des deux grandes puissances. »

Selon Libération, le discours de M. Andropov est « un vrai coup de

maître ». Il « revient à demander aux Français et aux Britanniques : êtes-vous adultes ou avez-vous besoin de l'Onclé Sam pour décider de votre défense ? Il s'agit d'une véritable tentative de « décompler » l'Europe des États-Unis. »

Pour Le Matin, « Youri Andropov a jeté [...] non sans grâce, son premier pavé dans la mare atlantique », mais « la démonstration sentira moins son tour de passe-passe si Youri Andropov avait proposé un équilibre général, nucléaire et conventionnel, des armements en Europe ». »

Le Quotidien de Paris écrit : « Le chantage de M. Andropov est le même que celui de M. Brejnev. Ce ne sont pas les fusées soviétiques déjà braquées sur l'Europe occidentale qui sont dangereuses, ce sont les armes américaines qui ne sont pas encore installées. »

### M. VORONTZOV, NOUVEL AMBASSADEUR D'U.R.S.S. A PARIS

Nous apprenons de bonne source que l'Union soviétique se propose de nommer M. Iouli Vorontzov, son actuel ambassadeur en Inde, au poste d'ambassadeur en France. Il remplacera M. Tchervonenko, qui doit quitter Paris à la fin du mois.

A la différence de son prédécesseur, qui avait longtemps travaillé dans l'appareil du parti en Ukraine, M. Vorontzov est un diplomate de carrière. Agé aujourd'hui de cinquante-trois ans, il est entré en 1952 au ministère des relations extérieures, après avoir achevé ses études à l'Institut des relations internationales de Moscou. Il a été en poste quatre ans au total, dans les années 50 et 60, au sein de la mission de l'U.R.S.S. auprès de l'ONU à New-York, puis onze ans à Washington, d'abord comme conseiller puis comme ministre. Depuis 1977 il était ambassadeur en Inde.

Membre du parti communiste depuis 1956, M. Vorontzov siège aussi, comme son prédécesseur, au comité central, où il a été élu en 1981.

### PROCHAIN VOYAGE DE M. CHEYSSON AU CAMEROUN ET EN MAURITANIE

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, ira en visite officielle, du 26 au 30 décembre, au Cameroun et en Mauritanie. Ce sera la première visite du ministre des relations extérieures seul, sans qu'il accompagne le président de la République, dans des États de l'ancienne Afrique française. Jusqu'à présent, les visites ministérielles à ces États étaient réservées, sans qu'il y ait partage formel des compétences, au ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé de la coopération et du développement, M. Cot, récemment remplacé par M. Nuqui.

Au début de janvier, M. Claude Cheysson terminera dans le Golfe (Bahrein et Qatar) le voyage qu'il avait commencé en novembre par le Koweït, et qu'il dut interrompre pour se rendre aux obsèques de Leonid Brejnev.

## Aux Nations unies

### L'ARABE DEVIENT LANGUE DE TRAVAIL AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Nations unies (A.F.P.-A.P.). — Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé, mardi 21 décembre, par consensus que l'arabe serait à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983 langue de travail avec l'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe. L'arabe était déjà utilisé par la plupart des autres institutions de l'Organisation, notamment l'Assemblée générale depuis 1973.

L'Assemblée générale a, en outre, suspendu ses travaux faute d'avoir épuisé l'ordre du jour. Elle les reprendra probablement fin mars ou début avril 1983, après le sommet des pays non alignés à New Delhi.

L'Assemblée a auparavant décidé de réduire de plus de 33 millions de dollars (environ 250 millions de francs) le budget 1982-1983 de l'Organisation, qui s'élèvera pour le prochain exercice à près de 1,74 milliard de dollars. Cette décision, qui prend en compte les critiques américaines et soviétiques contre l'inflation des dépenses, a été adoptée par 117 voix, contre 14 et 12 abstentions. Les États-Unis et leurs alliés et les pays du bloc soviétique ont néanmoins voté contre, estimant les économies insuffisantes.

● RECTIFICATIF. — Un lapsus a fait parler André Fontaine, dans son article sur « Le grain de sable polonais » (le Monde du 22 décembre), du colonel « Papagos » alors qu'il s'agissait, bien entendu, du colonel Papadopoulos, chef de la junte grecque de 1967 à 1973. Le maréchal (et non pas colonel) Papagos avait dirigé le gouvernement hellénique de 1952 à 1955, après avoir commandé l'armée au moment des invasions italienne et allemande puis pendant la guerre civile.

Le Secours Populaire Français  
C'est la loi de la solidarité  
Avec le  
SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS  
Pour les victimes de la faim dans le monde, de l'intendance, des guerres...  
40P-20-7140-1 LA SOURCE

# EUROPE

## Espagne

### Le parti communiste fait son autocritique

De notre correspondant

Madrid. — Les changements opérés en novembre dernier à la tête du P.C.E. (parti communiste espagnol) sont-ils en train de se traduire par une rénovation véritable de cette formation ? Le départ de M. Santiago Carrillo du secrétariat général, un poste qu'il occupait depuis 1960, et son remplacement par M. Gerardo Iglesias avaient suscité le scepticisme, le second étant considéré comme un « inconditionnel » du premier. Mais la conférence nationale que le P.C.E. vient de tenir à Madrid, du 17 au 19 décembre, a permis à M. Iglesias de faire preuve d'une indépendance inattendue vis-à-vis de son prédécesseur.

Les secteurs contestataires du parti avaient exigé la convocation d'un congrès extraordinaire, seul habilité à procéder aux transformations en profondeur indispensables après le débâcle subie aux élections du 28 octobre, qui a fait passer les communistes de vingt-trois à quatre députés. Dans la crainte qu'un congrès ne mette à nouveau en évidence les divisions du P.C.E. à quelques mois des élections municipales et régionales du printemps prochain, la direction communiste a finalement opté pour une réunion plus restreinte. Celle-ci n'en a pas moins permis aux cinq cents délégués d'entendre M. Iglesias se livrer pour la première fois à une analyse sans concession des erreurs passées.

Le secrétaire général a certes tenu à se réclamer, à plusieurs reprises, de son prédécesseur. Ce qui ne l'a pas empêché de reprendre habilement à son compte plusieurs des critiques adressées à M. Carrillo par ses adversaires et qui leur avaient valu, à l'époque, l'exclusion du comité central. « Si notre parti n'avait pas vu sa présence au sein des mouvements de masse s'affaiblir sans cesse, il aurait été en meilleure condition pour se défendre », a affirmé M. Iglesias. Nous nous sommes trop préoccupés du travail au sein des institutions, au détriment de l'action au sein de la société. Et lorsqu'un parti comme le nôtre oublie le travail à la base, il court le risque de périr. Il faut également être conscient que les mou-

vements de masse ont leur propre dynamique et ne doivent pas être considérés comme une simple courroie de transmission du parti. »

### Rénovation partielle

Après avoir ainsi répondu à l'inquiétude de l'aile gauche du P.C.E., M. Iglesias a également assumé, en partie, les critiques du secteur opposé, celui des « rénovateurs » : « Des conflits sont apparus de tous côtés au sein de notre parti. Les organes de direction se sont abstenus d'en discuter et se sont contentés d'écouter la version d'une des parties impliquées, nuisant ainsi chaque fois davantage à l'unité de notre formation. » Sans doute n'est-ce pas un hasard si M. Carrillo n'a pas assisté à la majeure partie des débats, une absence qui a été interprétée comme une marque indéniable de désaccord.

La rénovation qui semble s'amorcer au sein du P.C.E., cependant, n'est encore que partielle. « L'impétuosité serait notre pire alliée dans les circonstances actuelles », a affirmé M. Iglesias. Il s'est opposé à la reconnaissance de tendances au sein du P.C.E. et, s'il a lancé un appel à ceux qui ont quitté le parti pour qu'ils le réintègrent, c'est en des termes restrictifs qui rendent plus difficile la réconciliation. Ceux qui s'opposaient hier à M. Carrillo tendent de son successeur qu'il traduise par des faits concrets et des changements de personnes les bonnes intentions manifestées.

Reste à savoir si cette tentative ne vient pas trop tard. Beaucoup de ceux qui auraient encore pu rejoindre les rangs du P.C.E. avant les élections du 28 octobre considèrent aujourd'hui que ce parti est dorénavant condamné à jouer un rôle politique marginal. Il est vrai que les mesures économiques impopulaires que devront prendre les socialistes au gouvernement dégraderont certainement un espace politique sur leur gauche. Il n'est pas sûr pour autant que le P.C.E. soit à même de l'occuper.

THIERRY MALINIAK.

## Pays-Bas

### L'une des organisations pour la paix a eu des contacts avec Moscou et Berlin-Est

De notre correspondant

Amsterdam. — Des membres du Mouvement pour la paix, aux Pays-Bas, ont collaboré, systématiquement, de façon ouverte ou secrète, avec des personnes et des groupes soviétiques ou est-allemands. Cela ne met pas en cause, cependant, le Mouvement de la paix dans sa totalité. Cette déclaration, faite la semaine dernière par le ministre de l'intérieur, M. Kees Rietkerk, a ramené le conflit toujours latent aux Pays-Bas entre ceux qui affirment que le mouvement pacifiste néerlandais est dirigé par Moscou et ceux qui reprochent à leurs adversaires de voir des fantômes partout.

M. Rietkerk répondait aux questions des députés après que des extraits de rapports secrets des services de renseignements (B.V.D.) eurent été publiés par des organes de presse conservateurs. Selon ces fuites, confirmées par le ministre, le groupe d'action « Arrêtez la bombe à neutrons ! » a entretenu des contacts étroits avec des fonctionnaires de Moscou et de Berlin-Est, parmi lesquels se trouvaient des di-

plomates et des membres des services de renseignements.

Ces déclarations du ministre ne sont pas très surprenantes puisqu'il était de notoriété publique que, parmi les dirigeants du groupe « Arrêtez la bombe à neutrons ! », se trouvaient un certain nombre de membres actifs du P.C. néerlandais qui étaient encore partisans de la ligne de Moscou quand les projets de développer la bombe à neutrons ont été révélés.

Cependant, ce groupe d'action s'était efforcé, avec succès, de donner un caractère non partisan à son action. Plus d'un million de Néerlandais avaient apposé leur signature sur des listes de protestation. Le ministre de l'intérieur a pris soin, d'autre part, de disqualifier le Conseil interconfessionnel pour la paix (I.K.V.) de toute connivence avec l'Europe de l'Est. Il a, cependant, appelé à la « vigilance » contre d'éventuelles infiltrations communistes, ce qui a été très mal reçu par l'I.K.V.

RENE TER STEEGE.

## Pologne

### DU BON USAGE DES « PÉRIODES MILITAIRES »

La suspension de l'état de guerre doit mettre fin à la pratique de l'interdiction en Pologne. Mais il semble que les autorités ont trouvé un palliatif en créant des comités locaux pour des « périodes militaires ». Ce fut déjà le cas en mars 1968, lors de l'agitation estudiantine. De source non officielle, on apprend que deux mille cinq cents à quatre mille personnes considérées comme « suspectes », dont un certain nombre d'anciens internés, sont isolées depuis le début du mois de novembre dans une douzaine de « camps militaires » où elles sont censées accomplir une « période ».

Ainsi, quatre cents personnes se trouveraient depuis le 5 novembre, pour une période de durée indé-

finie, à Czarny-Bór, au nord-est de Varsovie. Il y a parmi ces « isolés » des hommes qui n'ont jamais fait de service militaire (pour maladie ou infirmité) et d'autres qui ont plus de quarante ans. La liste de ces mobilisés a été communiquée au cardinal Maciejowski, archevêque de Cracovie.

Le dernier numéro de l'hebdomadaire clandestin Tygodnik Mazowiecki affirme à ce propos que, dans de nombreux cas, les communications à ces « périodes militaires » ont été rompies directement aux internés, — parfois des personnes hospitalisées, — par des policiers.

# AMÉRIQUES

## Argentine

### La justice révèle l'identité de soixante-seize victimes de la répression

Correspondance

Buenos-Aires. — Abandonnant, enfin, l'idée qu'elles connaîtront peut-être le sort de leurs enfants en ouvrant le journal, indignation aussi, se lisait sur le visage des parents de disparus, à la suite de la publication, le mardi 21 décembre, dans tous les quotidiens de la capitale, d'une liste de personnes mortes « au cours d'affrontements avec les forces armées ». Sur les soixante-seize cadavres dont l'identité a été communiquée par la justice, vingt-trois sont enterrés au cimetière de la Chacarita, le plus important de la ville de Buenos-Aires, et cinquante-trois ont été remis aux familles. Ces informations ont été rendues publiques par le juge d'instruction chargé d'enquêter sur les irrégularités qui, selon les responsables des organisations de défense des droits de l'homme, auraient été commises par les autorités de la morgue.

Aucune des victimes enterrées au cimetière de la Chacarita ne figure sur les listes établies par les « mères de la place de Mai », et neuf seulement sont portées « disparues » sur les registres des autres organisations humanitaires. Cela n'a rien d'étonnant. Dans de nombreux cas, en effet, les familles ont préféré garder le silence sur les disparitions. « On ne peut douter désormais que le nombre

de personnes disparues est largement supérieur aux quelque six mille cas qui nous ont été signalés », affirme un responsable du Centre d'études légales et sociales (CELS).

Il est clair également que de nombreux « disparus » ne sont pas morts « au cours d'affrontements avec les forces armées », mais ont été séquestrés et exécutés. Selon le CELS, sur les soixante-seize cas connus mardi, six au moins concernent des personnes qui ont été froidement assassinées.

Quelles sont les raisons qui ont poussé le juge d'instruction à communiquer, pour la première fois depuis l'instauration du régime militaire, une liste de victimes de la répression ? Il faut y voir, selon la plupart des observateurs, une nouvelle preuve de la volonté du pouvoir judiciaire de prendre ses distances par rapport aux autorités militaires. La démission spectaculaire, dans la même journée de mardi, d'un juge fédéral, M. Pedro Narvaiz, est évidemment venue renforcer cette thèse. M. Narvaiz a durement critiqué dans sa lettre de démission la « persistance de situations d'exception » et la véritable « immunité » dont jouit le pouvoir militaire.

JACQUES DESPRÉS.

## Nicaragua

### De la guérilla à la guerre

Dans l'article sur la situation militaire au Nicaragua (le Monde du 19-20 décembre), des passages entiers ont été tronqués, page 4, par suite d'une défaillance technique. Il fallait lire :

« Les « contras » (les contre-révolutionnaires) ont bien choisi leur point d'attaque : les montagnes du nord se prêtent aux coups de main. En outre, elles abritent la plus grande partie de la production de café — la première source de devises du pays. En attaquant au moment de la récolte — qui a lieu en novembre et en décembre, — les somozistes entendent visiblement le sabotage : ils ont multiplié des actions du même type en brûlant des camions, en détruisant des entrepôts alimentaires, en s'attaquant même à des bagayes. Le Front sandiniste a dû envoyer six mille jeunes pour cueillir le café, la main-d'œuvre habituelle ayant été éloignée par les combats. »

Et plus loin : « Selon l'opposition nicaraguayenne et certains diplomates, il y a des zones entières, désormais, que les sandinistes ne parviennent pas à contrôler : c'est le cas des forêts de Zelaya et d'une partie de la montagne. Depuis plusieurs semaines, plusieurs milliers de Miskitos habitent

la sierra ont été évacués, ce qui avait déjà été le cas, il y a un an, des indiens vivant dans les forêts riveraines du rio Coco. »

C'est au cours d'une opération d'évacuation que soixante-dix-huit enfants sont morts à bord d'un hélicoptère soviétique MI-8, qui s'est écrasé dans la jungle, sans doute en raison d'une défaillance technique ou parce qu'il était trop chargé. Les responsables du régime ont, aussitôt, accusé l'« imperialism » d'être la cause — au moins indirecte — d'un tel accident, puisque c'est en raison de son agression qu'il a fallu déplacer en hâte des populations.

« Les anti-sandinistes ont plus de moyens que n'en avaient les sandinistes quand ils se battaient contre Somoza, dit un des dirigeants du parti conservateur, M. Alfonso Calero. Ils ont plus d'hommes et plus d'armes. » Il est vrai que l'armée sandiniste est aussi plus nombreuse que ne l'était la garde nationale du défunt dictateur. On remarque, néanmoins, que ce sont des miliciens — des volontaires en principe — qui sont souvent en première ligne contre les somozistes et que leur entraînement, voire leur équipement, laissent beaucoup à désirer.

Eléments en VRAI BOIS

Avec nos ensembles (en latta) toutes les combinaisons sont possibles :

- rangement, armoires-lits, bibliothèques, droites ou décalées, secrétaires, alcôves.
- Style du contemporain, toutes essences.

**CAPELOU**

37 Av. de la République - PARIS XI - Métro Parmentier - TEL. 337.46.35

AVANT TRANSFERT,

**fouks**

4, RUE DE SEVRES-PARIS-6<sup>e</sup>

**LIQUIDE**

par autorisation préfectorale (n° 10.121/906)

**SON STOCK DE  
PRET A PORTER DE LUXE  
POUR FEMMES**

OUVERT DE 9 HEURES 30 A 19 HEURES



# PROCHE-ORIENT

## Les travaux préparatoires à la construction de l'Institut du monde arabe ont commencé à Paris

Le premier coup de pioche préliminaire à la construction de l'Institut du monde arabe (I.M.A.) a été donné lundi 20 décembre avec la démolition du chais de la halle aux vins, quai Saint-Bernard, en présence de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, Jack Lang, ministre de la culture, du représentant de M. Jacques Chirac, maire de Paris, et du conseil d'administration qui compte notamment d'éminents arabistes, dont M. André Michel, professeur au Collège de France.

M. Philippe Ardant, directeur de l'Institut, a souligné que l'événement « est chargé d'une valeur symbolique très forte » puisqu'il s'agit « de donner dans un site prestigieux, à la culture et à la civilisation arabes, une maison qui corresponde à la grandeur de leur passé et aux promesses de leur avenir ».

Après que M. Cheysson eût rappelé que la promesse a été tenue de commencer les travaux avant la fin de 1982, M. Lang a souligné que le choix du nouveau site, à proximité de Notre-Dame de Paris, est « plus conforme que le précédent, à la hauteur de la civilisation arabe » et des ambitions des auteurs du projet, unique en Europe, et qui constituera un des fleurons de la grande Exposition universelle de 1989. Quant à

M. Ben Abbès, ambassadeur du Maroc et doyen du corps diplomatique arabe, il a exprimé l'espoir que le deuxième pari sera gagné, à savoir que l'Institut sera terminé comme prévu fin 1985 et inauguré au cours du premier trimestre 1986.

En effet, il s'agit d'un projet ambitieux dont le coût de revient total est estimé pour le moment à quelque 180 millions de francs. Les Etats arabes contribuent financièrement pour moitié environ à la réalisation de ce projet. Le bâtiment, d'une superficie de 15 000 mètres carrés, comprendra, entre autres, un auditorium de quatre cent cinquante places, un musée de 6 000 mètres carrés constitué par des apports de collections, notamment du Musée des arts décoratifs et une bibliothèque susceptible d'accueillir cent mille volumes pour l'essentiel centrés sur les problèmes actuels et qui en comptera quarante mille au départ. Elle sera la grande bibliothèque internationale du monde arabe parce qu'elle fonctionnera en coordination avec la Bibliothèque nationale et sera complétée par un centre de documentation informatisé.

PAUL BALTA.

(1) Adresse actuelle : 40, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

## LE ROI HUSSEIN A WASHINGTON

### M. Reagan essaye de convaincre le souverain jordanien de s'associer au processus de Camp David

De notre correspondant

Washington. — La Jordanie se joindra-t-elle au processus de paix entamé à Camp David, comme les Etats-Unis le lui demandent instamment ? Aucune promesse n'a été faite en ce sens par le roi Hussein, mardi 21 décembre, à l'issue de sa rencontre avec M. Reagan. Pas même en privé, si l'on en croit une source officielle américaine. Mais des propos très chaleureux ont été échangés par les deux chefs d'Etat, qui ont décidé de se revoir avant que le souverain hachémite ne quitte Washington, jeudi.

M. Khaled el Hassan, l'un des principaux collaborateurs de M. Yasser Arafat, se trouve également à Washington et loge dans le même hôtel que la délégation jordanienne. Autant dire que le roi Hussein est en consultation permanente avec l'O.L.P. et qu'à travers lui, les Américains discutent avec cette organisation dont ils ne reconnaissent pourtant pas officiellement l'existence.

Le souverain hachémite a expliqué à M. Reagan que deux obstacles l'empêchaient de se joindre aux négociations entre Egyptiens et Israéliens sur l'autonomie palestinienne. Le premier et le plus important, c'est la colonisation israélienne des territoires occupés, en Cisjordanie et de Gaza. Le second est la présence des troupes israéliennes au Liban.

Sur ce dernier point, M. Reagan avait une bonne nouvelle à annoncer mardi : « Quelques progrès » ont été faits pour le retrait des troupes étrangères et « des discussions directes auront lieu dans les prochains jours entre Israël et le Liban, en un lieu non fixé ». Quant à l'avenir des territoires occupés, il a été longuement débattu par les deux

chefs d'Etat, et de nouveaux échanges étaient prévus jusqu'à jeudi. M. Reagan a essayé de persuader le roi Hussein que le meilleur moyen d'arrêter la colonisation israélienne était une entrée de la Jordanie dans le processus de paix. Le temps joue contre vous, lui a-t-il répété.

Le président américain a cherché à rassurer son interlocuteur sur sa volonté de convaincre Israël de mettre fin à la colonisation des territoires occupés. Territoires qui, selon le plan Reagan, sont destinés à une sorte d'association avec la Jordanie. « J'ai affirmé au roi mon engagement personnel à voir la paix au Proche-Orient devenir une réalité effective et durable », a dit le président américain. Et aussi mon profond engagement sur les propositions que nous avons faites le 1<sup>er</sup> septembre à Israël, aux Palestiniens et aux Etats arabes. Il a ajouté : « Sa majesté nous a élogieusement décrit sa vision de la paix et (...) ses efforts pour encourager les Palestiniens à s'y joindre (...) ». Nous partageons le même sentiment d'urgence.

Le roi Hussein a affirmé, lui aussi, son attachement à « une paix juste et durable », ajoutant : « Nous continuerons à faire de notre mieux ». Il a qualifié ses entretiens avec le président Reagan de « d'amicaux, honnêtes et francs ».

Aucune allusion publique n'a été faite aux armes que la Jordanie voudrait acquiescer aux Etats-Unis. Selon des sources américaines, le roi Hussein aurait renoncé aux équipements les plus sophistiqués (les bombardiers F-16 et les missiles sol-air Hawk), en raison des réticences du Congrès. Mais il est clair que la générosité de Washington — et la compréhension du Congrès — sera proportionnelle à l'engagement d'Amman dans le processus de paix. Cinquante-cinq sénateurs (sur cent) et cent quatre-vingts représentants (sur quatre cent trente-cinq) ont fait savoir par écrit qu'ils s'opposaient à la vente d'armes à la Jordanie tant que ce pays ne se serait pas assis à la table des négociations. — R. S.

## LA GUERRE DU GOLFE

### L'Irak prépare de nouvelles opérations militaires contre l'Irak après le bombardement de Dezful

Téhéran (A.F.P.). — L'Irak répondra par de nouvelles opérations militaires d'envergure au bombardement de la ville de Dezful par des missiles irakiens, a annoncé mardi 21 décembre le président Ali Khamenei à l'issue d'un entretien avec l'imam Khomeiny.

« Les opérations vont atteindre un stade où l'Irak sera incapable de tenir sur nos villes même de loin », a déclaré l'ayatollah Ali Khamenei, interviewé par Radio-Téhéran. « Si vous croyez que cette action peut faire peur à l'Iran et l'amener à transiger sur la guerre et nos droits, vous vous trompez. Cette action nous encourage et ne fera qu'accroître vos crimes et vos dettes », a poursuivi le chef de l'Etat iranien en s'adressant à l'Irak.

De son côté, le commandant de l'armée de terre, le colonel Sayad Chirazi, a déclaré dans une interview au quotidien Ettelaat que « de futures opérations seront étendues ».

#### Exécutions et arrestations

Deux cent quarante-six membres et sympathisants de deux groupes d'opposition, le Komuch et l'Union des combattants communistes, ont été récemment arrêtés au Kurdistan iranien, a annoncé mardi un communiqué des Gardiens de la révolution.

D'autre part, M. Hassan Khachkhoul, un des chefs de la tribu des Ghazghar du sud de l'Iran, a été exécuté à Chiraz en présence des autres chefs de la tribu emprisonnés.

A Téhéran, onze personnes, accusées de « trafic professionnel et international de drogue », ont été exécutées mardi à la prison de Qasr.

## Egypte

### LA FIN DES ENTRETIENS DE M. ZHAO ZIYANG La Chine est disposée à reconnaître « le droit à l'existence de tous les États de la région y compris Israël »

Correspondance

Le Caire. — Les entretiens politiques sino-egyptiens se sont terminés, mardi 21 décembre, par un tête-à-tête de plus de deux heures entre le président Mubarak et le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang. Au cours d'une conférence de presse conjointe, tenue au palais Koubbeh, à l'issue des conversations — qui ont été dominées par les questions du Proche-Orient et de l'Afrique, le dialogue Nord-Sud et les relations bilatérales — le dirigeant chinois a, notamment, réaffirmé que la Chine était disposée à reconnaître « le droit à l'indépendance et à l'existence de tous les États de la région, y compris Israël ».

Il a, cependant, posé certaines conditions : « Il faut qu'Israël se retire des territoires arabes occupés en 1967, a-t-il dit, et que le peuple palestinien recouvre ses droits nationaux ». M. Zhao a également tenu à préciser que cette reconnaissance du droit à l'existence n'impliquait pas une reconnaissance par la Chine de l'Etat hébreu. « Dire qu'un Etat jouit de ce droit est une chose et la question de la reconnaissance de cet Etat est une autre chose », a-t-il indiqué.

Le premier ministre a, d'autre part, affirmé que son pays soutenait « toutes propositions et tous projets ».

MOUNA EL BANNA.

(1) La Chine fournira à l'Egypte soixante à quatre-vingt avions de combat F-7, version améliorée du MiG-21 soviétique, a indiqué, mardi, au Caire, le ministre égyptien de la défense, le maréchal Abdel Halim Abou Ghazala. Ces appareils seront montés en Egypte sous la supervision d'experts chinois, a ajouté le ministre. Rappelons que la Chine avait déjà livré à l'Egypte des pièces de rechange d'appareils de fabrication soviétique, à la suite de l'embargo décidé par l'U.R.S.S. contre l'Egypte.

## ASIE

### Afghanistan MULTIPPLICATION DES ATTENTATS ET RECRUTEMENT FORCÉ A KABOUL

Islamabad (A.F.P.). — Les attentats se multiplient à Kaboul contre les édifices publics, a-t-on appris, mardi 21 décembre, de source diplomatique occidentale. Au cours de la semaine, plusieurs attentats ont eu lieu en plein jour contre des habitations occupées par des Soviétiques, des bureaux de la police secrète, l'université et le ministère de l'éducation. La résidence du gouverneur de la capitale a également été attaquée à la roquette. Les explosions qui ont eu lieu ainsi quotidiennement sont d'une puissance limitée et ne semblent pas avoir fait de nombreuses victimes.

D'autre part, les forces soviéto-afghanes ont lancé de vastes opérations de razzia dans les villages au nord de Kaboul où se seraient réfugiés de nombreux résistants en raison de l'hiver.

Enfin, selon les mêmes sources, des jeunes gens venant d'achever leurs études secondaires n'ont pu passer leurs examens d'entrée à l'université, le ministère de la défense souhaitant qu'ils soient enrôlés au préalable dans l'armée. Certains lycéens se sont vu recrutés de force sans même avoir eu le temps de prévenir leurs familles.

#### Suisse

● REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — Le Conseil fédéral (gouvernement) a décidé le mardi 21 décembre une nouvelle répartition des portefeuilles, à la suite du remplacement le 8 décembre de deux de ses membres, démissionnaires pour raison de convenance personnelle. M. Alphonse Egli (démocrate chrétien) a été remplacé par M. Hürlimann, démissionnaire. M. Rudolf Friedrich (radical) prend le département de la justice et de la police. Le département de l'économie est confié à M. Kurt Fürgler qui occupait depuis onze ans celui de la justice et de la police. — (Corresp.)

#### Venezuela

● DEUX CENTS PERSONNES auraient péri dans l'incendie de la centrale thermique de Tacoa, près de Caracas. Jusqu'à présent, cent quarante-quatre corps calcinés ont été découverts. L'incendie d'un réservoir de pétrole, commencé dimanche matin, n'était toujours pas circonscrit le mardi 21 décembre. — (A.P.)

#### Angola

##### DEUX RELIGIEUSES TUÉES.

— Deux religieuses angolaises ont été tuées et une troisième a été enlevée, le jeudi 16 décembre, au cours d'une embuscade tendue par l'UNITA (mouvement d'opposition interdit en Angola) sur la route reliant Huambo, dans le centre du pays, à Kuito (est), a-t-on appris, mardi 21 décembre, de source informée à Luanda. D'autre part, le commissaire principal de Chipila, agglomération située à 20 kilomètres de Huambo, a été tué samedi 18 décembre, lors d'une opération de l'UNITA qui a fait plusieurs morts. — (A.F.P.)

#### Etats-Unis

● M. REAGAN A SIGNÉ UN BUDGET DE COMPROMIS. — Le président des Etats-Unis a signé mardi 21 décembre la loi de finances pour 1983, qui avait été votée lundi par le Congrès (le Monde du 22 décembre). M. Reagan, dans une déclaration publique, s'est dit « satisfait » de ce budget, tout en reconnaissant qu'il ne contenait des crédits et des dispositions qu'il ne souhaitait pas. Le président a réitéré ses réserves concernant la suppression des fonds destinés à la production des premiers missiles MX, ainsi que l'augmentation de 200 millions de dollars de l'aide à Israël, deux modifications introduites par le Congrès contre le vœu de M. Reagan. — (A.F.P.)

#### Guatemala

● LE GOUVERNEMENT GUATEMALTEQUE a accepté le mardi 21 décembre, dans un communiqué, que soit publié un manifeste des guérilleros qui ont

## Liban

### DEUX OFFICIERS SUPÉRIEURS ISRAËLIENS ONT ÉTÉ TUÉS DANS LA BEKAA PAR L'EXPLOSION D'UNE MINE.

Deux lieutenants-colonels israéliens ont été tués, mardi après-midi 21 décembre, par l'explosion d'une mine, dans la Bekaa libanaise, sur une route près du village de Kana-el-Louz, à l'indiqué dans la soirée le porte-parole militaire israélien.

L'armée israélienne n'avait pas encore établi mardi soir la mort qui a causé la mort des deux officiers avait été posée récemment. La route sur laquelle l'explosion s'est produite est proche de la ligne de cessez-le-feu israélo-syrienne. L'armée israélienne a fait état de plusieurs tentatives d'infiltration dans cette zone au cours des dernières semaines.

A Washington, le président Reagan a exprimé l'espoir que les négociations qui doivent s'ouvrir entre Israël et le Liban pour le retrait des forces israéliennes « puissent se dérouler de façon complète et avec succès ».

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a précisé que M. Reagan avait fait cette déclaration au cours d'un entretien de quarante minutes qu'il a eu mardi avec M. Philip Habib, son envoyé spécial au Proche-Orient. Ce dernier a rendu compte au président de sa dernière mission dans la région. Selon M. Larry Speakes, il a indiqué que « quelques progrès » avaient été accomplis vers un accord sur le retrait des forces étrangères du Liban, et s'est dit convaincu que « des conversations directes israélo-libanaises s'ouvriraient dans les prochains jours, bien que le lieu de leur tenue n'ait pas encore été fixé ». — (A.F.P.)

#### Préparez à distance

C.P.E.C.F.

D.E.C.S.

C.E.S.

C.E.S.

ABENGE

33 bd de Strasbourg

75001 PARIS

Tel. 246.90.38

#### INÉDIT

Ce livre intéresse tous les Français.

LE FAIT FRANÇAIS

du monde.

LA FRANCE

3<sup>e</sup> SUPERPUISSANCE

François de PREUIL

analyse population éduquée (zone maritime outre-mer), industrie, agriculture, puissance financière, zone franc, défense, rayonnement culturel mondial. DOM-TOM, communauté et coopération franco-africaines et les quarante pays d'expression française.

356 pages. 70 F. franco.

CHATEAU DE PREUIL

49560 - NUEL-SUR-LAYON

## AFRIQUE

### République Sud-Africaine

#### L'enquête sur les conditions de la mort en détention de Neil Aggett dégage la police de toute responsabilité

De notre correspondant

Johannesbourg. — « Personne n'est responsable du suicide par pendaison du docteur Neil Aggett », trouve mort dans sa cellule à l'au du 5 février (le Monde du 7 février). La police spéciale, accusée par l'avocat de la famille du disparu d'avoir torturé et maltraité le jeune syndicaliste blanc au point de le pousser au suicide, « n'est coupable d'aucun acte illégal », pas même de « négligence ». Telle est la conclusion d'une enquête de sept mois d'enquête, les conclusions de la justice sud-africaine.

Les services de sécurité qui détenaient Neil Aggett, « incommunicado » depuis quatre mois au moment de sa mort, « ont été interrogés sans merci par la magistrat de la partie civile », a dit le juge Kotze, mais ils sont désormais, au regard de la justice, lavés de tout soupçon. Les tortures, à l'électricité notamment, dont la victime s'était plainte dans un document écrit quelques heures avant sa mort, « ne correspondent pas aux constatations du médecin légiste ». Les dépositions des nombreux policiers, appelés à la barre par M. Georges Bizos, avocat de la famille, sont « dignes de foi, dans la mesure où elles se corroborent ».

#### Côte-d'Ivoire

M. HISSÈNE HABRÉ

A ASSISTÉ

AUX QUATRE SOMMETS

DE YAMOUSSOUKRO

Yamoussoukro. — (Reuter) Réunis du 19 au 21 décembre dans cette ville du centre de la Côte-d'Ivoire, neuf chefs d'Etat de l'Afrique francophone, ont réaffirmé leur solidarité au sein de quatre organisations régionales : Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.), Accord de non agression et d'assistance en matière de défense (ANAD), Union modérateur ouest-africaine (U.M.O.A.), et Organisation commune africaine et mauricienne (OCAM) (le Monde du 19-20 décembre).

La décision majeure prise par les chefs d'Etat a été le maintien de l'OCAM. Considérablement affaiblie ces dernières années par des retraits successifs d'Etats membres et dont ils ont souhaité la « revitalisation ». Les questions délicates ont été évitées, notamment la réintégration du Mali au sein de l'Union monétaire ouest-africaine, liée au différend frontalier qui oppose ce pays à la Haute-Volta.

Ces sommets ont été marqués par la présence de M. Hissène Habré, chef de l'Etat tchadien, dont le pays n'est membre d'aucune des quatre organisations. Après la veto opposé la semaine dernière par le Congo à la participation du Tchad au sommet de l'Union douanière de l'Afrique centrale, cette présence apparaît comme une nouvelle consécration pour M. Habré, qui avait pris part à la conférence franco-africaine de Kinshasa.

PATRICE CLAUDE.



Le Monde

# politique

## Adoption définitive du nouveau projet de loi sur la décentralisation outre-mer

### Consensus interdit !

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté, dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 décembre, le projet de loi créant dans chacun des départements d'outre-mer une assemblée régionale élue à la proportionnelle. Que députés et sénateurs soient parvenus à un accord sur un tel texte peut surprendre. La première version du projet gouvernemental d'adaptation de la décentralisation outre-mer avait été annulée — à la demande de la droite — par le Conseil constitutionnel et la seconde mouture avait été vivement critiquée par le R.P.R. et l'U.D.F., en première lecture, au palais Bourbon (le Monde du 17 décembre).

Parler de « consensus » serait pourtant bien loin de la vérité. Si les deux assemblées ont voté la même loi, elles n'ont pas adopté la même texte ! Opposition et majorité ne donnent pas le même sens aux mêmes mots ! Et elles le savent. M. Jozau-Marigné (R.I., Manche), président de la commission des lois du Sénat, fut un auditeur attentif des débats de l'Assemblée nationale. Aux sénateurs il a pu affirmer que l'interprétation du texte, donné par le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer n'était pas la bonne. M. Dreyfus-Schmidt (P.S., Territoire de Belfort) lui a répliqué que c'était la sienne qui était erronée... Tous deux pourtant ont levé la main pour adopter le projet de loi !

Tout cela parce que chacun acceptait de faire disparaître dans le texte, à propos de la possibilité pour les futurs conseils régionaux d'outre-mer de proposer au gouvernement des modifications législatives ou réglementaires, un membre de phrase précisant que cela concernait aussi l'organisation des collectivités territoriales. Cela veut-il dire que cette possibilité a disparu en même temps que la précision (version de la droite), ou au contraire, que, puisqu'il n'y a plus de limitation explicite, tout sera autorisé (version de la gauche) ? Un beau débat en perspective pour les juristes !

Chacun, en fait, semblait regretter ce vote presque unanime (seuls des députés R.P.R. et U.D.F. se sont abstenus). Les uns ne pouvaient admettre que l'on puisse penser qu'ils se rallieraient à un projet qu'ils avaient si fermement combattu. Les autres ne voulaient surtout pas laisser croire qu'ils avaient tant édulcoré leur réforme que celle-ci devenait acceptable par tous. Chacun voulait crier victoire. Personne n'acceptait d'admettre avoir fait marche arrière. Consensus interdit !

THIERRY BRÉHER.

Mardi 21 septembre, l'Assemblée nationale discute, en deuxième lecture, du projet de loi, portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion. Après que le Sénat eut, en première lecture, sensiblement modifié le texte, la commission mixte paritaire (C.M.P.) est parvenue à un accord. C'est donc de celui-ci que débattent les députés.

La discussion, longue, parfois confuse, porte essentiellement sur le texte des articles 1 et 8 retenus par la C.M.P. A l'article premier le Sénat a fait préciser les compétences de la région en reprenant les formules retenues par la loi portant « Droits et libertés des communes, des départements et des régions », et particulièrement celle qui stipule que le conseil régional « exerce les attributions des départements et des communes ».

M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, et M. Joxe, président du groupe socialiste, tiennent à préciser qu'il ne s'agit que de l'application du droit commun et que ce projet ne peut servir à nier les spécificités des départements d'outre-mer. Pour eux les pouvoirs spéciaux qui pourront être confiés aux collectivités d'outre-mer devront l'être aux régions et non aux départements.

De même l'article 8, tel qu'il avait été voté en première lecture par l'Assemblée, indiquait que les conseils régionaux pourraient proposer au gouvernement des modifications ou des adaptations des dispositions législatives ou réglementaires « concernant les compétences, l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales de la région ».

Le R.P.R. et l'U.D.F. avaient demandé, en vain, la suppression des mots « collectivités territoriales ». Le Sénat, lui, avait enlevé ces deux

mots sur lesquels a porté l'ensemble du débat en deuxième lecture à l'Assemblée. La C.M.P. avait supprimé tout le membre de phrase précisant les domaines dans lesquels le conseil régional pourrait souhaiter une modification de la législation.

L'article 8 est ainsi adopté dans la version suivante : « Chacun des conseils régionaux (...) peut, de sa propre initiative ou sur la proposition du ministre, adresser à celui-ci des propositions de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou en cours d'élaboration, ainsi que toutes propositions relatives aux conditions du développement économique, social et culturel de la région. Il peut également faire au premier ministre toutes remarques ou suggestions concernant le fonctionnement des services publics de l'Etat dans la région. Le premier ministre accusera réception dans les quinze jours et fixe le délai dans lequel il apportera une réponse au fond ».

Pour M. Toubon (R.P.R., Paris) et pour M. Soisson (U.D.F., Yonne), le gouvernement et la majorité ont fait « marche arrière ». M. Joxe a une opinion tout à fait différente. « Qui peut le plus peut le moins », souligne-t-il. Pour lui cela signifie que, puisqu'il n'y a plus de limites, les conseils régionaux d'outre-mer pourront donner leur avis sur l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales de la région.

Chacun des deux camps reste ferme sur sa position. M. Toubon explique que son groupe s'abstiendra sur ce texte pour marquer tout à la fois « les progrès réalisés » et « le caractère inopportun de ce projet ». Le projet de loi présenté dans la version de la C.M.P. est voté à main levée par le P.S. et le P.C., le R.P.R. et l'U.D.F. s'abstiennent.

## Au Sénat : confusion et ambiguïté

Le projet du gouvernement avait été, auparavant, adopté en première lecture par le Sénat, par 196 voix contre 105 mais après modification, et contre l'avis de la gauche (P.C., P.S., M.R.G.).

L'article premier avait été amendé de telle sorte que le conseil régional ne puisse en aucun cas se mêler, outre-mer, des affaires départementales ou communales. Le Sénat avait supprimé aussi l'article 7 qui permettait aux régions d'outre-mer de créer des établissements publics « dénommés agences » pour assurer la réalisation de projets spécifiques. Il avait modifié l'article 8 (reprise du statut de la Corse, que le Conseil constitutionnel a approuvé) dans un sens interdisant à la région d'émettre des avis sur les compétences des autres collectivités territoriales.

C'est sur cet article, modifié par la C.M.P. qui a réussi à s'entendre sur un texte de compromis (voir ci-dessus), que le Sénat fera porter l'essentiel de sa discussion nocturne en nouvelle lecture. Pour le rapporteur, M. Virapoulle (Un. centr., la Réunion), le texte de la C.M.P. est « sans équivoque » : la région ne peut donner son avis « que sur ses propres affaires ».

MM. Dreyfus-Schmidt (P.S., Belfort) et Parmentier (P.S., Paris) donnent au même texte une signification toute différente : la région

n'est pas limitée à « peut donner son avis sur toute disposition ». M. Emmanuelli confirme cette dernière interprétation mais précise : « Un avis n'est pas une injonction... l'ai déjà dit, trois fois au moins, qu'il n'y aurait pas de tuelle de la région sur les départements ».

Le débat alors s'envenime. M. Jozau-Marigné (R.I., Manche), président de la commission des lois, interpelle M. Emmanuelli : « Je ne peux accepter, M. le secrétaire d'Etat, vos interprétations juridiques. Vous êtes moins qualifiés que tout autre pour le faire ».

Le débat devient de plus en plus confus. M. Dreyfus-Schmidt déclare : « Nous n'avons accepté ce texte que sous réserve d'une interprétation qui n'est pas celle que nous venons d'entendre du président de la commission des lois ». Le même orateur précise toutefois que les socialistes ne sont pas, eux non plus, partisans de la tutelle d'une assemblée régionale sur les assemblées départementales.

M. Emmanuelli exprime seulement le souhait que le Sénat vote le texte de la C.M.P., mais laisse « sur leur faim » les orateurs de la majorité sénatoriale qui auraient aimé s'entendre dire, selon l'expression de l'un d'eux : « que les DOM restent dans le droit commun ». A 3 h 20 du matin, mercredi 22 décembre, le projet de loi est voté à main levée.

## Lyon : M. Michel Noir (R.P.R.) se fâche et M. Collomb rencontre, à Paris, M. Giscard d'Estaing

« La comédie a assez duré » : M. Michel Noir, député R.P.R. de la troisième circonscription du Rhône, candidat au fauteuil d'Edouard Herriot à la tête de la municipalité lyonnaise, ne s'est pas embarrassé de formules diplomatiques. Au cours d'une conférence de presse, mardi 21 décembre, il a voulu couper court aux rumeurs circulant sur une éventuelle entente de dernière minute entre son équipe et celle de M. François Collomb, sénateur (non-inscrit), maire sortant.

La médiation de M. Raymond Barre, tentée la veille au cours d'un déjeuner au domicile du président de la chambre de commerce, M. Georges Charrière, n'a pas réussi. Le leader chrétien a lancé un appel en direction de ses « partenaires » de l'U.D.F. pour tenter d'isoler les « apolitiques gestionnaires ».

Lyon. — Le jeu de cache-cache continue. Il est clair que les deux camps — R.P.R. d'un côté, « proches » du maire, de l'autre — ne pourront s'entendre. Mais au nom de l'union de l'opposition, les manœuvres se poursuivent dans la course politicienne lyonnaise au risque de laisser les électeurs modérés, supposés largement majoritaires à Lyon.

C'est sans doute afin de prévenir le risque d'un arrangement passé dans le secret de cabinets que M. Michel Noir a pris les devants en coupant définitivement les ponts avec les actuels dirigeants de l'hôtel de ville et en lançant un « appel solennel » à ses « partenaires » de l'U.D.F. pour « constituer une liste commune à parité avec le R.P.R. ».

Pour que sa proposition apparaisse plus convaincante encore, M. Noir a promis à l'U.D.F. le poste de premier adjoint, ainsi que le « partage des responsabilités ».

« Nous sommes décidément très courtisés », estime M. Roger Fenech (C.D.S.), député départemental de l'U.D.F. Les représentants de cette composante de la droite lyonnaise se situent, en effet, au centre de cette bataille pour le pouvoir, qui s'est longtemps limitée à un face-à-face Noir-Collomb. Une rencontre entre le député R.P.R. et l'U.D.F. locale (ici à dominante C.D.S.) est annoncée pour jeudi. Le lendemain, veille de Noël, l'U.D.F. rencontrera le maire sortant.

Si l'U.D.F. décidait en extremis de conclure un accord avec M. Noir, elle découvrirait un homme qui, il y

## De notre correspondant régional

a dix-huit mois, présidait le comité local de soutien à M. Giscard d'Estaing. Ces liens seront évidemment évoqués au cours de l'entretien que M. Collomb doit avoir mercredi après-midi 22 décembre, à Paris, avec l'ancien président de la République, en un lieu privé (selon certaines informations, au domicile même de M. Giscard d'Estaing). Au nom des « non-inscrits et apolitiques », M. André Soulier, adjoint au maire, chargé de l'information, « souhaite que l'U.D.F. ne tombe pas dans le piège qui lui est tendu grossièrement ». Il espère que les giscardiens resteront fidèles aux listes « Lyon d'abord » — c'est le slogan-affiche retenu par M. Collomb — étant entendu que de son côté aussi on semble vouloir ménager les centristes, fort discrets jusqu'à aujourd'hui. La première présentation des listes de liste par arrondissement faisait d'ailleurs la part belle à l'U.D.F. : six têtes de liste sur neuf sections. Après avoir accusé le coup à la suite de l'échec de M. Giscard d'Estaing, notamment lors des cantonales du printemps dernier, les centristes lyonnais ne manquent aujourd'hui ni de « soutien » ni de « compréhension ».

M. Noir a adopté une attitude offensive : « J'ai voulu et j'ai réalisé de façon exemplaire l'union à l'Assemblée nationale avec le C.R.C.L.E. dans la région et dans notre département. (...) A Lyon, ville exemplaire de l'opposition, les Lyonnais veulent un profond changement ; ils veulent choisir des élus

## Quand les candidats de l'opposition découvrent le marketing politique

Le marketing politique n'est plus réservé aux vedettes. A quelques mois des élections municipales, l'ensemble des élus et des candidats se plaisent à croire en ses vertus ou à la nécessité d'y avoir recours... Sans fausse honte. « Je n'hésite pas, quand on m'interroge, à reconnaître que, oui, effectivement, j'ai fait appel à un conseiller en communication », affirme M. Jean-Pierre Roux (R.P.R.), tête de la liste d'union de l'opposition à Arvignat. Il n'est pas le seul à solliciter l'aide de « spécialistes »,

même si la discrétion, en ce domaine, reste encore la règle. M. Bernard Krief, qui se veut le « leader de la communication municipale » et ne cache pas qu'il a choisi nettement son « camp » — l'opposition — a lancé, dès la fin de l'été, quatorze campagnes municipales : dans cinq capitales régionales, six villes de plus de trente mille habitants et trois communes rurales, sans compter certaines « opérations ponctuelles ».

d'avis « qui ne respectent pas la personnalité du candidat qu'ils conseillent. Et comme il n'est pas là pour défendre la concurrence, il évoque deux « exemples malheureux » de campagne « apparemment réussies mais stratégiquement mal pensées » : dévalorisation du candidat, pourtant « homme de grande valeur », que des années plus tard « son image ne s'en est pas relevée ». L'allusion concerne deux campagnes présidentielles. Celle de M. Lecaune en 1965 et celle de M. Chaban-Delmas en 1974.

## Abstentionnistes et amnésiques

M. Jean-Pierre Raffarin, directeur du département communication de l'agence mais aussi député national du P.R., chargé de l'animation, développe les thèmes politiques de la campagne municipale.

L'union, bien évidemment, arrive en tête. Souligner son importance ne lui est pas nécessaire face à des candidats qui, interrogés sur leur éligibilité politique, répondent « candidat de l'union ». Des candidats qui sont nombreux à avoir commandé des cartes de vœux illustrées par la poignée de main qu'ont échangée MM. Giscard d'Estaing et Chirac le 24 novembre. Des candidats qui ont choisi d'intituler leur liste « liste d'union pour l'opposition » et non plus comme lors des précédentes élections municipales « Pour la défense des intérêts de... » ou « Pour le rayonnement de... ».

Cette union doit « être protégée de toute pollution », insiste l'orateur, qui songe à la « mauvaise influence » que pourrait exercer une mésestime dans une commune voisine ou aux attaques de représentants des partis majoritaires désireux de faire resurgir les vieux « contentieux » entre le R.P.R. et l'U.D.F. Cette vigilance, les candidats de l'opposition doivent aussi la manifester vis-à-vis de leurs adversaires, estime M. Raffarin, qui explique que « le socialisme est à géographie variable » et qu'il faut savoir le reconnaître « sous tous ses masques ».

## D'une ville à l'autre BOUCHES-DU-RHÔNE

ARLES. — La section socialiste d'Arles, réunie le 21 décembre en assemblée générale extraordinaire, en présence de M. Michel Vanzelle, porte-parole de l'Elysée et adjoint au maire, et de M. Michel Pezet, premier secrétaire de la fédération du P.S. des Bouches-du-Rhône, a donné acte aux dirigeants communistes arlésiens de leur renonciation, le même jour, au projet de partition de la ville.

Ce projet, qui hypothéquait la constitution d'une liste d'union de la majorité (le Monde du 22 décembre), étant abandonné, la section socialiste d'Arles a donc décidé d'« engager des négociations avec le parti communiste pour former, dès le premier tour, une liste d'union de la gauche ayant à sa tête M. Jacques Perrot, maire communiste sortant ».

## HAUTE-VIENNE

M. Éric Fabre, secrétaire fédéral du P.C.F., a écrit au premier secrétaire fédéral du P.S., M. Robert Savy, pour demander une meilleure représentation de son parti sur les listes d'union en cours d'élaboration. M. Fabre estime que les propositions des socialistes « minorèrent fortement » le P.C. « dans sa représentation par rapport à la très grande confiance populaire dont il jouit ». Le P.C. accepte de reconduire, dans quarante-trois communes de la Haute-Vienne, les autres socialistes et apparentés sortants, et précise qu'une seule mairie communiste, Saint-Pardoux, pourrait être revendiquée par le P.S.

« L'intergroupe de défense des droits de l'homme, qui rassemble des sénateurs appartenant à toutes les formations politiques, a exprimé le vœu que les centres de René Cassin, Félix Nobel de la paix, soient transférés au Panthéon. Sous la conduite de son président, M. René Chazelles, sénateur socialiste de la Haute-Loire, le bureau de l'intergroupe se propose de faire une démarche en ce sens auprès du président de la République.

Le 19 décembre, il organisait, à Paris, avec son équipe de consultants, un séminaire de formation. Quelques cent cinquante candidats d'union — U.D.F. et R.P.R. confondus — se sont retrouvés à cette occasion et se sont transformés, pour quelques heures, en élèves étudiants. L'organisation de ce séminaire répondait, semble-t-il, à une demande que les différents partis de l'opposition, en début des stages de formation qu'ils effectuent d'organiser de plus en plus régulièrement, se paraissent pas encore en mesure de satisfaire.

Thèmes nationaux tels que : « Il n'y a pas de générosité sans compétence », « le socialisme est le seul remède à la crise », « les communes doivent être des outils de liberté », « la télévision est le premier échec des socialistes » ; ou thèmes locaux portant sur la fiscalité, l'emploi, la sécurité ou la primauté du citoyen sur le groupe. Thèmes sans surprise dans la mesure où ils ont déjà été largement développés par l'opposition.

Au cours de la séance consacrée à la pratique de la radio et de la télévision, les candidats prouvent qu'ils apprennent vite. Appelés à donner leur avis sur l'interview imaginaire d'un candidat qui insiste sur les négociations difficiles qui ont précédé la constitution d'une liste d'union, l'un d'eux s'exclama : « Évidemment, cela s'est passé un peu partout comme cela, ce n'est pas une raison pour le dire en public... ».

« Comment paraître sincère ? » demandait un candidat. Au terme de cette journée, peut-être décisive, il s'engageait à considérer sa question comme native ?

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

**VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?**

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans toute la France

26 MARQUES REPRESENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h - 19 h

**DAUDE**

75 bis, av. de Wagram, 17  
212-98-54/765-34-17



## Trois visages du socialisme français

### III. - Le défaut de communication

par MAURICE DUVERGER

Maurice Duverger a présenté les deux premiers visages du socialisme français dans le Monde des 21 et 22 décembre. « Les théoriciens du socialisme », ont succédé à « la dynamique de la production ». Aujourd'hui, il analyse les causes du défaut de communication, autrement dit les raisons pour lesquelles le gouvernement socialiste se plaint de ne pas être compris.

Le socialisme français et la social-démocratie européenne ne sont pas seulement séparés par une différence de projet, mais par une différence d'organisation. Il est plus fort qu'elle sur le premier point, mais plus faible sur le second.

Pour commencer, elle peut s'appuyer sur une structure fortement structurée, incarnant la représentation de la classe en face d'un parti communiste démocratique, et s'articulant à des éléments puissants et disciplinés. Tel a été le cas en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, en Autriche, en Suède, en Norvège, au Danemark.

A Paris, la majorité au pouvoir depuis l'été 1981 ne trouve comme soutien que des syndicats faibles et divisés, indépendants des formations politiques, sauf le plus fort qui suit les directives du parti communiste. Bien qu'en partie de gauche, celui-ci demeure une organisation très solide en face d'un parti socialiste plus modeste que ses frères germaniques, anglais et nordiques.

Les syndicats et les partis sont le moyen essentiel de communication pour un gouvernement socialiste naturellement en froid avec une presse à structure plutôt capitaliste. Le nôtre souffre d'un défaut grave à cet égard.

Il se plaint, avec raison, que son message passe mal et que les citoyens n'en soient point compréhensibles.

ment informés. Il reproche aux médias de ne pas le répercuter convenablement. Mais leur mauvaise volonté reste moins responsable que la faiblesse de ses propres courroies de transmission. L'insuffisance des structures est aggravée d'ailleurs par l'adaptation de discours.

Ecartés du pouvoir pendant vingt-deux ans pour le P.S., pendant trente-quatre ans pour le P.C.F., les partis sont accoutumés à un langage de revendications irréalistes, normal après une si longue opposition mais peu propice au soutien du gouvernement. Parmi les syndicats, seule la C.F.D.T. fait un effort pour poser sérieusement les problèmes entre l'alignement communiste de la C.G.T. et le corporatisme des autres centrales.

Depuis dix-huit mois, la gauche a corrigé quelque peu ces défauts. Les journaux étrangers soulignent la modération des centrales ouvrières en face du grand tournant de l'été dernier. Passer brusquement de la généralité à la rigueur, cela n'était pas facile à faire accepter par ceux qu'un tel changement de méthode frappe de plein fouet.

Aussi difficile, la sortie du blocage pose encore des problèmes délicats, mais elle se passe mieux qu'on ne pouvait le craindre, d'autant que la proximité des élections sociales ne facilitait pas la modération. Les travailleurs auraient-ils peur que les réclamations sommaires et les schémas simplifiés ne soient pas réalistes ? Seraient-ils devenus conscients de la crise et des contraintes qu'elle impose ?

La sagesse populaire a forgé le vieux proverbe national « la critique est aisée, mais l'art est difficile » : aurait-elle compris que sa traduction

politique est « l'opposition est aisée, mais le pouvoir est difficile » ?

Dans ce retour au réel, le parti communiste a repris le rôle qu'il avait créé à la libération sous l'égide du général de Gaulle. Tout en marquant ses différences et en obtenant quelques aménagements, il a modéré les réactions de la C.G.T. et les siennes. Cependant, il développe en sourdine un langage différent, notamment sur la reconquête du marché intérieur.

En contestant la nécessité absolue d'accroître les exportations, il contredit la politique du gouvernement sur un point essentiel. Malgré tout, il paie à peu près le prix de sa participation au pouvoir. Mais elle comporte une contrepartie qui provoque des tensions énormes pour la majorité. La campagne de Force ouvrière contre le noyautage des administrations a fait long feu, malgré l'écho de la droite. Mais l'inquiétude demeure latente chez beaucoup d'électeurs de gauche.

La défiance à l'égard du P.C.F. affaiblit la communication du gouvernement avec les citoyens. Un commentateur de radio exagérera à peine en disant que, si Georges Marchais affirme que deux et deux font quatre, ses auditeurs non communistes se mettent à en douter.

Lionel Jospin ne suscite pas de telles craintes, et les sondages montrent qu'on le tient pour sincère. Cela ne compense pas les insuffisances d'un parti dont ses 38 % des suffrages, sa majorité absolue à l'Assemblée nationale, ses liens avec le président de la République, font le

principal médiateur entre le pouvoir et la nation.

Avec un adhérent pour quarante électeurs et cent cinquante citoyens, ses effectifs ne lui permettent pas d'encadrer suffisamment le pays. Ils sont bien maigres par rapport à ceux des grandes social-démocraties européennes (un adhérent pour trois électeurs et huit citoyens en Suède et en Autriche, un pour quinze électeurs et quarante citoyens en Allemagne fédérale). Mais ils reflètent l'individualisme d'un peuple rebelle à l'encadrement politique. Leur stabilité fait d'ailleurs bonne figure à côté de la régression du parti communiste et de la plupart des syndicats.

Le décalage entre les militants et les électeurs n'est qu'un plus gênant. Les seconds sont en retrait sur l'idéologie des premiers, mais nul n'est dupe en France de la dramatisation des enjeux politiques. Elle fait partie du folklore national et ne trompe personne.

N'oublions pas que le parti socialiste doit tenir tout l'espace qui sépare le P.C.F. du centre droit, en tenant de mortier sur l'un et l'autre. Une forme orientation à gauche lui est aussi nécessaire qu'une claire distinction entre le possible et le souhaitable. Sur ce point, il joue convenablement son rôle, à quelques erreurs de langage près, dont celles du congrès de Valence.

Les disputes sur les généraux de l'O.A.S. et les incartades d'André Laignel sont beaucoup plus regrettables, parce qu'elles donnent l'impression d'un désaccord entre le parti et le gouvernement qu'il a pour mission de soutenir. Cela n'est pas gênant sur le plan parlementaire, grâce à une Constitution appliquant le principe « qui ne dit mot consent » aux engagements de confiance. Mais cela trouble les citoyens.

#### Changer les mentalités

L'organisation socialiste pêche par manque de discipline. Un trésorier national qui critique publiquement le premier ministre par un mot faisant mouche serait sévèrement sanctionné dans un parti bien structuré. On n'imagine pas qu'en Grande-Bretagne le « chief-whip » de la majorité (équivalent de Pierre Joxe dans notre France d'aujourd'hui) puisse se dresser contre un projet de loi déposé par le gouvernement : ses bureaux sont d'ailleurs situés tout près de ceux du premier ministre, au 12 Downing Street.

La réforme des méthodes resterait toutefois insuffisante si elle ne s'accompagnait d'un changement de mentalité. Habitué à penser et à agir dans la minorité, les socialistes n'ont pas encore réussi à s'adapter à leur nouvelle situation. La peur de devenir des « godillots » demeure la hantise des militants et les pousse à se démarquer des ministres, sinon du président de la République.

La soumission des gaullistes au général après 1962 était exagérée parce qu'ils n'avaient pas d'autre doctrine que l'accomplissement des volontés personnelles d'un homme. Mais ils remplissaient leur fonction morale en tâchant de faire accepter ses décisions par le pays.

Naturel en démocratie, le débat entre le premier ministre et le parti majoritaire ne doit pas se dérouler en public. Une fois la question tranchée, une stricte discipline est requise pour la défendre.

L'activité principale des sections ne peut être consacrée à passer les décisions de l'exécutif au crible du projet socialiste, comme elle l'était avant l'été 1981. Désormais, cette intervention doit faire place à une ouverture vers l'ensemble de la nation pour expliquer et justifier la politique du pouvoir.

A la fonction critique d'un parti d'opposition doit succéder la fonction pédagogique d'un parti de gouvernement.

FIN

**TAPIS**  
**ARTISANAT**  
**CAVIAR**  
maison de  
**l'iran**  
225.62.90  
65, Champs-Élysées 8<sup>e</sup>  
ouvert le dimanche

**Edgar Faure**  
de l'Académie française  
**Mémoires**  
\*  
**Avoir toujours raison**  
... c'est un grand tort

"Ni l'intérêt ni l'agrément de ces sept cents pages ne se relâchent un instant."

JACQUES FAUVET  
"LE MONDE"

"Cet art "d'écrire à la diable pour l'immortalité", selon le mot de Chateaubriand sur Saint-Simon... fait entrer les Mémoires d'Edgar Faure, de plain-pied, dans notre patrimoine historique et littéraire."

ALAIN PEYREFITTE  
de l'Académie française  
"LE FIGARO"

"Jamais on n'avait ainsi parlé de la IV<sup>e</sup> République. Cette rehabilitation fait des "Mémoires" d'Edgar Faure le roman le plus passionnant de la rentrée."

GEORGES SUFFERT  
"LE POINT"

Edgar Faure, thaumaturge, réussit son plus grand miracle en dépoussiérant l'histoire de la IV<sup>e</sup> République."

HENRI AMOUREUX  
de l'Institut  
"LE FIGARO MAGAZINE"

"Une œuvre, véritable mémoire de la République, dont on ne pourra sans doute plus se passer."

PAUL GUILBERT  
"LE QUOTIDIEN DE PARIS"

PLON

**Gagnez votre ordinateur Hewlett-Packard en lisant**

**sciences et avenir**

NUMÉROS  
DE DÉCEMBRE  
ET JANVIER



Vous êtes passionnés de science. Pour son grand Concours scientifique, Sciences et Avenir a choisi de collaborer avec Hewlett-Packard. Entre le magazine de toutes les sciences et la marque universellement reconnue pour son haut niveau technologique et son esprit de recherche, la rencontre va de soi. Les gagnants du Concours recevront en prix des micro-ordinateurs et des calculateurs Hewlett-Packard.

Vous êtes passionnés d'information scientifique. En participant au Concours, vous aurez à répondre aux questions élaborées par les grands journalistes scientifiques qui signent dans Sciences et Avenir : Martine Allain-Régnault, Laurent Broomhead, François de Closets, Marie-Ange d'Adler, Albert Ducrocq...

Vous êtes un lecteur passionné de Sciences et Avenir. Pour gagner à ce Concours, il n'est pas nécessaire d'être savant.

Il vous suffit de puiser dans l'information scientifique donnée dans Sciences et Avenir, toujours autorisée, diversifiée, à la pointe de l'actualité. Le Concours est ouvert à tous les lecteurs de Sciences et Avenir, du 25/11/82 au 31/1/83. Les questions et le bulletin de participation paraîtront dans les numéros de décembre et janvier.

#### Tous les prix.

1<sup>er</sup> prix : 1 ordinateur HP 86 avec moniteur vidéo 22 cm HP 82 912 A  
2<sup>e</sup> prix : 1 ordinateur portable HP 75 C 3<sup>e</sup> prix : 1 ordinateur de poche HP 41 CV  
4<sup>e</sup> prix : 1 ordinateur de poche HP 41 C Du 5<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> prix : 1 calculateur de poche financier HP 12 C Du 8<sup>e</sup> au 9<sup>e</sup> prix : 1 calculateur de poche multibase HP 16 C Du 10<sup>e</sup> au 11<sup>e</sup> prix : 1 calculateur de poche scientifique HP 15 C Du 12<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> prix : 1 calculateur de poche scientifique HP 11 C Du 14<sup>e</sup> au 15<sup>e</sup> prix : 1 calculateur de poche scientifique HP 10 C.

Règlement déposé chez M<sup>re</sup> Cabou, huissier de justice à Paris.

Premier concours scientifique

**HEWLETT-PACKARD / SCIENCES ET AVENIR**



Le Monde

# société

## LE DÉBAT SUR L'UNIFICATION DU SYSTÈME

Après les propositions de M. Savary pour l'ouverture de négociations sur l'enseignement privé, les responsables de l'enseignement catholique annoncent leur refus de négocier sur les bases qui leur sont proposées. Ils vont, à leur tour, présenter des « contre-propositions », dans un délai qui n'est pas fixé. La hiérarchie catholique, pour sa part, reste un peu en retrait. Le secrétariat général de l'épiscopat réaffirme son attachement à un enseignement « complémentaire » du service public et n'accepte le dialogue que si l'on reconnaît cette mission à l'école catholique. Dans le monde politique, en revanche, les

déclarations sont plus fracassantes. Tous les partis d'opposition dénoncent les menaces d'« asphyxie » de l'école privée, l'« entreprise de destruction des libertés fondamentales », la « volonté d'étatisation de l'école », etc. Les propositions de M. Savary apparaissent à l'opposition d'autant plus dangereuses qu'elles se présentent comme une offre de négociations, « dans un esprit d'ouverture ». Beaucoup voient là un piège qu'il faut déjouer sur-le-champ pour ne pas lui laisser le temps de fonctionner. « La liberté ne se défend pas quand elle est perdue, mais

lorsqu'elle est menacée », souligne, à cet égard, M. Claude Labbé, président du groupe parlementaire du R.P.R., qui, avec l'U.D.F., monte en première ligne pour donner l'alerte.

Toutefois, les parlementaires n'ont pas jusqu'à une motion de censure, puisque l'Assemblée nationale n'a été saisie d'aucun texte législatif. « Le moment n'est pas venu d'un combat parlementaire », dit-on au R.P.R. Les initiatives, de ce côté, attendront le mois d'avril.

Localement, les propositions Savary ne semblent pas avoir rallié la guerre scolaire, au moins de la part de la majorité. Ainsi, les municipalités de gauche qui refusaient de verser leur quote-part aux écoles privées sous contrat, dans le Finistère, ont-elles, finalement, accepté d'inscrire les crédits correspondants à leur budget 1983.

La « guerre scolaire », qu'on dit rallumée par M. Savary, est surtout une guerre de communiqués et de déclarations, sur fond de trêve de Noël et d'élections municipales.

### LES REACTIONS

#### ● Dans les milieux catholiques

##### La conférence épiscopale française : danger pour l'avenir d'une « école réellement libre »

Mardi 21 décembre dans la soirée, Mgr Jean Vilnet, président de la conférence épiscopale française, a fait diffuser le communiqué suivant :

« Les parents, des enseignants et tous ceux qui contribuent à la vitalité de l'enseignement catholique en France sont inquiets. Les propositions et la déclaration du ministre de l'éducation nationale mettent en danger l'avenir d'une école réellement libre et responsable dans ses enjeux éducatifs. Les évêques de France ont maintes fois, avec fermeté, exprimé leur attachement à un enseignement dont le rôle complémentaire dans la nation est essentiel pour la majorité des Français. Le droit des familles à exercer leurs pleines responsabilités dans l'éducation des jeunes, et cela avec l'aide de l'Etat — la parti-

cipation des nombreux partenaires de l'école dans l'élaboration d'un projet de formation morale et spirituelle, la nécessité de proposer dans les incertitudes contemporaines des raisons de vivre aux jeunes générations, sont autant de devoirs et de droits de l'homme, de la famille et de peuples. Leur mise en péril par une uniformisation excessive causerait un tort irréparable à la vie démocratique de notre pays. L'enseignement catholique puise dans ses références spirituelles le fondement d'une éducation morale et intellectuelle demandée par de nombreux jeunes et leurs familles. C'est seulement dans l'esprit de cette complémentarité des services rendus qu'un dialogue est possible, car c'est ensemble que nous devons répondre aux défis de notre temps. »

« L'enseignement catholique puise dans ses références spirituelles le fondement d'une éducation morale et intellectuelle demandée par de nombreux jeunes et leurs familles. C'est seulement dans l'esprit de cette complémentarité des services rendus qu'un dialogue est possible, car c'est ensemble que nous devons répondre aux défis de notre temps. »

#### Le secrétariat général de l'enseignement catholique : non, sur la base des seules propositions du ministre

M. Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique et président de la commission permanente, a déclaré le mardi 21 décembre, en fin de matinée :

« Le projet de M. Savary annonce une volonté d'abolir toute la législation qui définit depuis plus de vingt ans les rapports entre les établissements d'enseignement privé et l'Etat. Il propose à l'enseignement privé de nouvelles structures, mais il ne dit rien de la transformation, de la mise à jour par tous de l'ensemble du système éducatif français, de ses objectifs, de ses contenus. »

« Les propositions avancées por-

« tent atteinte aux conditions d'exercice de la liberté d'enseignement. La nouvelle structure des établissements d'intérêt public conduit à la main mise de la puissance publique sur l'ensemble de la vie scolaire des écoles catholiques : qu'il s'agisse de la création d'écoles ou de sections, de la nomination des chefs d'établissement, de la constitution des équipes éducatives, de la gestion, de la vie concrète et du projet éducatif. »

« La commission permanente ne peut engager l'enseignement catholique dans une négociation qui se limiterait à la seule mise en œuvre des propositions du ministre. Elle demande que ces propositions elles-mêmes puissent être remises en cause. Elle est prête, pour sa part, à présenter dans quelques semaines des contrepropositions, comme l'avait suggéré le ministre, le 4 août dernier. »

« De la réponse du ministre et des garanties apportées dépendra la décision de la commission permanente, qui, en tout état de cause, défendra la liberté d'enseignement. Une telle entreprise demandera un temps assez long. Tant qu'elle n'aura pas abouti, la commission permanente exigera l'application des lois. Elle réclame à nouveau le règlement rapide des conflits en cours. »

#### LIBERTÉ

« La liberté de l'enseignement doit être maintenue. C'est M. Jacques Chirac qui le dit. Qu'est-ce que la liberté ? En l'occurrence c'est de l'argent. L'enseignement privé a besoin d'argent. De quel argent ? De l'argent public. Comme les partisans de l'enseignement privé, tous les syndicats et tous les chômeurs sont épris de liberté. »

PIERRE TREY.

#### PÉDAGOGIE ACTIVE SARI

Enseignement privé assuré par une « équipe » d'enseignants POST-BAC : Préparations individuelles Se-PO-HEC-MATH SUP-MEDEC avec en plus : un enseignement d'INFORMATIQUE intégré pour préparer TOUS CES ÉTUDIANTS ET FUTURS CITOYENS à « se mouvoir dans un monde baigné d'information, qui ne devront pas subir physiquement les trames variées qui leur sont proposées, qui devront pouvoir dire non à toutes les manipulations d'ordinateurs et ne pas capituler devant un terrorisme pseudo-scientifique ». (Bull. E.N.)

PRE-BAC : 2<sup>e</sup> à T. ABCD. avec toute langue (AR-HEB-RUS-GREC-LATIN). 9 h à 12 h - 14 h à 17 h. et cours particuliers de 17 h à 19 h. Pour préparatoires : sessions spéciales janvier à mai. Écrire : 68, av. d'États, 75116 Paris

#### SOLIDARITÉ INITIATIVE CONVIVIALITÉ

Mouvement d'Action et de Réseaux pour le Socialisme annonce la création de la Revue

#### SIC

Dir. Thierry JEANTET  
Rédaction : Michel PORTA  
Maurice LEMPEREUR  
30 F - 4 n°/An  
B.P. 70-7572 Paris cedex 15

#### SEMINAIRE SIC MARS BROLLES-BOIS-LE-ROI

15 Janvier - La gauche et l'initiative populaire : Le Référendum, l'utilisation de la Télématique  
16 Janvier - Les risques de troisième guerre mondiale

Inscription : 285 F (Hôtellerie comprise)

#### MARS

B.P. 70 7522 Paris cedex 15  
Avant le 31-12-1982

#### ● Dans les milieux politiques

##### A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

##### La mort lente par asphyxie rapide

« Ahuri », « médusé », « consterné », « irrité », « scandalisé » : M. Jean-Claude Gaudin est passé par toutes les couleurs de l'adjectif. Il en a le souffle coupé. Quoi ? M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, prétend pousser l'enseignement libre à l'« asphyxie rapide » ? Il veut « tuer nos établissements » et pas seulement les collèges catholiques, mais encore les protestants et les écoles juives. M. Gaudin a fait ses études à Marseille, dans un collège du sixième arrondissement. Cet établissement-là, comme les autres, est voué à la disparition, dit-il, car, le centre des villes se dépeuple, il ne pourra plus recruter, si M. Savary tient bon, que dans une zone géographique limitée.

Le député de Marseille ne comprend pas. M. Gaston Defferre, maire de la ville, « donne très largement » à l'enseignement libre, et M. Pierre Mauroy, maire de Lille, en fait autant dans sa cité. S'ils ne « payaient » pas, « des milliers de familles se dresseraient contre eux » et leur feraient payer cher cette pignorité aux élections municipales.

Pour l'heure, M. Gaudin et ses collègues de l'opposition ont décidé d'attaquer une démo-graphie « d'été » de l'États. M. Claude Labbé et lui-même ont adressé une lettre à M. François Mitterrand dans laquelle ils demandent à être reçus afin de « préciser (leurs) positions face aux menaces que font peser sur la liberté de l'enseignement les projets » annoncés par M. Savary. MM. Labbé et Gaudin assurent le président de la République

de leur « haute considération », bien poliment. L'enveloppe fermée, le pli transmis, on peut parler sur un autre ton.

Le projet Savary, c'est « l'étatisation », un « arrêt de mort pour la liberté de l'enseignement ». Non pas la coupeur de la guillotine, précise M. Labbé, mais le « garrot », l'étranglement calculé pour durer, la mort lente. M. Philippe Seguin, député R.P.R. des Vosges, lui a suggéré de déposer une motion de censure qui aurait pu être discutée aux alentours du 23, 24 ou 25 décembre. Pourquoi pas pendant la nuit de Noël ? Après tout, remarque M. Seguin, « l'enseignement libre veut bien une messe de minuit ». Hélas, les députés de l'opposition sont des gens comme les autres. Ils aspirent au repos et à la vie de famille. Point de motion de censure. La riposte sera, faute de combattant, « graduée », comme dit M. Labbé.

« Il n'y a pas de quoi lever les bras au ciel », estime pour sa part M. André Lajoinie, président du groupe communiste, que cette agitation ne touche guère. Il juge « exagérée » la « levée de bouillottes » de la droite.

M. Claude Labbé, député de Paris, porte-parole du groupe socialiste, a déclaré que les dirigeants de l'enseignement privé refusent toute offre de négociation et nient « le principe même de la négociation ». Quant à M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste, il s'excuse d'être entravé à un mauvais jeu de mots : « Voilà que M. Labbé découvre l'école publique ! »

J.-Y. L.

#### Au R.P.R. : « le garrot »

A l'ouverture du Conseil de Paris, mardi 21 octobre, M. Jacques Chirac a estimé que « les propositions de négociations présentées par le ministre de l'éducation nationale, sous une forme banale et ambiguë, constituent en réalité le début d'un processus d'étatisation complète de l'enseignement privé ». Le maire de Paris voit dans les propositions de M. Savary la remise en cause des « trois fondements de la liberté d'enseigner et d'apprendre : le libre choix de l'école par les parents, le caractère propre de l'enseignement privé, l'autonomie de gestion des établissements ».

Au terme de la réunion du groupe parlementaire R.P.R. à l'Assemblée nationale, ce même mardi, le président de groupe, M. Claude Labbé, a dénoncé ce qu'il appelle « un arrêt de mort pour la liberté de l'enseignement ». Une mort progressive, car « ce n'est pas la guillotine, mais le garrot ». M. Labbé estime que les propositions du ministre portent atteinte « aux libertés fondamentales de la 1<sup>re</sup> République, et même de la République tout court ». Le gouvernement, selon lui, a cédé aux « pesanteurs de la mécanique socialiste ».

Mme Hélène Missolfe, secrétaire générale de l'association parlementaire pour la défense de l'enseignement libre, qui regroupe quelque trois cents députés et sénateurs, a souligné que « rien de ce qui est prévu n'allègera les charges de l'enseignement public, et aggravera au contraire celles de l'enseignement privé ». Si elle a admis que, dans les propositions Savary, « la carte scolaire est desserrée », elle redoute que les établissements privés n'aient plus leur mot à dire dans leur propre gestion lorsque « la majorité aura la majorité » dans les commissions tripartites.

M. Guy Guernier, ancien député R.P.R. et auteur de la loi de 1977 sur l'enseignement libre, estime, pour sa part, que les propositions de négociation sont « un piège », dissimulant une volonté arrêtée de « sup-

primer le dualisme scolaire » derrière « un fatras d'intentions contradictoires et de dispositions obscures ». Il s'agit, selon M. Guernier, « d'opérer sous anesthésie » pour instaurer un « monopole d'Etat ».

M. Philippe Malaud, président du Centre national des indépendants et paysans, dénonce, dans un communiqué, l'« opération d'asphyxie » menée par M. Savary, et rappelle que le CNIP est, par principe, partisan de la concurrence, « seule garante du bon service de l'utilisateur ». M. Malaud estime que l'enseignement public a pris une « orientation souvent sectaire, marxiste et antinationaliste » incompatible avec la vraie laïcité.

L'Union nationale inter-universitaire (UNI), mouvement qui lutte contre le marxisme à l'Université, dénonce, dans les projets de M. Savary, une « entreprise de destruction de la liberté de l'enseignement » et des « menées indignes des traditions scolaires de la France ».

#### Au P.S. : une occasion à saisir

Pour M. Jean-Louis Piednoir, député national du parti socialiste à l'éducation nationale, « il ne s'agit pas de propositions à prendre ou à laisser, mais d'une base de négociations ». Il souligne que « le parti socialiste n'est pas favorable à l'existence de réseaux scolaires différents financés par l'Etat. A la pluralité de l'existence d'un seul système public unifié et loti de l'éducation nationale ». M. Piednoir observe que « la nécessaire autonomie des établissements d'enseignement ne saurait être confondue avec l'autonomie du service public ». Il conclut : « Une occasion est donnée de faire, pour le plus grand bien des enfants et des jeunes, un grand pas dans l'amélioration de notre école. Il faut que tous les interlocuteurs la saisissent. »

#### Au cœur de la négociation : l'établissement d'intérêt public

Le nouveau dispositif proposé par M. Alain Savary fondé sur des « établissements d'intérêt public », sera-t-il, entre les représentants de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé, l'occasion d'une discordance persistante, voire d'un divorce irréductible, ou au contraire le terrain de négociations d'où pourrait sortir une formule amendée acceptable par tous ?

En présentant, le 20 décembre, cette innovation juridique, le ministre indiquait qu'elle s'inspirait de la notion de « groupement d'intérêt public » (GIP) qui figure dans la loi du 15 juillet, dite « d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France ».

L'article 21 de cette loi prévoit notamment : « Des groupements d'intérêt public, dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière, peuvent être constitués entre des établissements publics ayant une activité de recherche et de développement technologique, entre l'un ou plusieurs personnes morales de droit public ou de droit privé pour exercer ensemble, pendant une durée déterminée, des activités de recherche ou de développement technologique, ou gérer des équipements d'intérêt commun nécessaires à ces activités. »

Au Secrétariat général de l'enseignement catholique, on insiste, pour le moment, bien évidemment, sur l'idée de « l'asphyxie » de cette notion de GIP. Un point qui, en tout cas, une opposition républicaine, le principe du fait majoritaire, c'est-à-dire la puissance publique dans le GIP, la loi le précise en ces termes pour ce qui est de la recherche : « Les personnes morales de droit public, les entreprises nationales et les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public doivent disposer ensemble de la majorité des voix dans l'assemblée du groupement et dans le conseil d'administration qu'elle désigne. »

Non moins important, le caractère temporaire d'un éventuel établissement d'intérêt public calculé sur le modèle du GIP : « Il nous faut peur », affirme un responsable du secrétariat général de l'enseignement catholique.

#### Un débat juridique ?

Si les responsables de l'enseignement catholique admettent volontiers que des dispositions soient prises — ou confortées quand elles existent déjà — pour contrôler l'usage des fonds publics versés à l'enseignement privé, ils se défient, en revanche, de tout type de dispositif qui les priverait « de toute la liberté d'organisation ». Existence, ce qui concerne la vie des établissements, les enseignants et la maintenance des principes moraux et spirituels jugés fondamentaux. Refuser d'appliquer « toute liberté d'organisation » autoriserait-il à abandonner en cours de négociations une partie ? Laquelle ? Selon quelles modalités juridiques ? Ces questions devraient être au cœur de la négociation... quand elle aura lieu.

Débat exclusivement juridique ? Certes non. S'il était besoin de le prouver il suffirait de se reporter avec une attention renouvelée aux débats qui ont précédé à l'Assemblée nationale l'adoption de la loi du 15 juillet. M. Robert Galley, député R.P.R. de l'Aube, avait ainsi critiqué la notion de GIP : « Je considère qu'il est particulièrement choquant de tenter d'introduire dans la législation française une mesure qui réserve les facilités et les perspectives d'avenir d'un nouveau type de groupement dont j'ai dit qu'il était favorable aux seuls rassemblements de personnes morales et d'entreprises nationales, au sein desquels la majorité des voix serait détenue par les pouvoirs publics directement ou indirectement. »

« Le fait, ajoutait M. Galley, que vous réserviez l'application d'une disposition heureuse qui permet aux gens de se grouper et de travailler ensemble aux seuls groupements où l'Etat détiendrait la majorité n'a rappelé tel passage du Projet socialiste qui laisse entendre que le but ultime de votre action, monsieur le ministre d'Etat, est la transformation socialiste de notre société. »

Le député de l'Aube pourrait aujourd'hui « prêter » ses propres paroles à tel responsable de l'enseignement catholique et M. Savary emprunter sa réponse à celle que faisait au député de l'Aube le ministre de la recherche et de l'industrie : « Je suis extrêmement surpris... de vous entendre évoquer avec des tremblements dans la voix le projet socialiste, qui contient pourtant beaucoup de choses raisonnables. »

MICHEL KAJMAN.

#### Quatorze communes du Finistère s'engagent à honorer les contrats d'association

Quatorze communes du Finistère à majorité de gauche qui refusaient de participer aux dépenses de fonctionnement d'écoles primaires privées sous contrat d'association viennent de mettre fin au litige qui les opposait à ces établissements en s'engageant à inscrire à leur budget 1983 les crédits nécessaires à cette prise en charge. Ces communes sont situées dans le diocèse de Quimper et comptent une quarantaine d'écoles, dont vingt-trois à Brest, avec lesquelles il n'y a donc plus de contentieux. Parmi les autres municipalités concernées figurent, notamment, celles de Morlaix, Commana et Guilvinec.

Au total, sur trente-six mille neuf cents communes, il en reste une trentaine qui refusent encore de participer aux dépenses de fonctionnement des écoles primaires sous contrat d'association. Ce qui porte à moins de cent cinquante le nombre d'écoles concernées, soit 10 % des mille quatre cent quatre-vingt-cinq écoles de premier degré sous contrat d'association.

(Publicité)

En matière de planification des naissances, les jeunes ont besoin d'une information et d'un accueil spécifique.

Le centre de planification de la M.N.E.F., 22, bd Saint-Michel, Paris 6<sup>e</sup>, reçoit chaque année plus de 15 000 jeunes étudiantes et lycéennes.

Comme la loi le reconnaît, il faut lui donner les moyens de fonctionner. Cela dépend du Conseil de Paris.

La majorité du Conseil de Paris appliquera-t-elle la loi ? Soutenez la demande d'agrément déposée par la M.N.E.F. auprès de la mairie de Paris.

Nous avons déjà reçu le soutien de nombreuses personnalités. Pour tout contact, écrire à J.-M. Dubois, 16, av. Raspail, Gentilly 94250.



## ÉDUCATIF

### Le dialogue reste possible

(Suite de la première page.)

Après avoir revendiqué pendant des années que l'enseignement public prenne pour modèle ce qui a fait le succès de l'enseignement privé, l'enseignement catholique se place, aujourd'hui, en contradiction avec lui-même en refusant de partager son bien avec d'autres.

Il rejette en bloc tout ce qui s'annonçait comme négociable. Par exemple, à propos du statut juridique des futurs « établissements d'intérêt public », il déduit de la présence de trois partenaires (l'Etat, les collectivités locales, l'association propriétaire des locaux) le fait que les catholiques seraient inductiblement minoritaires.

Or rien n'est décidé sur ce point. Il n'est pas exclu même que l'établissement privé sous contrat, devenu établissement d'intérêt public, soit lui-même considéré comme per-

sonnalité publique et donc éventuellement considéré pour plus d'un tiers dans la répartition des diverses représentativités. Voilà un objet de négociation. Tout comme la carte scolaire, la constitution des équipes éducatives, la gestion et le projet éducatif des établissements. Il n'est pas inutile de rappeler que, en 1977, alors que l'éventualité de l'arrivée de la gauche au pouvoir était dans l'air, le secrétariat général de l'enseignement catholique avait lui-même envisagé (1) de participer à un « service national d'éducation comprenant, aux côtés des établissements publics, des établissements privés investis d'une mission de service public ». Cette conception — jugée comme une main tendue au P.S. — supposait la mise en place d'une « carte scolaire concertée » et le « décloisonnement des deux enseignements ».

Comment expliquer aujourd'hui ces contradictions ? Comme les évêques, d'un certain point de vue, les états-majors de l'enseignement catholique se disent « poussés par la base ». Ils ne peuvent stratégiquement pas rompre brutalement avec leur image et leur comportement traditionnel vis-à-vis de l'opinion.

Poussés aussi par les partis politiques de l'opposition, trop heureux de monter au créneau en période électorale. Jusqu'à la mauvaise foi du reproche lancé par les défenseurs de l'enseignement privé à M. Savary d'avoir pris position en cette période politique. Que n'auraient-ils pas crié au manque de courage s'il s'était tu.

Relevons au passage que la « menace de la mort » de l'enseignement privé, agitée lors des deux campagnes électorales de 1981, n'a pas pesé d'un poids déterminant sur les résultats du scrutin. Au contraire. « La balle », affirment aujourd'hui des responsables de l'enseignement catholique, est dans le camp du gouvernement. « De leur côté, qui aura le dessus, de la foi ou de la mauvaise foi ? »

CATHERINE ARDITTI  
et CHARLES VIAL

(1) Document présenté par les secrétaires généraux de l'enseignement catholique. Le Monde du 17 mai 1977, repris dans « L'enseignement catholique face à l'avenir ».

### LES LOIS REPÈRES

- 10 mai 1806 monopole de l'Université impériale.
- Loi Guizot du 28 juin 1833 : liberté de l'enseignement primaire.
- Loi du 15 mars 1850, dite loi Falloux : liberté de l'enseignement secondaire.
- Loi du 12 juillet 1875 : liberté de l'enseignement supérieur.
- Parmi les lois Ferry :
  - 27 février 1880 : les évêques et les pasteurs ne pourront plus faire partie du Conseil supérieur de l'instruction publique ;
  - 18 mars 1880 : le monopole de l'Etat est institué pour la collection des grades (attribution de diplômes) ;
  - 16 juin 1881 : suppression du régime de libre obédience pour avoir le droit d'enseigner ;
  - 28 mars 1882 : laïcité ;
  - 30 octobre 1888 : laïcisation du personnel enseignant dans le primaire.
- Loi du 7 juillet 1904 : interdiction aux congrégations d'enseigner.
- Loi du 8 décembre 1905 : séparation des Eglises et de l'Etat.
- Loi Astier du 25 juillet 1919 : les écoles techniques privées peuvent être subventionnées par l'Etat.

#### Sous le régime de Vichy...

- Les membres des congrégations ont à nouveau le droit d'enseigner (1940).
- Les élèves des écoles libres peuvent bénéficier de la caisse des écoles (1940).
- Les devoirs envers Dieu sont rétablis dans les programmes des écoles primaires (1940).
- Les municipalités sont autorisées à subventionner les écoles libres (1941).
- Des bourses peuvent être attribuées aux élèves de l'enseignement privé (1941).
- Une subvention de 400 millions de francs est allouée aux écoles libres (1941).

#### ...et après l'occupation

- 1945 : abrogation des lois scolaires de Vichy et suppression des subventions à l'enseignement libre.
- Décret Poincaré-Chapuis (23 mai 1948) : une aide indirecte de l'Etat aux parents d'élèves de l'école libre est autorisée.
- Loi Marie du 21 septembre 1951 : le bénéfice des bourses d'Etat est étendu aux élèves des écoles libres.
- Loi Barangé du 28 septembre 1951 : une allocation de 1 000 francs par enfant et par trimestre est versée aux associations de parents, pour les élèves des établissements privés, et au conseil général indirectement pour les élèves de l'école publique.
- Loi Debré du 31 décembre 1959 : le régime des contrats est institué entre les établissements scolaires privés et l'Etat. Ces établissements ont le choix entre soit être intégrés au service public, soit ne rien changer à leurs relations avec l'Etat (allocation Barangé, contrôle pédagogique), soit conclure un contrat qui peut être « simple » ou d'« association ».
- Loi du 1<sup>er</sup> janvier 1971 : les contrats simples sont pérennisés (alors qu'ils devaient initialement disparaître neuf ans après la loi Debré) à titre définitif pour le primaire, jusqu'en 1979 pour le secondaire.
- Loi Guermeur, du 25 novembre 1977 : l'aide de l'Etat à l'enseignement privé sous contrat est accrue par l'attribution aux enseignants des mêmes avantages sociaux et de carrière qu'à ceux du secteur public, par des précisions sur le forfait de fonctionnement versées par la collec-

tivité publique aux écoles primaires sous contrat d'association, par le renforcement du pouvoir des chefs d'établissement privé en matière de recrutement des maîtres, par le versement de crédits pour la formation des enseignants et aussi pour la construction d'ateliers dans les collèges privés.

## MÉDECINE

### AVANT LA RÉUNION D'ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA SANTÉ

### Trois mille cinq cents médecins hospitaliers ont signé une pétition contre les projets gouvernementaux

Sur le thème « Votre santé est un danger », l'association Solidarité santé (1) qu'animent les docteurs Jean-Marie Lefebvre, Marc Henry et le professeur Bernard Debré, souhaitent alerter l'opinion et les milieux de la santé sur « la plus grande menace qui ait jamais plané sur la profession médicale ».

En ce sens, les responsables de l'association vont adresser cinquante mille lettres aux professionnels de la santé, un texte dans lequel ils soulignent la menace que fait peser, selon eux, le gouvernement sur le système sanitaire, notamment par « l'augmentation du nombre des centres de santé intégrés, l'extension du secteur mutualiste, la mise en place d'expériences de soins gratuits, la généralisation du tiers payant, la transformation profonde du secteur hospitalier ».

Des affiches reprenant ces thèmes seront adressées aux médecins praticiens afin qu'ils les exposent dans leurs cabinets, des dépliantes leur seront également envoyés et des messages publicitaires seront insérés dans la presse. « Nous sommes cent quatre-vingt mille professionnels qui avons les mêmes valeurs à défendre », souligne la lettre adressée aux médecins de ville. « Le couperet

tombera demain si nous ne faisons rien aujourd'hui ».

Le professeur Bernard Debré a, d'autre part, souligné que la protestation contre les réformes engagées par le gouvernement prend de l'ampleur dans les hôpitaux. Solidarité médicale, qui l'anime, a d'ores et déjà recueilli 200 000 F pour financer une campagne d'information. A propos, notamment, de la « départementalisation » des hôpitaux, le professeur Debré a souligné que les dernières modifications aux projets initiaux annoncées par les pouvoirs publics (le Monde du 21 décembre) ne portaient nullement sur le fond, et qu'il était exclu, selon lui, « de se contenter d'un délai de grâce de quelques mois ou de quelques années ».

Sur ce point, une pétition circule dans les hôpitaux. Publiée cette semaine par le Figaro-Magazine, elle a déjà recueilli, selon le professeur Debré, trois mille cinq cents signatures de médecins hospitaliers. Dans cette pétition, les signataires :

« — Mettent solennellement en garde les Françaises et les Français contre le danger que fait courir au fonctionnement des hôpitaux le projet de décret du ministre de la santé

supprimant les chefs de service responsables nommés par leurs pairs ;

« — Estiment que l'élection, telle qu'elle est prévue, des médecins hospitaliers au poste de chef de département par un corps électoral médical et non médical ne saurait offrir les garanties de compétence que les malades sont en droit d'exiger ;

« — Demandent, en conséquence, au gouvernement de retirer son projet de décret ;

« — Estiment qu'une modification éventuelle des structures hospitalières ne doit pas être imposée, mais ne peut résulter que d'une action concertée et diversifiée des médecins hospitaliers eux-mêmes. Une modification identique ne pouvant d'ailleurs convenir ni à tous les services ni à tous les hôpitaux. »

Sur cet ensemble de questions — médecine de ville et problèmes hospitaliers, — Solidarité santé réunira, le 30 janvier, sous un chapiteau dressé square de Choisy, à Paris (13<sup>e</sup>), des « états généraux de la santé » qui devraient rassembler l'ensemble des opposants à la politique sanitaire du gouvernement.

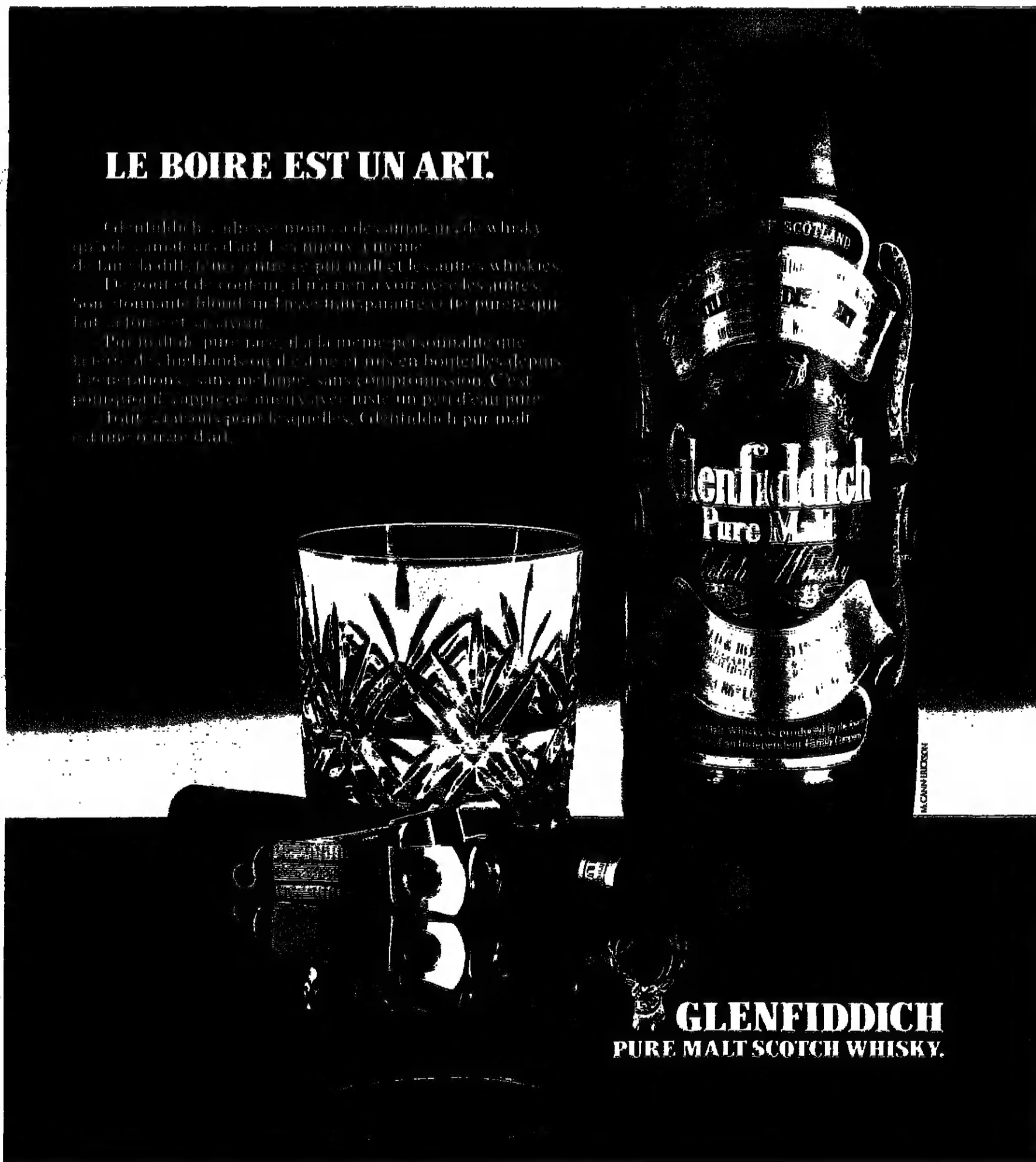
(1) B.P. 259, 75264 Paris Cedex 06.

## LE BOIRE EST UN ART.

Glenfiddich, le plus célèbre maître de cantine, de whisky qu'on s'apprête à boire. Les maîtres de cantine, la différence entre ce pur malt et les autres whiskies. Le goût et le contenu, il faut en avoir avec les autres. Son aromatique blond et sa pureté sont la garantie d'une pureté qui fait la force et le savoir.

Pur malt de pure race, c'est la même personnalité que les autres, mais en bouteille de pureté. Les sensations, sans mélange, sans compromission. C'est pourquoi il s'appuie sur une pureté, un pur d'eau pure.

Tout s'agit de savoir les goûter. Glenfiddich pur malt, c'est une œuvre d'art.












## ■ PATRIMOINES — Le beau et l'utile

★ *Têtes d'affiche*. Préface de Maurice Fleuret. Ed. Clémence. ■ F.

**ANDRÉ FERMIGIER.**  
 ★ Germaine Barnaud. *Répertoire des musées et collections publiques de France*. Edition des  nationaux. 80 F.  
 ★ Raymond Bachollet, Daniel Borderet, Anne-Claude Lelieur. *Paul Iribne*. Editions Denoël. 450 F.

## THEATRE

# Anniversaires

**JACQUES SICLIER.**  
(1) Éditions Ramsay, 1981, p. 111.  
180 F.  
(2) Voir les reprises

En fait, il s'agit d'un événement, le festival des photographies du collectionneur John Kobal, illustrant, d'une manière effectivement sublime, l'hommage du biographe masculin. Les photos les plus séduisantes sont les photos publiées par le magazine : ce n'est pas l'icongraphie hétérosexuelle d'un métier, d'une profession, d'un genre, entièrement dénuée d'énergie vitale, mais la vision, parfois, un sourire légèrement ironique sur le visage, l'objectif d'une essence sexuelle en pleine opération.

**MUSIQUE**

## Divas

**Cinquante-quatre**

Et, comme ■ n'est jamais si bien servi que ■ soi-même, vous ■ tout de l'une de nos dernières divas, la ■ et *L'Amour d'une femme* (merci, Schumann), de Régine Crespin, un livre écrit ou dicté à la diable, mais sincère, pétulant et sympathique (5).

## CINEMA

# Marlène

dens *Femme ou* (Destry again), actuellement repris à Paris (2). Tourné en 1939, le George Marshall, ce petit budget, en noir et blanc, marqua la rentrée de la s'était effron- au box-office. Engagée le producteur Joe Pasternak, malgré les réticences la firme Universal, Marlène tient de de Frenchy, une aux minceurs d'un de

un entrain, un aplomb, phénoménal... transforme son personnage sophistiqué (sans perdre de sa beauté) en « Madame Angot » du Far West, puis en jeu de pantalon du *Misérables*, dans *Milner* se bagarre comme une tégresse avec *Melina Mercouri* dans une scène qui justifie le titre d'un « eau » d'eau sur la tête, comme le bouillotte et les bibelots, même si elle-même qu'elle n'est pas une « dame », et *Milner* comme un commerçant de rue en se promenant dans le comptoir. « *The boys in the band room* » sont des sous-entendus parodiques. *Fantasia* déchaînée, elle provoque la mort d'un homme et se moquant de lui dans le *Stewart*, elle se livre à des allures de justicier dans le style Frank Capra. Cette *Milner* là sera un succès populaire confirmé, mais pas le *Fantasia* qui sera le *Tay Garnett*. Au final, c'est un tel plaisir, une telle

En fait, il s'agit d'un événement, le festival des photographies du collectionneur John Kobal, illustrant, d'une manière effectivement sublime, l'hommage du biographe masculin. Les photos les plus séduisantes sont les photos publiées par le magazine : ce n'est pas l'icongraphie hétérosexuelle d'un métier, d'une profession, d'un genre, entièrement dénuée d'énergie vitale, mais la vision, parfois, un sourire légèrement ironique sur le visage, l'objectif d'une essence sexuelle en pleine opération.

**Festival d'automne à Paris.**  
 ★ **Renaud-Barrault.** Pour une si-







# pour les fêtes

## EXPOSITIONS

### L'Orient des Provençaux

A MARSEILLE

Fouillis confus, léger, inégal et polaire, la quinzaine d'expositions réparties aux quatre coins de la ville sous le titre général « L'Orient des Provençaux » a l'intention de faire une obligation à chaque Marseillais de parcourir leur cité en sens inverse d'une promenade tonique qui fait découvrir les beautés insoupçonnées, hélas ! par une couche noire, malgré quelques trop rares ravissements. Une ville fort admirable, contrairement à ce qu'on croit souvent, une ville à l'histoire riche et enrichie précisément par les apports arabes qui avec une habileté variable ont manifesté une multi-forme.

### Faits divers

AUX A.T.P. ET A LA GALERIE DE LA SITA

« Les faits divers » aux A.T.P., « Les Conards du XIX<sup>e</sup> siècle », à la Galerie de la SITA, deux expositions d'œuvres de connotation pour cette période de sagesse et de bon sens. Car les sages peuvent brusquement s'enflammer, bruler famille, chien, chat, maison. Car le foie gras sera propice à l'arsenic. Car le Père Noël se cassera le cou du nez en tombant dans la cheminée. Car la maison se prête à inondations, aux nez et aux oreilles qui succombent aux atteintes du froid, aux salissures effroyables de la route, aux voitures bloquées par

## Maisons de Mario Botta

Mario Botta crée ses maisons dans un cube, un cylindre, des volumes très simples. Il sculpte l'espace intime au sein de fortresses bravement posées dans le paysage. Une architecture saine, tendre par surprise, élaborée et primitive. Loin des contorsions abstraites et intellectuelles, à côté des modes et des querelles d'école.

L'exposition « MIFA présente clairement pour un large public (avec l'aide du dessinateur Reiser, « fan » de la première heure) l'œuvre en maturation de cet architecte qui n'a pas quarante ans et qui, du Tessin (cette partie de la Suisse qui penche vers l'Italie), intrigue la critique internationale, l'unique.

la neige, sans vivre ni couvertures. A ces maux enfin dont on a fait la preuve de l'existence du diable et, partant, de celle de Dieu.

Pour nous faire expier des ordres de l'âme et de la nature, rien n'est plus indiqué que ces deux expositions savantes et séduisantes, robotiques et hilarantes, chacun à sa manière. Ça en jette, ça dégage, comme dirait aujourd'hui la langue populaire, celle que n'utilisent pas les journalistes, même à la table des faits divers.

### Cobra

A PARIS

Cobra une génération après ! On fête les artistes parisiens de Copenhague, Bruxelles, Amsterdam. Normal, leur peinture voulait, après la froide abstraction géométrique de Mondrian, être fête. Fête de la couleur chaude, de l'expression directe dont les pulsions remontent au plus profond de la mémoire culturelle des artistes, comme chez les authentiques naïfs, les enfants les plus simples. Le mouvement qui a une origine locale au Danemark des années 30, avec Bille, Pedersen, Jacobsen, Hoerup, a

pris sa dimension internationale dans le Paris de la décennie suivante, Jorn le Danois, Constant le Hollandais, Dotremont le Belge, conduisant le mouvement révolutionnaire à couler et à mourir.

C'est cette œuvre de l'art contemporain qu'évoquent la rétrospective du Musée d'art moderne de la Ville de Paris avec cent trente-cinq œuvres (Jorn, Appel, Constant, Corneille, Alchinsky) les expositions de la maison du Danemark (ruinelles peintures et sculptures de Hoerup), du Centre culturel belge (peintures de Dotremont), de la galerie Ariel et, dans une certaine mesure, de la fondation Maeght, où deux premières de l'équipe Cobra, Appel et Alchinsky, présentent leurs œuvres à quatre et à leurs peintures.

### Noël

AUX ARTS DÉCORATIFS

Non, non, vous n'y coupez pas. Vous aurez aussi Noël. Ce n'est pas que l'exposition soit vraiment réussie, mais Noël oblige. Elle n'est pas très bien faite, mais quelle ménagerie la chèvre et le chou ! ment dit, on s'en comprend le parti. On ne sait pas pour qui ni pourquoi elle est faite : les enfants ? les adultes ?

Les premiers sont plus contents dans les grands magasins, où ils peuvent tripoter en douce et espérer en retrouver quelque chose dans leur sabot. Quant aux seconds, ils sont aussi frustrés, car on ne leur donne pas de quoi rêver : il aurait fallu pour cela mettre plus de folie dans les rayons, plus de passion. Ni de quoi réfléchir au rôle du jouet dans la société des petits hommes : il aurait fallu pour cela adopter une attitude stricte et froide, ce qui n'est pas non plus exactement le cas. Donc c'est raté, malgré une quantité impressionnante de matériel, malgré de beaux objets rares.

Aussi comprend-on la mine déconfite des visiteurs devant la crèche animée de Roland Bour, un artiste qui a réalisé là une commande d'Etat. Réalisée à l'aide du fil de fer, sa crèche est une chose assez rare dans l'art et la forme, archaïque et subtile. Une vraie création. Les visiteurs ne sont pas préparés à recevoir ça en fin de parcours de ce siècle de jouets made in France.

### West, West, West

AU MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ

Les amateurs de western ne seront pas déçus. Tout est là : le grand chef indien, les trappeurs, les vachers, Buffalo Bill, la chasse au bison, la cavalerie, les grands espaces, la nature sauvage. Tout ce dans quoi les grands cinéastes de l'épopée du Far-West soucieux d'exactitudes, John Ford en tête, ont puisé. Les peintres de l'école américaine du dix-neuvième siècle accompagnaient les explorateurs, découvraient avec eux le Nouveau Monde, ses habitants se faisaient reporters, ethnologues.

On les a dits inféodés au réalisme européen. Ce qui a été vrai, peut-être, au début ; mais la progression vers l'Ouest, la découverte de territoires inconnus, ne pouvaient pas ne pas engendrer une peinture différente, un langage à sa manière ? Les quelques soixante-quinze peintures proposées au musée Jacquemart-André sont signées Catlin, Ranney, Miller, Moran, Herzig, Remington, Russell, Schreyvogel... appartiennent à la collection Anschutz Colorado.

### Fantin-Latour

AU GRAND PALAIS

Fantin-Latour, un peintre de fleurs ! L'idée reçue sur cet artiste du XIX<sup>e</sup>, trop tard pour le classicisme (en 1836) trop tôt pour l'impressionnisme, est par cette exposition rétrospective, à première vue, que lui-même nos

quelque chose de la figuration d'Ingres subsiste dans le pinceau et quelque chose du « bougé » sentimental impressionniste y a-t-il l'œuvre douce et gentille, mais aussi de la sensibilité bourgeoise française du dernier siècle, des portraits de l'aristocratie indolente faiblement éclairée, des fleurs qui décorent les salons, et leur pinçante fraîcheur, et aussi des portraits collectifs d'artistes et écrivains.

On trouve dans ces derniers grands tableaux, Fantin, peint à un moment de leur vie, tous ceux qui ont fait le XIX<sup>e</sup> siècle de la peinture, de la musique et de la littérature : Delacroix, Courbet, Manet, Monet et Renoir ; Chabrier ; Ravel, Verliane ; Rimbaud...

### Oudry

AU GRAND PALAIS

Oudry, le peintre des chasses royales, le portraitiste des chiens du roi, est aussi une découverte. Sa première rétrospective nous fait connaître le grand paysagiste et le peintre des animaux dans la tradition intimiste de Chardin, auquel on ne manque pas de le comparer.

### Desportes et Delacroix

AU LOUVRE

On ne quitte pas la peinture des chasses royales, les animaux allant au Louvre voir l'atelier de Desportes à la manufacture de Sèvres. En plus, on y trouve un ensemble de dessins et esquisses pour la manufacture royale de porcelaine à Sèvres, préparés par Desportes pour servir de modèles aux décorateurs de la porcelaine de Sèvres.

La Liberté guidant le peuple. Delacroix, le tableau des journées révolutionnaires qui a mis fin au règne de Charles X et permis la prise du pouvoir par le roi-citoyen Louis-Philippe.

On a vu et revu la célèbre peinture du Louvre. On apprend à la connaître dans cette exposition-dossier où documents et commentaires font le point de l'idéalisation et des « choses vues ».

## DANSE

### Au rythme de Karole Armitage

CASSE-NOISETTE, le ballet en bois doré, la particularité d'un ballet aux États de l'Europe et en Amérique. Ce ballet est fini pour le grand public en 1982 à Saint-Petersbourg sur une musique de Tchaïkovski. Karole Armitage, Petipa d'après un récit d'Alexandre Dumas, lui-même inspiré d'Hoffmann, a écrit le libretto d'un ballet d'opéra-ballet.

Rudolph Nouriev, pressenti pour cette adaptation, n'en a pas eu le temps matériel, c'est Karole Armitage qui s'en est chargée. Elle a par Georges-François Méliès, la mise en scène. On s'attend à une production luxueuse et très dansée, se rapprochant du conte fantastique d'Hoffmann. Pour régler le combat des soldats de plomb et des souris, né l'imagination exaltée de la jeune Clara, Georges Méliès a demandé à Karole Armitage, chorégraphe, de

### Shakespeare

PAR LE THÉÂTRE DU SOLER

Richard II. La triste histoire de mort des rois, des ambitions abandonnées, des amours telles, le théâtre épique.

Le roi des rois. La première histoire des amours d'enfants, travestissements masculin-féminin, la cruauté du plaisir. Deux fresques qui portent les pièces d'orientaux imaginaires. (Cartoucherie.)

### Superdupont

PAR LE MAGIC CIRQUE

Fionfions, lampions, chansons, plaisanteries calamiteuses, musique bondissante, bariolages, pétarades, tableaux éclatants, acrobates, petites femmes, guépêtres et jupons courts, maillots étincelants, Sapritch, déesse noire, ministre, en Marianne, en... quoi donc encore ?... invité de Severy du Circus du Magic, un Magic Circus plus tonitruant, plus trivial que jamais. Les ors de l'Odéon, les rires des spectateurs, les yeux de ceux des ombres célèbres, Claudel, Molière, Corneille sont là. (Odéon.)

### Granit

PAR LE CHEN MEXICAIN

Le matraqueur tient une matraque et veut qu'on l'aime. Le pape-rasier porte des lunettes, il est gris et marron. Le maître traîne les pieds, promenant sa bonne bouille frosée. Le cousin pointe son nez pointu, son regard aigu, il joue de la trompette. Dans un trou, un musicien joue des musiques qui pastichent la mélodie, le Kurt Weill, le rock. Tous, à un moment ou à un autre, utilisent un instrument, et parlent en chantant. Il y a aussi des choux qui chantent, des doigts qui sortent de terre comme de gros vers inquiets. L'action se passe sur une montagne aride, près d'un grand rocher de granit gris. Derrière la montagne s'invente un Nord tout plat. Mais les cinq clowns n'échapperont pas à leur univers masculin, effaré, désespéré à hurler de rire. (Théâtre de la Bastille.)

### Moi

D'ÉRIC LARCHE

Egoïstes incurables, deux amis disent des monstruosité, commettent des actions abjectes, en innocence. Un chef-d'œuvre de comique absolu, parfaitement interprété. (Comédie de Paris.)

### Correspondance

DE KAPKA ET VITTORINI

Un fils, dans la force de l'âge, l'on dit, mais dans la difficulté, vient confier à son père, deux admirables, émouvants, mis en scène un du mystère. (Cartoucherie de l'Aquarium.)

### L'Opéra nomade

PAR LA COMPAGNIE DU LIEU

Deux couples de nomades se croisent dans la nuit et, dans une de rituel prosaïque, valises, vêtements, de thé, ils échangent un dialogue de chants, paroles, qui rappellent les musiques africaines et mélanésiennes, chasse, d'appel à pluie. Très beau. (Le Lierre.)

### Sarah

et le cri de la langouste

DE JOHN MURRILL

Un prodigieux numéro de deux grands acteurs, Delphine Seyrig et Georges Wilson. Tout l'art du théâtre dans la surprise, l'ascendant du délire créateur de deux comédiens. (Gare.)

### « Les Hauts de Hurlevent »

DE ROLAND PETIT

AU THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Voici un an Roland Petit a composé le ballet en pensant plus particulièrement au personnage de Catherine, proche du caractère de Dominique Khaloufi. Chargée du livret, Edmonde-Charles Fauré a procédé à un élagage du roman d'Emily Brontë et l'a réduit à une suite de rapports entre quatre protagonistes, Catherine, Heathcliff, Edgar Linton et Hindley.

La chorégraphie de Petit a développé d'un amour fou, l'enchaînement de gestes irréguliers qui naissent d'une passion mortelle. La musique de Marcel Landowski est le décor de l'Allio s'efforçant d'opposer deux espèces, la musique descriptive quasi lunaire qui exalte les sentiments, l'enfermement la maison qui les étouffe. Première le 29 décembre avec Dominique Khaloufi, Denys Gano, Jean-Charles Gil, Luigi Bonino.

















[illegible]



# Lundi 27 décembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 10 TF 1 vision plus.  
11 h 50 Contes pour Noël.  
12 h 10 Météorologie.  
12 h 30 Juge box.  
12 h 30 Atout cœur.  
13 h Journal.  
13 h 35 La Petite Maison dans la prairie.  
14 h 30 Destination Noël.  
16 h 10 après-midi de TF 1 d'hier d'aujourd'hui. (et à 17 h 45).  
16 h 15 Cinéma : Le V.R.P. de Arthur Lubin.  
18 h 25 Le village dans les nuages.  
18 h 50 Histoire d'en rire.  
19 h 5 A la une.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 S'il vous plaît.  
20 h Journal.  
20 h 35 Téléfilm : Ce fut un bel été. Réal. J. Chapot. K. Janda.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 05 Journal.  
12 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Cette semaine sur A 2.  
13 h 40 Les Aventures de Belle Époque.  
14 h Aujourd'hui la vie.  
15 h Série : la Planète des singes.  
16 h 35 A 2.  
18 h C'est l'été.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 10 D'accord pas d'accord.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.  
20 h 35 Émission : Ce fut un bel été. Réal. J. Chapot. K. Janda.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

15 h Pour les jeunes.  
18 h 55 Tribune libre Croix-Rouge française.  
19 h 10 Journal.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 55 Journal animé.  
20 h Les petits papiers de Noël.  
20 h 35 Cinéma : l'inspecteur Maigret de Claude Zidi.  
22 h 15 Journal.  
22 h 30 Musi-Club : Bagatelle Opéra-comique en 1 acte de J. Offenbach avec J. Sand, M. Malory.

## FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales : chansons de 82. Nouvelle lecture Jules Verne.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Marcel Mauss et l'anthropologie française : à 8 h 32, L'eau et le corps.  
9 h. 5. Agora.  
9 h 7. Les lendis de l'histoire : la monarchie absolue en Europe, du cinquième siècle à nos jours ; la vie quotidienne des paysans français au dix-huitième siècle.  
10 h 45. Le texte et la voyaguerie aux longs jours.  
11 h 2. Musique : chanter la Wallonie, avec Jules Beaucarne. (et à 13 h 30).  
12 h 5. Agora.  
12 h 15. Panorama.  
14 h. Sons à Combloux.  
14 h 5. Livre. Les voix : Romans - L. Pauwels.

## FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musique légère : Radio-France : Œuvres de Magne, Walberg.  
13 h 30. Musiques : Œuvres de Mozart, Weber, Schubert.  
8 h 7. Le Boulognais 8-9.  
9 h 5. L'opéra : l'opéra français.  
10 h. Chasseurs de son.  
11 h 35. Jazz : Lee Wiley enfin en réserve.

## FRANCE-MUSIQUE

14 h 45. après-midi de France-Culture.  
17 h. Musique : Instantané (l'actualité discographique et la naissance du « compact-disc »).  
18 h 30. Feuilleton : Dracula.  
19 h 25. Jazz à l'antenne.  
19 h 30. Présence des arts : travaux sur papier, à Villeparisis : cent dessins de Pierre Loti au de Marine.  
h. Vous y croyez, au père Noël de L. Matabon.  
h. L'autre scène de vivants et les diens : une nouvelle édition des Pensées de Pascal, par P. Nemo.  
22 h 30. magnétiques.

# Mardi 28 décembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 10 Vision plus.  
11 h 50 Contes pour Noël.  
12 h 10 Météorologie.  
12 h 30 Juge box.  
12 h 30 Atout cœur.  
13 h Journal.  
13 h 35 La Petite Maison dans la prairie.  
14 h 30 Destination Noël.  
16 h 10 après-midi de TF 1 : Féminin présent.  
18 h 25 Le village dans les nuages.  
18 h 50 Histoire d'en rire.  
19 h 5 A la une.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 S'il vous plaît.  
20 h Journal.  
20 h 35 D'accord pas d'accord. Bilan de l'N.C.  
20 h 35 Opéra : la Traviata, Metropolitan Opera de New-York. Opéra Verdi, livret d'O. Fava.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 05 Journal.  
12 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Cette semaine sur A 2.  
13 h 40 Les Aventures de Belle Époque.  
14 h Aujourd'hui la vie.  
15 h Série : la Planète des singes.  
16 h 35 A 2.  
18 h C'est l'été.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 10 D'accord pas d'accord.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.  
20 h 35 Émission : Ce fut un bel été. Réal. J. Chapot. K. Janda.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

15 h Pour les jeunes.  
18 h 55 Tribune libre.  
19 h 10 Journal.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 55 Journal animé.  
20 h Les petits papiers de Noël.  
20 h 35 Cinéma : l'inspecteur Maigret de Claude Zidi.  
22 h 15 Journal.  
22 h 30 Musi-Club : Bagatelle Opéra-comique en 1 acte de J. Offenbach avec J. Sand, M. Malory.

## FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales : (voir lundi).  
8 h. Les chemins de la connaissance : (voir lundi).  
9 h. 5. Agora.  
9 h 7. La matinée des autres : Paroles de marionnettes.  
10 h 45. Extranger mon ami : Luigi Pirandello.  
11 h 2. Musique : Le clavecin, par A. Féron (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).  
12 h 5. Agora.  
12 h 15. Panorama.  
14 h. Sons à Combloux.  
14 h 5. Un livre, les voix : Romans - L. Pauwels.  
14 h 15. après-midi France-Culture.  
18 h 30. Feuilleton : Dracula.  
19 h 25. Jazz à l'antenne.  
19 h 30. Sciences : La théorie des catastrophes, une philosophie scientifique (morphogénèse et stabilité structures).  
h. Dialogues : Evolution et sélection, J. Ruffie et Y. Coppens.  
h. 30. magnétiques.

## FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques : matin : Soler, Dvorak, Haydn, Schubert...  
8 h 7. Le Boulognais 8-9.  
9 h 5. L'opéra : Offenbach.  
10 h. La musique populaire d'aujourd'hui.

## FRANCE-MUSIQUE

14 h 45. après-midi de France-Culture.  
17 h. Musique : Instantané (œuvres de Messiaen, Schumann, Coffi : J.-C. Chevaley, piano).  
18 h 4. Microcosmos : Le coin des enfants : Un quart d'heure avec la maîtrise de Radio-France : 14 h 30. La musique en son public : 15 h 40. Zappa et Compagnie. A vos 16 h. Le Jeu : En marge : Haute infidélité.  
17 h. Répères contemporains.  
17 h 30. Les intégrales.  
18 h 30. Studio-Concert : de Haydn, Beethoven, Field, Chopin par O'Connor, piano.  
h. Jazz : Où jouent-ils ?  
20 h. Les chants de la terre.  
20 h 30. Concert (en direct du Grand Théâtre de Genève) : La Périochole : opéra bouffe de Offenbach : par l'orchestre de la Suisse Romande et chœurs du Grand Théâtre. Dir. : Soustrot : Chef chœurs. P.A. Gaillard : Sol. M. Ewing. P. Martinelli. G. Baccinelli.  
h. La nuit sur France-Musique : le archives.

# Mercredi 29 décembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 10 Vision plus.  
11 h 50 Contes pour Noël.  
12 h 10 Météorologie.  
12 h 30 Juge box.  
12 h 30 Atout cœur.  
13 h Journal.  
13 h 35 La Petite Maison dans la prairie.  
14 h 30 Destination Noël.  
16 h 10 après-midi de TF 1 : Documentaire : descente du Gange.  
17 h 10 Cinéma : Taxi, roulotte et corride. Hunsbelle.  
18 h 25 Le village dans les nuages.  
18 h 50 Histoire d'en rire.  
19 h 5 A la une.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 S'il vous plaît.  
20 h Journal.  
20 h 35 Le grand studio : Spécial Charles Trenet. de M. Legend et J. Bardin. Réal. G. Seligman.  
20 h 35 Première partie : consacré à la vie, à l'œuvre de « Jou chann » : F. Cabrel, Nicolette, J.-P. Farre, Tachan, interprètes de Ch. Trenet.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 05 Journal.  
12 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Cette semaine sur A 2.  
13 h 40 Les Aventures de Belle Époque.  
14 h Aujourd'hui la vie.  
15 h Série : la Planète des singes.  
16 h 35 A 2.  
18 h C'est l'été.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 10 D'accord pas d'accord.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.  
20 h 35 Émission : Ce fut un bel été. Réal. J. Chapot. K. Janda.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

15 h Pour les jeunes.  
18 h 55 Tribune libre.  
19 h 10 Journal.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 55 Journal animé.  
20 h Les petits papiers de Noël.  
20 h 35 Cinéma : l'inspecteur Maigret de Claude Zidi.  
22 h 15 Journal.  
22 h 30 Musi-Club : Bagatelle Opéra-comique en 1 acte de J. Offenbach avec J. Sand, M. Malory.

## FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales : (voir lundi).  
8 h. Les chemins de la connaissance : (voir lundi).  
9 h. 5. Agora.  
9 h 7. La matinée des autres : Paroles de marionnettes.  
10 h 45. Extranger mon ami : Luigi Pirandello.  
11 h 2. Musique : Le clavecin, par A. Féron (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).  
12 h 5. Agora.  
12 h 15. Panorama.  
14 h. Sons à Combloux.  
14 h 5. Un livre, les voix : Romans - L. Pauwels.  
14 h 15. après-midi France-Culture.  
18 h 30. Feuilleton : Dracula.  
19 h 25. Jazz à l'antenne.  
19 h 30. Sciences : La théorie des catastrophes, une philosophie scientifique (morphogénèse et stabilité structures).  
h. Dialogues : Evolution et sélection, J. Ruffie et Y. Coppens.  
h. 30. magnétiques.

## FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques : matin : Soler, Dvorak, Haydn, Schubert...  
8 h 7. Le Boulognais 8-9.  
9 h 5. L'opéra : Offenbach.  
10 h. La musique populaire d'aujourd'hui.

## FRANCE-MUSIQUE

14 h 45. après-midi de France-Culture.  
17 h. Musique : Instantané (œuvres de Messiaen, Schumann, Coffi : J.-C. Chevaley, piano).  
18 h 4. Microcosmos : Le coin des enfants : Un quart d'heure avec la maîtrise de Radio-France : 14 h 30. La musique en son public : 15 h 40. Zappa et Compagnie. A vos 16 h. Le Jeu : En marge : Haute infidélité.  
17 h. Répères contemporains.  
17 h 30. Les intégrales.  
18 h 30. Studio-Concert : de Haydn, Beethoven, Field, Chopin par O'Connor, piano.  
h. Jazz : Où jouent-ils ?  
20 h. Les chants de la terre.  
20 h 30. Concert (en direct du Grand Théâtre de Genève) : La Périochole : opéra bouffe de Offenbach : par l'orchestre de la Suisse Romande et chœurs du Grand Théâtre. Dir. : Soustrot : Chef chœurs. P.A. Gaillard : Sol. M. Ewing. P. Martinelli. G. Baccinelli.  
h. La nuit sur France-Musique : le archives.

# Jeudi 30 décembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 10 Vision plus.  
11 h 50 Contes pour Noël.  
12 h 10 Météorologie.  
12 h 30 Juge box.  
12 h 30 Atout cœur.  
13 h Journal.  
13 h 35 La Petite Maison dans la prairie.  
14 h 30 Destination Noël.  
16 h 10 après-midi de TF 1 : Documentaire : objectif, pôle Nord.  
17 h 10 Cinéma : Ni vu, ni connu, d'Yves Robert.  
18 h 25 Le village dans les nuages.  
18 h 50 Histoire d'en rire.  
19 h 5 A la une.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 S'il vous plaît.  
20 h Journal.  
20 h 35 Téléfilm : Ce fut un bel été. Réal. J. Chapot. K. Janda.  
22 h 5 Téléfilm : l'Avantgarde (voir article p. 15).  
22 h 5 Téléfilm : Sophie Loren. Deuxième partie : (voir article p. 15).

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 05 Journal.  
12 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Cette semaine sur A 2.  
13 h 40 Les Aventures de Belle Époque.  
14 h Aujourd'hui la vie.  
15 h Série : la Planète des singes.  
16 h 35 A 2.  
18 h C'est l'été.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 10 D'accord pas d'accord.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.  
20 h 35 Émission : Ce fut un bel été. Réal. J. Chapot. K. Janda.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

15 h Pour les jeunes.  
18 h 55 Tribune libre.  
19 h 10 Journal.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 55 Journal animé.  
20 h Les petits papiers de Noël.  
20 h 35 Cinéma : l'inspecteur Maigret de Claude Zidi.  
22 h 15 Journal.  
22 h 30 Musi-Club : Bagatelle Opéra-comique en 1 acte de J. Offenbach avec J. Sand, M. Malory.

## FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales : (voir lundi).  
8 h. Les chemins de la connaissance : (voir lundi).  
9 h. 5. Agora.  
9 h 7. La matinée des autres : Paroles de marionnettes.  
10 h 45. Extranger mon ami : Luigi Pirandello.  
11 h 2. Musique : Le clavecin, par A. Féron (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).  
12 h 5. Agora.  
12 h 15. Panorama.  
14 h. Sons à Combloux.  
14 h 5. Un livre, les voix : Romans - L. Pauwels.  
14 h 15. après-midi France-Culture.  
18 h 30. Feuilleton : Dracula.  
19 h 25. Jazz à l'antenne.  
19 h 30. Sciences : La théorie des catastrophes, une philosophie scientifique (morphogénèse et stabilité structures).  
h. Dialogues : Evolution et sélection, J. Ruffie et Y. Coppens.  
h. 30. magnétiques.

## FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques : matin : Soler, Dvorak, Haydn, Schubert...  
8 h 7. Le Boulognais 8-9.  
9 h 5. L'opéra : Offenbach.  
10 h. La musique populaire d'aujourd'hui.

## FRANCE-MUSIQUE

14 h 45. après-midi de France-Culture.  
17 h. Musique : Instantané (œuvres de Messiaen, Schumann, Coffi : J.-C. Chevaley, piano).  
18 h 4. Microcosmos : Le coin des enfants : Un quart d'heure avec la maîtrise de Radio-France : 14 h 30. La musique en son public : 15 h 40. Zappa et Compagnie. A vos 16 h. Le Jeu : En marge : Haute infidélité.  
17 h. Répères contemporains.  
17 h 30. Les intégrales.  
18 h 30. Studio-Concert : de Haydn, Beethoven, Field, Chopin par O'Connor, piano.  
h. Jazz : Où jouent-ils ?  
20 h. Les chants de la terre.  
20 h 30. Concert (en direct du Grand Théâtre de Genève) : La Périochole : opéra bouffe de Offenbach : par l'orchestre de la Suisse Romande et chœurs du Grand Théâtre. Dir. : Soustrot : Chef chœurs. P.A. Gaillard : Sol. M. Ewing. P. Martinelli. G. Baccinelli.  
h. La nuit sur France-Musique : le archives.







# MUSIQUE

## Les concerts

### 23 DÉCEMBRE

**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.** 20 h 30 : Les *Quatre saisons* de Vivaldi, dir. M. Minkowski (Bach, Vivaldi).

**SALLE PLEYEL.** 20 h 30 : R. Claydon.

### 24 DÉCEMBRE

**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.** 20 h 30 : voir le 23.

**ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE.** Voir d'art sacré.

**SALLE PLEYEL.** 20 h 30 : voir le 23.

### 25 DÉCEMBRE

**ÉGLISE SAINT-ROCH.** 22 h 30 : Chœur et orchestre, dir. J.-P. Lora.

**SALLE PLEYEL.** 20 h 30 : voir le 23.

### SAMEDI 26 DÉCEMBRE

**ÉGLISE SAINT-MERRE.** 16 h : Chœur religieux et profanes polonais pour deux guitares, deux chœurs et un récitant.

**ÉGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN.** 17 h 30 : J. Taddai (Daquin, Lint, Vienne).

**NOTRE-DAME.** 17 h 45 : P. B. (Bach, Dandrieux, Fachelbald).

**SALLE PLEYEL.** 16 h et 20 h 30 : voir le 23.

### DIMANCHE 27 DÉCEMBRE

**ÉGLISE SAINT-JEAN.** 17 h : G. Benquet (Bach, Franck, Albin).

**ÉGLISE SAINT-LOUIS-DES-ÉTOILES.** 17 h : F. L. (Bach, Dandrieux, Vienne).

**SAINTE-THOMAS-D'AQUIN.** 17 h : G. F. (Bach, Dandrieux, Fachelbald).

**SALLE PLEYEL.** 15 h et 18 h : voir le 23.

# CINEMA

## La Cinéma-thèque

### CHAILLOT (704-24-24)

**MERCREDI 22 DÉCEMBRE**  
15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « Femmes du monde », de W. Saint-Clair ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### 23 DÉCEMBRE

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Le martyre de l'obscure » ; 21 h : « Les petits méchants de Paris ».

### 24 DÉCEMBRE

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « Mantrap », de V. Fleming ; 19 h : « Les Muses de l'Élysée » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### 25 DÉCEMBRE

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « Hula », de V. Fleming ; 17 h : « Un homme à brûler », de P. et V. Tardieu ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « L'Alibi » ; 21 h : « La Maison du Malin ».

### DIMANCHE 26 DÉCEMBRE

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « The battle of Paris », de R. Flory ; 17 h : Hommage à S. Partridge : « Retour à la vie » ; 19 h : « Les chevaux de feu » ; 21 h : Hommage à P. Chénal : « Le Dernier tournant ».

### LUNDI 27 DÉCEMBRE

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « Tom Brown of Culver », de W. Wyler ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « La Folie aux châteaux » ; 21 h : Hommage à J. Huston : « La tige de la vie ».

### MARDI 28 DÉCEMBRE

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « Tom Brown of Culver », de W. Wyler ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « La Folie aux châteaux » ; 21 h : Hommage à J. Huston : « La tige de la vie ».

### MERCREDI 29 DÉCEMBRE

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### JEUDI 30 DÉCEMBRE

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### VENDREDI 31 DÉCEMBRE

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### SAMEDI 1er JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### DIMANCHE 2 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### LUNDI 3 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### MARDI 4 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### MERCREDI 5 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### JEUDI 6 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### VENDREDI 7 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### SAMEDI 8 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### DIMANCHE 9 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### LUNDI 10 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### MARDI 11 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### MERCREDI 12 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### JEUDI 13 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### VENDREDI 14 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### SAMEDI 15 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

### DIMANCHE 16 JANVIER

15 h : Carte blanche à W.K. Everson : « A Kiss in Cinderella », de H. Bronson ; 19 h : Hommage à P. Chénal : « Crime et Chénal » ; 21 h : « Les Muses de l'Élysée ».

# VOTRE TABLE CE SOIR

## DINERS

RIVE DROITE	
<b>CAVEAU FRANÇOIS-VILLON</b> 64, rue de l'Arbre-Sec, 1 <sup>er</sup> . 236-10-92	Caves, X <sup>ve</sup> , Déj. Soup. J. 11 h. Soirée animée. Vins de France. Esc. Frais à l'orange. F/dim. Lundi.
<b>L'OPERA DE LA MER</b> 261-43-93, 6, rue Gomboust, 1 <sup>er</sup> .	Rest. de POISSONS. Formules : « Rapide » à 85 F. « Complète » à 130 F vin et serv. compris. Salons de réception 10 à 40 pers. RÉVEILLON 350 F serv. comp., vins en sus. Cœuille et ambiance jusqu'à l'aube.
<b>YISHNOU</b> F/dim. 297-56-54, Angle rue Volney et rue Daumesnil, 2 <sup>e</sup> .	GASTRONOMIE INDIENNE. La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGREE par l'AMBASSADE et le BUREAU DE TOURISME INDIEN. P.M.R. : 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage.
<b>LA LIEUTENANCE</b> 354-91-36, 24, rue Chancossière, 4 <sup>e</sup> .	Dans le cadre le mieux tenu de Paris. Maison du XIV <sup>e</sup> siècle. Cuisine française de grande tradition. « Une délicieuse venue d'un autre temps » (Ph. Couderc).
<b>CHEZ DIEP</b> 256-23-96, 22, rue de Ponthieu, 8 <sup>e</sup> .	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamite. P.M.R. : 90 F.
<b>AU PETIT RICHELIEU</b> 770-86-50/68-68, 12, rue de la Poëtière, 9 <sup>e</sup> .	Diners, de 19 h à 0 h 15. Bistrot 1880. Cuisine bourgeoise. Env. 120 F. Vins du Val de Loire. BANC D'HUITRES. Salons privés jusqu'à 45 pers. DESSERT MAISON.
<b>AUB. DE RIQUETWITZ</b> 770-62-39, 12, rue du Fg-Montmartr. 9 <sup>e</sup> . Tél. 1.19.	De 12 h à 2 h de matin. Ambiance musicale. Spécialités asiatiques. Vins d'Alsace. Son BANC D'HUITRES et sa CARTE DES DESSERTS.
<b>TY COZ</b> F/dim. et lundi. 35, r. Saint-Georges, 6 <sup>e</sup> . 878-42-95	Déj. et Diners jusqu'à 23 h de un cadre breton av. Fruits de Mer, Crustacés, Poissons. A 30 m du théâtre. ST-SYLVESTRE : Diners prolongés. Rés. : 878-42-95 et 34-61.
<b>LE LOUIS XIV</b> 208-56-56/200-19-90, 8, bd St-Denis, 10 <sup>e</sup> . F/ven., mardi.	Déjeuners, NOËL et ST-SYLVESTRE. Diners soupers prolongés. Huîtres, Fruits de mer, Crustacés, Rôtisserie, Gibiers, Salons, Parking.
<b>EL PICADOR</b> F/lundi-mardi. 80, bd des Batignolles, 17 <sup>e</sup> . 387-28-87	Déjeuner, dîners jusqu'à 22 heures. Spécialités espagnoles. Salons. RÉVEILLONS : Diners dansants. NOËL 165 F ou 230 F.S.C. ST-SYLVESTRE 230 F.S.C.
<b>LE RELAIS DE NEUILLY</b> 572-37-37, 12, rue du Fg-Montmartr. 9 <sup>e</sup> . Tél. 1.19.	BRUNCH, DÉJEUNERS et DINERS D'AFFAIRES. Ambiance musicale. SALON RÉCEPTION. Réservations : 572-37-37.
<b>LE GRAND VENEUR</b> 574-61-58, 6, r. P.-Demours, 17 <sup>e</sup> . F/sam. midi-dim.	Cadre rénové. Nouvelle carte. Spécialités. Cressonnet, Sole grand veneur, Râble de libellule, Noisette de biche, Soufflé framboise. Env. 160 F. Salons, Parking.
<b>CHEZ GEORGES</b> 574-31-00, Porte Maillot, 273, bd Pereire. F/sam.	Maison cinquantenaire. L'on vous reçoit jusqu'à 23 h. Ses plats cuis. à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côtes et ses vins de propriétaires.
<b>L'ORÉE DU BOIS</b> 747-92-50, 17, rue de la Boissière, 17 <sup>e</sup> . Tél. 1.19.	Déj. d'hiv. menu 150 F vin compris. Dîner-spectacle dansant, jeu, vin, sans, menu 190 F. Orch. anim. avec Carlo Nelli. RÉVEILLONS : Attr. cœuille, orchestre.

RIVE GAUCHE	
<b>LA FERME DU PÉRIGORD</b> 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5 <sup>e</sup> .	DÉJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Commandes prises jusqu'à minuit. Tél. : 331-69-30. - GUYVERT TOUS LES JOURS - Parking gratuit.
<b>LE MAHARAJAH</b> 325-12-84, 15, rue Chaplain, 6 <sup>e</sup> .	Jusqu'à 23 h 30. Carrefour Montparnasse/Raspail, venez déguster les spécialités de TANDOOR. Egalement 72, bd St-Germain. 354-26-01. F/lundi.
<b>LA BOURGOGNE</b> 705-96-78, 6, avenue Boquet, 7 <sup>e</sup> .	Cuisine traditionnelle. Spécialités régionales. Foie gras chaud aux raisins et ses vins. F. samedi midi et dimanche. Ouvert le samedi soir.
<b>CL. FRANÇOISE</b> 551-47-30/705-49-03, Aérogare des Invalides, 7 <sup>e</sup> .	Dans une oasis de verdure. Menu à 85 F et carte. Bordeaux en carafe. NOËL et ST-SYLVESTRE. Diners prolongés. Musique d'Ambiance.

## DINERS-SPECTACLES

<b>CHEZ VINCENT</b> 607-21-27, 4, rue Saint-Laurent, 10 <sup>e</sup> . F/dim.	cadre typique hacienda. NOËL : Dîner spectacle à 295 F. ST-SYLVESTRE : spectacle à 295 F avec Nino de MURCIA, danses, cœuille, champagne.
---	---

## HORS PARIS

<b>SEBILION</b> 624-71-31/71-32, 20, av. Ch.-de-Gaulle, Neuilly-s.-S.	Porte-Maillot. Jusqu'à 22 h. Le spécialiste du gigot aux haricots, mais aussi son bœuf d'huitres et ses poissons. Tous les jours.
---	---

## SOUPERS APRES MINUIT

<b>CHAMPAGNE</b> 100, pl. Clichy 674-11-11, Grande Brasserie de la Mer	Huîtres - Coquillages toute l'année
<b>LE LOUIS XIV</b> 208-56-56, 8, bd St-Denis, 10 <sup>e</sup> . F/ven., mardi.	Rôtis. Gibiers. Park privé aménagé pour recevoir.
<b>WEPLER</b> 14, place Clichy, 10 <sup>e</sup> . 522-53-24, Fois gras frais - 11 h.	
<b>LE MODULE</b> 354-99-64, Fruits de mer et grillades de 12 h à 3 h de matin sans inter.	Env. 110 F. Vins.
<b>LA CLOSERIE DES LILAS</b> 171, boulevard de Montparnasse, 14 <sup>e</sup> . 138-70-01/138-71-40, Au garage - Yvan MEYER.	NOËL/ST-SYLVESTRE dîners prolongés

CARRE  
SILVIA MONFORT  
CYCLE CROMMELYNCK  
**HENRI TISOT**  
joue  
**LE COCU**  
MAGNIFIQUE  
avec Corinne LE POULAIN  
Location

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

**E.T. Extrême Tendresse** le point

**La paix des étoiles** les nouvelles

**E.T. Peace and Love** L'EXPRESSION

**LE PÈRE NOËL EST DANS LA REMISE** L'INDEPENDANT

**E.T. ON T'AIME** MATCH

**E.T. MISSA EST!** L'UNITÉ

**ALLONS, Mozart n'est pas mort** obscurité

**C'EST PARTI MON ITI** L'ART

**T'as de beaux yeux, tu sais.** Midi Libre

**Il est moche, mais on l'aime** LE PROVENÇAL

**RENCONTRE DU PREMIER AGE** valeurs

**ET L'HOMME DE L'ANNÉE** Libération

**Soudain l'E.T. dernier** ELLE

**Un monstre qui fait les cieux doux.** Le Canard enchaîné

**Il est né le divin E.T.** Le Monde

**E.T. L'EXTRA-TERRESTRE**  
UN FILM DE STEVEN SPIELBERG

DÉE WALLACE - PETER COOTY - HENRY THOMAS dans le rôle d'ELLIOTT - MUSIQUE DE JOHN WILLIAMS - L'ART DE L'IMAGINATION DE HATHISON - PRODUIT PAR STEVEN SPIELBERG & KATHLEEN KENNEDY - RÉALISÉ PAR STEVEN SPIELBERG - UN FILM UNIVERSAL DISTRIBUÉ PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION - DOLBY DIGITAL - SÉRIE MONDIALE D'ORIGINE DES DISQUES ET CASSETTES MCA - THÉÂTRE ARABELLA











LA MISE EN PLACE DES CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES

Une pièce maîtresse de la décentralisation

Les institutions françaises vont s'enrichir dans les prochains jours d'un nouvel élément important. En effet, les vingt-quatre chambres régionales des comptes créées par la loi du 10 juillet 1982 dans le cadre de la réforme de décentralisation prendront officiellement le 1<sup>er</sup> janvier 1983.

Sortes de « filiales » décentralisées de la vénérable institution de la rue Cambon créée en 1807 par Napoléon, ces chambres régionales des comptes collectives et de juges, contrôlent et jugent les comptes collectifs des communes, départements, régions, — les établissements publics qui en dépendent, sociétés d'économie mixte ainsi que les associations subventionnées par les budgets locaux.

Elles constituent, dans l'idée du gouvernement, l'illustration que, si les collectivités locales disposent désormais de plus de pouvoirs, elles doivent, corrélativement, être contrôlées par un organe exerçant des magistrats intransigeants et tout soupçon, placés sur terrain non loin, maires, présidents, conseils généraux régionaux et, évidemment, les comptables, dépositaires de la confiance publique.

Vingt-quatre présidents des chambres régionales (vingt-deux pour la métropole, un pour la Réunion, Mayotte, un pour les Antilles et la Guyane) ont été désignés au 22 décembre. Douze magistrats (conseillers-maîtres ou conseillers référendaires) ont été nommés à la Cour des comptes, et, évidemment, les futurs présidents, on ne peut que s'imaginer, soit des fonctionnaires, soit des magistrats.

Les dépenses obligatoires ou pour dresser un budget en déséquilibre. Ce n'est qu'en 1983 qu'elles pourront accomplir leur seconde mission : juger a posteriori les comptes des collectivités locales.

Où s'engageront les juges ? Où installeront les chambres ? Une mission de l'Etat : les fonctionnaires vont parcourir la France pour recenser les disponibilités.

Des crédits budgétaires sont inscrits pour la passation des baux. La loi dispose que le gouvernement, par décret (1) — le siège des chambres après que chaque région a donné son avis. Rien s'oppose à ce que la chambre soit installée dans une commune que le chef-lieu de région. Ainsi, à Corsica, le siège sera à Ajaccio ; le Nord-Pas-de-Calais, Arras ; la Lorraine, Metz ; la Vallée de la Saône, Lyon ; la région de la Loire, Nantes ; la région de la Bretagne, Rennes ; la région de la Normandie, Caen ; la région de la Picardie, Amiens ; la région de la Haute-Normandie, Evreux ; la région de la Bourgogne, Dijon ; la région de la Franche-Comté, Besançon ; la région de la Rhône-Alpes, Lyon ; la région de la Provence-Côte d'Azur, Marseille ; la région de la Corse, Ajaccio ; la région de la Réunion, Saint-Denis ; la région de Mayotte, Mambozy ; la région des Antilles, Fort-de-France ; la région de la Guyane, Cayenne.

Un rôle de conseil

On estime au ministère de l'économie que cinquante-cinq à soixante-cinq candidats se présenteront à la commission de sélection.

Dans quatre ans, lorsque les chambres fonctionneront à plein régime, deux mille personnes environ travailleront, dont quatre cents magistrats. Dix ou quinze places dans chaque année offertes à la sortie de l'ENA.

Dans un premier temps — une année de rodage — les chambres régionales ne pourront matériellement, qu'un aspect de leur mission : la contrôle financier des collectivités locales. Elles auront donc un rôle de conseil auprès des élus et des commissaires de la République lorsqu'un appareil, par exemple, pour l'inscription

des dépenses obligatoires ou pour dresser un budget en déséquilibre. Ce n'est qu'en 1983 qu'elles pourront accomplir leur seconde mission : juger a posteriori les comptes des collectivités locales.

Où s'engageront les juges ? Où installeront les chambres ? Une mission de l'Etat : les fonctionnaires vont parcourir la France pour recenser les disponibilités.

Des crédits budgétaires sont inscrits pour la passation des baux. La loi dispose que le gouvernement, par décret (1) — le siège des chambres après que chaque région a donné son avis. Rien s'oppose à ce que la chambre soit installée dans une commune que le chef-lieu de région. Ainsi, à Corsica, le siège sera à Ajaccio ; le Nord-Pas-de-Calais, Arras ; la Lorraine, Metz ; la Vallée de la Saône, Lyon ; la région de la Loire, Nantes ; la région de la Bretagne, Rennes ; la région de la Normandie, Caen ; la région de la Picardie, Amiens ; la région de la Haute-Normandie, Evreux ; la région de la Bourgogne, Dijon ; la région de la Franche-Comté, Besançon ; la région de la Rhône-Alpes, Lyon ; la région de la Provence-Côte d'Azur, Marseille ; la région de la Corse, Ajaccio ; la région de la Réunion, Saint-Denis ; la région de Mayotte, Mambozy ; la région des Antilles, Fort-de-France ; la région de la Guyane, Cayenne.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Plusieurs « politiques nationales » sont transférées aux régions

M. Michel Rocard a rendu compte, le 21 décembre, d'une conférence presse, travaux du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), réuni la veille sous la présidence de M. Pierre Mauroy. Comme à l'accoutumée, un nombre très important de dossiers étaient à l'ordre du jour, qui a conféré un aspect quelque peu fourre-tout à la présentation des principales dispositions prises par le gouvernement.

Les ministres ont d'abord pris des engagements pour continuer la décentralisation administrative, sujet qui provoque de très nombreuses réserves chez les hauts fonctionnaires installés à Paris et parmi les responsables syndicaux de la fonction publique. Certains ministères, toutefois, jouent franchement le jeu de la décentralisation. M. Rocard a attribué des bons points, particulièrement à la Défense, à la Recherche, à l'Industrie (avec C.N.R.S., notamment).

En outre, les missions interministérielles d'aménagement touristique, qui dépendaient de la DATAR, ont été transférées aux régions ; l'opération a été lancée en janvier pour la Corse et la mission Languedoc-Roussillon. Autres « politiques nationales » qui seront décentralisées et qui bénéficieront d'importants financements : la mise en état des Friches Industrielles (dans le Nord-Pas-de-Calais, notamment) et l'aménagement des quartiers d'habitat social (à partir du rapport Dubedout).

Plusieurs régions, enfin, ont eu au cours de ce comité interministériel, les faveurs du gouvernement :

Le Limousin : lancement du pôle national de recherche et de technologie en céramique ; Limoges : programme spécifique pour la Croux ;

Picardie : effort pour la formation professionnelle, les constructions scolaires, les hôpitaux ;

Nord-Pas-de-Calais : travaux maritimes à Calais, schéma des transports ferroviaires ;

Corse : modernisation de l'élevage ; de la filière bois, développement du littoral, service aux P.M.I., tourisme ;

Alsace : c'est une région qui a été la plus favorisée par les décisions gouvernementales, notamment au chapitre de la recherche et de la technologie (pôle de photovoltaïque, c'est-à-dire l'utilisation de l'énergie solaire à Strasbourg, renouvellement des matériels du musée de calcul de Strasbourg-Cronbourg, ainsi que du pôle de biotechnologie, création d'une banque de données génétiques). Pour l'industrie, il est prévu un effort particulier en mécanique automatisée (« productive ») dans le Haut-Rhin, tandis que la vocation internationale de Strasbourg est confortée. — F. G.

TRANSPORTS

Les armateurs dénoncent la « volonté destructive » des dockers qui ont fait grève le 20 décembre

Les responsables du Comité central des armateurs de France (C.C.A.F.) ont dénoncé le 20 décembre la grève des dockers lancée par la fédération C.G.T. les ports et docks (Le Monde des 19-20 décembre). « Nous sommes étonnés par la volonté destructive de certaines professions qui, dans les ports français, et sous le couvert de revendications catégorielles reconnues par tous, exercent des pressions excessives, en train de porter, à coup de grèves répétitives, une grave atteinte à l'économie de notre pays et de rendre plus difficile la tâche des armateurs. Il importe que l'opinion ait conscience, et notre profession sera toujours le premier rang pour dénoncer, que qui compromettent gravement l'avenir maritime », déclare M. Georges Thébaud, président du comité. Entouré de M. Pierre De Demandolx, délégué général du C.C.A.F., le président des armateurs a souligné les « effets dramatiques » qu'a sur la flotte de commerce mondiale la crise économique. Si 1981 avait pu donner lieu, ici ou là, à quelques résultats satisfaisants, l'année 1982 a revanche aura été franchement mauvaise.

Comme les flottes de notre pays industrialisés, la flotte française a connu un repli. Le tonnage en nombre de navires. Mais les armateurs reconnaissent que la possibilité qui leur est donnée d'acquiescer des navires sur le marché d'occasion leur procure une certaine souplesse. Sur vingt-sept bateaux entrés dans la flotte 1982, quatorze sont des navires d'occasion. Il reste toutefois que treize navires actuellement désarmés, ce qui représente une capacité de transport de 100 000 tonnes inutilisées.

Répondant à la question : « Après dix-huit mois pouvez-vous dire que M. Le Penec est un bon ministre ? », les responsables du C.C.A.F. ont déclaré :

« Le ministre de la mer et son équipe ont eu la qualité d'aborder les problèmes de façon pragmatique, en coopération avec les parties concernées, et notamment les armateurs. La profession dans son ensemble a très bien accueilli la création d'un ministère de la mer. Mais, bien sûr, dans la conjoncture actuelle, nul ne s'attendait que le ministre fût des miracles... »

LES PRÉSIDENTS DES COMITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

LANGUEDOC-ROUSSILLON : M. Philippe Lamour. — Le C.E.S. du Languedoc-Roussillon a élu M. Lamour à la présidence par 49 voix contre 17 à M. André Luppi (C.G.T.) : un bulletin blanc.

POITOU-CHARENTES : M. Michel Maury-Larivière. — Le C.E.S. de Poitou-Charentes a élu à son deuxième tour M. Rouleau qui succède à M. Michel Maury-Larivière, lequel a fait plus partie du comité. Conseiller général radical du département (Deux-Sèvres), M. Rouleau exploitait agricole président de l'Union nationale des coopératives d'élevage et d'insemination artificielle. Il a obtenu 32 voix contre 22 à M. Roger Duche, président du groupement régional de la coopération et à M. Bernard Bouchet, présenté par la C.G.T.

Le bureau de l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF) a élu, le 11 décembre, au cimetière de Bagneux-Parisien. On se réunira à la porte principale du cimetière.

**Pierre GAFFRE**, journaliste, ancien secrétaire général de l'AJEF, et s'associe au deuil de sa famille.

L'inhumation aura lieu vendredi 23 décembre, à 9 heures, cimetière du Père-Lachaise, entrée principale, boulevard de Ménilmontant.

[Né à Paris en 1901, Pierre Gaffre a commencé sa carrière en 1927 comme rédacteur au « Petit Nord » ; il fut ensuite chef des informations régionales de « l'Éclair de Nice » (devenu « Nice-Matin »), correspondant à Nice du « Petit Marseillais » et d'UPL, fondateur et rédacteur en chef de « France d'Azur ». Arrivé à Paris en 1936, il est secrétaire général de S.V.P., puis rédacteur en chef de Radio-Cité, chef du service étranger à l'agence Havas, avant de devenir rédacteur en chef de l'A.F.P. Après la guerre, il a fondé l'Agence des auteurs associés, dont il était directeur général, et occupé successivement les postes de rédacteur en chef de « l'Ouest républicain », « l'Affaire navale », « l'Exportateur français » et aux informations industrielles et commerciales.]

M<sup>me</sup> Marie Gonda, son épouse, M<sup>me</sup> Joseph Gonda et leur fils, M. et M<sup>me</sup> Clarence Kragh et leurs filles.

**Eugène GONDA**, survenu à Chateaufort, le 12 décembre 1982, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont lieu le 13 décembre à Chateaufort.

[Né le 20 août 1908 à (Hongrie), Eugène Gonda avait été correspondant de presse en France puis en Italie, avant d'être directeur de l'Université de l'Albanie en 1947. Installé aux États-Unis, il a travaillé à la bibliothèque du Congrès puis à la bibliothèque de l'Université de Pennsylvanie et du Maryland.

A sa retraite, en 1978, il était revenu à Paris. Son livre « La Conférence de Versailles, la bataille perdue de Clemenceau » avait été couronné d'un prix d'honneur par l'Académie française en 1982.]

M. et M<sup>me</sup> Laury Hanki, M. et M<sup>me</sup> Jean Notari, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Philip O'Reilly Schell, M. et M<sup>me</sup> Gamil Hanki et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> William Underwood, M<sup>me</sup> Lella Duncan.

Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean-Pierre HANKI, survenu le 21 décembre 1982 dans sa soixante-huitième année à Neuilly-Malmaison (Hauts-de-Seine).

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 23 décembre à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-de-la-Compassion, 18, rue du Plateau, à Neuilly-Malmaison ; on se réunira à l'église.

L'inhumation se fera au cimetière de Brunoy (Seine-et-Marne) dans le cimetière de la famille, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de participation. 17, allée d'Isly, 111 Le Vésinet.

Le grand rabbin Kaplan, grand rabbin du Centre, membre de l'Institut.

Le docteur et M<sup>me</sup> Lazare Kaplan et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Francis Kaplan, M. Benjamin Kaplan.

Le docteur et M<sup>me</sup> Michel Kaplan et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Michel-Philippe (Mig) Kaplan et leurs enfants.

Leur dévouée Lella Timoteo et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Jacob KAPLAN, née Fanny Dickster, chevalier de la Légion d'honneur, présidente de Judaïsme et Tradition, fondatrice des centres Fanny Kaplan, présidente de l'Union des aveugles israélites de France, de Wizo-France et de Charité et de l'Union.

L'inhumation aura lieu le jeudi 23 décembre 1982, à 11 heures, au cimetière de Bagneux-Parisien. On se réunira à la porte principale du cimetière.

Les services religieux ont lieu dans l'intimité.

[Né à Paris en 1901, Fanny Kaplan, Docteur, a été son mari, le grand rabbin Jacob Kaplan, dans ses activités sociales. Elle était présidente d'honneur pour la France de Wiso (Organisation internationale des femmes juives) et présidente d'honneur des femmes juives de France. En outre, elle a été, en 1936, la présidente de l'Union des femmes juives de France pour accueillir des réfugiées originaires d'Afrique du Nord en exil en France.]

M<sup>me</sup> Charles LEAUTEY, ses enfants et petits-enfants, Et la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Charles LEAUTEY, ancien administrateur de la Ville de Paris,

leur époux, père, grand-père et parent, survenu, le 17 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingt ans à Paris-14.

Les obsèques ont lieu le 21 décembre à Paris.

— Paris, Venise, M<sup>me</sup> Roger Mayer, M. et M<sup>me</sup> Pierre Prudon et leur fils Michel, et M<sup>me</sup> Claude Mayer et leurs enfants.

M. Roger MAYER, directeur du Havre libre, survenu à Venise le 20 décembre 1982. Les obsèques auront lieu à Paris en l'église Saint-Jacques d'Autant le jeudi 23 décembre, à 11 h.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-François Olive, Anne-Sophie Olive, M. et M<sup>me</sup> Robert Olive et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Maurice Olive et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Gilbert Guérin-Petit, M. et M<sup>me</sup> Claude Garnier, Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Henri OLIVE, Marcelle Noir,

leur mère, grand-mère, sœur, belle-sœur, tante, parente et alliée, survenue à Paris le 16 décembre 1982.

Une pieuse pensée à tous ceux qui ont connu M. Henri OLIVE, administrateur en chef de la France d'outre-mer, chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 11 septembre 1961.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 23 décembre à 14 h 30, en l'église La Reale Perpignane.

Résidence 15 Avenue, 60, rue Camborne, 75011 Paris.

M<sup>me</sup> Arthur Rubinstein, sa veuve, M<sup>me</sup> Eva Rubinstein et ses enfants, M. Paul Rubinstein et son épouse, M<sup>me</sup> Alina Rubinstein, M. et M<sup>me</sup> John Arthur Rubinstein et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Arthur RUBINSTEIN, grand-officier de la Légion d'honneur, survenu à Genève le 20 décembre 1982. Les obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité.

New-York. (Le Monde du 21 décembre.)

— Bessay, M<sup>me</sup> Nancy Pilastre, M. et M<sup>me</sup> François Pilastre, M. et M<sup>me</sup> Christian Pilastre et leur fille, Olivier, Daniel et Isabelle Pilastre, M<sup>me</sup> Guy Merle d'Aubigné et ses enfants, M. Jacques Vincens et son fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Gustave PILASTRE, née Céline Vincens, survenu le 11 décembre 1982, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont lieu dans l'intimité, le 7 décembre, à 11 heures, à Bessay, 85320 Bessay.

— On nous prie d'annoncer le décès de M<sup>me</sup> du PONCEAU, de la Légion d'honneur, ex-directrice générale de l'ARFOG, survenue le 15 décembre 1982, à quatre-vingt-dixième année.

« La mort, c'est autre vie qui commence. »

**Remerciements** — M<sup>me</sup> François Dufréne, Nicolas Dufréne, Et toute la famille, très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées, expriment leurs sincères remerciements.

**Anniversaires** — M<sup>me</sup> Jeanne VISSEAU, née Jeanne VISSEAU, 1909, François BAZELAIRE, quittait ce monde. Ils vivaient dans le bonheur, ceux qui les aimaient. Reims, Talley.

**Condolences** — Le Comité français de l'Institut Wladimir exprime à la famille de Pierre GILBERT, ancien ambassadeur de France en Israël et vice-président de l'Exécutif de notre comité.

**LA SEMAINE DE LA BONTÉ** Reconnaissance d'utilité publique n° 3

Ce garçon de vingt et un ans aime les animaux et il est très doué pour s'en occuper ; on vient de lui trouver une formation professionnelle d'une durée de quatre mois, mais le stage n'est pas agréé par le Fonds national de l'emploi. Un travail au pair auprès d'animaux (chiens) ne lui donne pas la possibilité de le régler lui-même. On demande : 2 000 F.

★ Prière d'adresser les dons à la Semaine de la bonté, 175, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris C.E.P. Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Aucune quote n'est faite à domicile.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

A touch of Fred.

Royale de FRED maroquinerie, bagages, cadeaux : 6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 260.30.65. Galerie du Claridge, 74 Champs-Élysées. Métro : Mairie, Paris. Aéroport d'Orly. Hôtel Lucien, Monte-Carlo.



REPRODUCTION INTERDITE

	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	84,90
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	140,00	164,54
PROPOS		
CAPITAUX		

## ANNONCES CLASSEES

	La semaine	La semaine T.T.C.
ANNONCES ENCADREES		47,04
D'EMPLOI		14,10
DEMANDES D'EMPLOI		31,00
IMMOBILIER		31,00
AUTOMOBILES		31,00
AGENDA		31,00

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

**DANS LE CADRE DU CONTRAT DE SOLIDARITE L'INSTITUT NATIONAL recrute**

**UN INGÉNIEUR CHIMISTE**  
30 ans minimum, expérience industrielle (Laboratoire ou Pilote) en chimie fine.

**UN INGÉNIEUR CHIMISTE**  
Quelques années d'expérience pour laboratoire développement chimie fine.

**UN INGÉNIEUR CHIMISTE**  
ENSIA ou INSA  
10 ans d'expérience études ou réalisations sur le terrain, épuration industries urbaines.

**UN INGÉNIEUR PHYSICO-CHIMISTE**  
Pour recherche dans laboratoire, ayant connaissance en :  
- analyse radio-chimique.  
- physico-chimie sols.  
Programmation interprétation statistique.

**UN TECHNICIEN PLASTURGISTE**  
minimum - expérience thermoplastique.

Ecrire avec C.V., références et prétentions : **IRCHA**  
Service du Personnel - BP No 1 - 91710 VERT-LE-PETIT

**GOODYEAR**

LARGE AMERICAN COMPANY  
WITH FACILITIES THROUGHOUT EUROPE  
hiring

**PILOT**

FOR ITS EUROPEAN AIRSHIP OPERATION.

— have F.A.A. commercial pilot license with instrument rating  
— Airship training provided  
— French nationality preferred but other nationalities may apply  
— willing to relocate to Rome and travel extensively throughout Europe under an international working contract.

Send resume in English and recent photograph to :  
**GOODYEAR BLIMP EUROPA INC.**  
C/o Française GOODYEAR, 11 rue de la Châtaigneraie  
92000 RUEIL-MALMAISON CEDEX.

**IMPORTANT BANQUE AMERICAINE PARIS**

responsable de la  
gestion administrative  
du personnel et de la paye

La (ou les) candidat(e) retenu(e) aura :  
— expérience de 2 ans (minimum) la fonction proposée  
— connaissances approfondies du droit du travail, techniques de gestion du personnel  
— maîtrise de la langue anglaise (lue, écrite et orale).

La poste est à pourvoir rapidement.  
Rémunération en fonction de l'expérience.

CV, photo et prétentions à : 40757  
Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra  
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.  
Discrétion assurée.  
Réponse à : 40757.

**Responsable formation**

**Ciments Lafarge France**

20 usines, consacrant plus de 10 % de la masse salariale à la formation et fait de cette fonction un élément de sa politique de développement social.

Ce Groupe recherche un Cadre de haut niveau capable d'assurer la responsabilité du département formation : Relations Humaines, Economie et Gestion.

Le titulaire de la poste sera chargé de :  
— analyser les besoins - élaborer les actions - piloter et contrôler des réalisations - animer des équipes - préparer et suivre le budget.

Poste motivant pour candidat formation supérieure ayant 5 ans d'expérience. La préférence sera donnée à un "homme de communication" ayant une première expérience concrète de la formation en milieu industriel et disposant de potentialités pouvant favoriser une évolution vers des responsabilités plus larges dans la fonction.

Lieu de travail : Saint-Cloud.  
Ecrire sous réf. PA 313 AM

**Premier poste de Direction**

**UN GROUPE FRANÇAIS IMPORTANT**, performant et leader sur son marché en constant développement (production services) recherche le titulaire d'une des filiales.

Il s'agit de diriger une unité de 80 personnes dans un secteur pratiquant une politique de décentralisation et de délégation de responsabilités.

Ce poste conviendrait à un jeune candidat, formation supérieure (école de commerce ou d'ingénieur) ayant environ 5 ans d'expérience professionnelle impliquant négociations commerciales, animation du personnel et gestion. La réussite dans ce poste ouvrirait de larges perspectives d'évolution dans le groupe.

Poste à Chartres.

Rémunération : 170.000 F/an

Ecrire sous réf. TE 315 AM.

**Du sourire et une porte facile à ouvrir pour passer avec nous une excellente année 1983**

**SOURCE**

16 rue Jean-Jacques Rousseau  
75014 Paris  
Tél. : 233.18.69

**emplois internationaux**  
(et formations d'Outre Mer)

**Filliale pétrolière d'un important groupe industriel français**  
recherche des

**INGÉNIEURS**

pour installer et démarrer des procédures et logiciels d'engineering de maintenance dans des assemblées pétrochimiques.

**Postes à pourvoir en régime d'expatriation en rotation famille après formation spécifique en région parisienne.**  
Langue de travail : Anglais.

Envoyer curriculum vitae, photo et rémunération souhaitée référence : S 1004 a  
Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**REDACTEUR**  
EXPERIMENTE pour production automobile et risques divers exercés à la pratique du travail sur terminal d'ordinateur.  
Ecrire sous n° 3.802 L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75003 PARIS Cedex 02.

**REDACTEUR**  
au courant des facilités transports

**EMPLOYEE**  
au courant des facilités transports en branche transports  
Ecrire sous n° 3.806 L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75003 PARIS Cedex 02.

**Compagnie d'Assurances ST-LAZARE**  
en vue fonction de **CADRE**  
ELEMENT DE VALEUR et expérimenté en matière de production Autos et risques divers. Travail sur terminal d'ordinateur.  
Ecrire sous n° 3.804 L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75003 PARIS Cedex 02.

**AMBASSADE DU RWANDA A PARIS**  
cherche **CHAUFFEUR**  
Adresse : 13, bd de Courcelles, 75017 Paris  
Tél. : 227-36-31/227-38-26.

**CONSTRUCTEUR DE GROUPEMENTS ENERGETIQUES**  
de notoriété mondiale

**RESPONSABLE DE LA PUBLICITE ET DE L'EDITION**

Il s'agit de superviser et de coordonner la conception de la rédaction des brochures techniques d'une importante entreprise comprenant plusieurs Départements Produits.

Le titulaire de la poste, éditeur technique, sélectionnera les metteurs en page, photographes et imprimeurs extérieurs. Il définit et contrôle leurs travaux.

Il programme et conduit les campagnes publicitaires ; il contribue à la préparation des expositions, des conférences et séminaires.

Pour bien aborder cette fonction, il nous paraît souhaitable d'allier à des connaissances en ingénierie en production d'énergie, particulièrement en turbo-machines, quelques années en publications (connaissance des techniques d'impression).

La maîtrise de l'anglais, du français, ainsi qu'un intérêt marqué pour la communication sont indispensables.

Le sens de l'organisation et la capacité de coordination avec les auteurs spécialisés des départements techniques de la société seront déterminants.

Il est de faire parvenir votre C.V. détaillé sous réf. 55340 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**Société américaine CONSULTANTS AGRICOLES**

recherche le Guirier Conchy pour contrat long terme

**ECONOMISTE AGRICOLE**

Expérience d'anglais. Salaire proposé 25.000 F/mois, toutes dépenses comprises, et d'impôt + logement et

Envoyer C.V. et photo à : **AGRI-BUSINESS**  
2225 Nursery Road  
34.206 Clearwater, Florida 33518, U.S.A.  
et **SEDEMA**  
21, rue Lavoisier  
75116 PARIS  
Tél. : 72.11.11

**DOM-TOM**

**PATRON HAUT SALAIRE**

300 000 F

+ logement + voiture + intéressement.  
Pour diriger usine partie agricole et partie commerciale.

recherchons un Gestionnaire rigoureux, bon, attentif au profit.

Possibilité de contrat 3/5 réinsertion Métropole en fin de contrat.

Adresser lettre manuscrite, C.V., sous réf. Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01

**responsable du service technique**

Organisme : **Secteur**  
Activités : construction nouvelle (logement-accessoirs), acquisition-amélioration, aménagement, prestations de services.

— Ingénieur ou équivalent  
— Expérience H.L.M. exigée.

Adresser C.V. et prétentions à l'O.P.A.C. du PUY-DE-DOME, 9 P, bd Gambetta, 63402 CHAMALIERES

**FÉDÉRATION JEUNESSE**  
recherche pour son centre formation (Eure)

**ANIMATEUR DE FORMATION**

**BAPD - CAPASE ou DEFA**  
Expérience d'animation. Franque pédagogie. Salaire mensuel net : 6.400 F à 7.400 F selon expér.

Ecrire sous le n° T 037-474 M, **RÉGIE-PRESSE**, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Devenez **MONITEUR (TRICE)**. Cours par correspondance.  
Ecrire 7, 69007 LYON, 116 824-7 1-36. Ecole privée.

**SOCIÉTÉ LEADER ÉPURATION DES EAUX INDUSTRIELLES**

cherche pour développer ses activités France et étranger.

**INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**  
I.D.N., ENSAM, équivalent

• Direction des chantiers de forages.  
• Négociation épuration auprès pétroliers et foragers.  
• Base région parisienne.

Envoyer C.V. détaillé, photo, lettre manuscrite sous n° T 037-477 à **RÉGIE-PRESSE**, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**ETABLISSEMENT HOSPITALIER PRIVE**  
conventionné Grande Santé Sud PARIS 500 personnes

**CHEF DE PERSONNEL**

Bonne pratique payée et administration. Connaissance des Droits du Travail. Relations avec Délégués et Personnel tous niveaux.

Ecrire avec C.V. et photo No 55391 à **Publicité**, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.







DANS UNE LETTRE A M. AUROUX  
**M. Deuil réclame officiellement la reconnaissance du S.N.P.M.I.**

## LES DROITS DES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE

**INDISPENSABLE**

**Comme votre  
agenda personnel,  
LE GUIDE COURONNÉ  
PAR TOUTE LA PRESSE.  
10 000 adresses utiles  
dans 33 villes  
françaises.**

Veuillez m'envoyer ☐ exemplaires  
 à 36 F. soit ☐ F. ☐

par chèque joint :

Nom

Entreprise

Adresse

**LE  
GUIDE  
DES VILLES  
D'AFFAIRES**

**POUR LES DIRIGEANTS  
ET LES CADRES  
QUI SE DÉPLACENT**

**Renvoyer à EDINOVE**  
**735, av. de Wagram — 75017 Paris.**  
**CADEAUX D'AFFAIRES.**  
**Tél. : 227.79.79, Tarifs dégressifs.**

**EDINOVE**  
**01-42-42-42**



## C.E.E.

### LES PROPOSITIONS DE PRIX AGRICOLES POUR LA CAMPAGNE 1983-1984

#### La Commission européenne cherche à freiner les productions excédentaires

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne a approuvé mardi 21 décembre les propositions sur les prix agricoles à appliquer au cours de la campagne 1983-1984. La négociation agricole annuelle va donc pouvoir commencer.

Ces propositions ne s'écarteront guère du projet présenté par M. Dalsager, le commissaire compétent, qui n'avait pu être approuvé en raison d'un différend concernant les productions méditerranéennes (le Monde du 18 décembre). La hausse moyenne des prix en 1983 dans la communauté est estimée à 9 %. En France, compte tenu de la dévaluation partielle du franc décidée en octobre, le relèvement moyen serait de 7,2 %. Le gouvernement, s'il estime opportun, pourra faire davantage puisque le franc vert n'a pas encore été complètement aligné sur le nouveau taux pivot de la monnaie nationale : la marge substantielle est de l'ordre de 3 %.

#### De notre correspondant

Les propositions de la Commission se caractérisent par le souci de freiner les productions excédentaires. Les hausses de prix commencent à être limitées à 3,2 % pour le lait, à 3 % pour les céréales et 4 % pour la betterave et le sucre (l'ajustement de la France, il faut à chaque fois ajouter 2,9 %). Les producteurs de lait demeureront en outre assujettis à une taxe de co-responsabilité égale à 2 % du prix indicatif. Comme lors de la campagne précédente, les petits exploitants pourront bénéficier d'un taux réduit grâce à un crédit de 120 millions d'écus (800 millions de francs) prévu à cet effet. Pour aborder au même résultat — faire obstacle au développement d'excédents — la France préférerait, au moins en ce qui concerne le lait, des ajustements de prix différenciés selon les quantités produites. Mme Cresson, statistique à l'appui fait en effet valoir que les Etats membres possédant davantage d'usines à lait — que de fermes traditionnelles — sont les principaux responsables de la forte augmentation de la production en 1982.

La France estimera certainement insuffisantes les réductions des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) positifs : — 2,8 % en R.F.A., — 2,3 % aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Ces M.C.M. jouent comme des taxes à l'importation et des subventions à l'exportation. Paris plaidera vraisemblablement pour des relèvements des prix communs supérieurs à ce qui est proposé assortis de réductions des M.C.P. positifs également plus importantes. On notera enfin que la commission prévoit des hausses de prix plus substantielles pour les productions déficitaires de la communauté (en soja : + 6,5 % pour le tournesol, le pois, les pois, les fèves et les fèves ; + 6 % pour les tourteaux déshydratés). En présentant ces propositions à la presse, M. Dalsager a estimé que les ajustements proposés ne devraient pas poser de problèmes budgétaires à la communauté : la commission estime en effet que les dépenses agricoles ne progresseront pas plus vite que les ressources propres disponibles. — Ph. L.

## AGRICULTURE

### LES ÉLECTIONS AUX CHAMBRES

#### Le Modéf sera présent dans quatre-vingts départements

Le Mouvement de défense des exploitations familiales sera présent ou représenté dans quatre-vingts départements pour les élections aux chambres d'agriculture, ont annoncé, mardi 21 décembre, MM. Dufry, co-président et Lindenstaedt, secrétaire général de ce syndicat paysan. Dans soixante et un départements, le Modéf présentera des listes homogènes (six sont encore en voie de constitution). Dans neuf départements, il participera à des listes d'union avec la C.N.S.T.P. ou la F.N.S.P. (1). Enfin, dans dix autres, le Modéf ne fera qu'apporter son soutien à une liste de candidats. Il souhaite que le ministère de l'Agriculture organise une campagne de sensibilisation à la télévision pour ces élections.

Son syndicat agricole qui avait clairement appelé à voter pour Mitterrand, le Modéf invite les parts de la majorité à adopter une attitude claire de soutien à son égard. A ceux des socialistes, notamment, qui se désintéressent de l'agriculture sous le prétexte que « les agriculteurs, c'est la droite », M. Dufry lui-même conseiller général socialiste, répond qu'une telle attitude ne sert qu'à renforcer le pouvoir de M. Gillaume et de la F.N.S.E.A. (2). « Dans deux régions, Langue-d'Oc-Roussillon et Aquitaine, la gauche est politiquement majoritaire et les agriculteurs de ces régions qui votent pour la majorité continuent cependant à soutenir une organisation syndicale de droite », a remarqué M. Dufry en lançant à ces électeurs comme aux dirigeants politiques de la majorité un appel à la logique.

Le Modéf craint cependant que son engagement aux côtés du gouvernement ne lui fasse perdre des voix. Mais il se défend d'être une courroie de transmission. « Le gouvernement a son programme, nous avons le nôtre », a déclaré M. Dufry. Mais que ce soit pour les prix différenciés selon le volume de production, le problème foncier, les offices par produits ou l'installation des jeunes, les choses avancent dans la bonne direction. En revanche, le Modéf regrette « le rôle de courroie de transmission à l'envers » que joue la

F.N.S.E.A., « qui influence trop le gouvernement ». On a parfois l'impression que M. Cresson se trouve désavoué à un niveau supérieur comme ce fut le cas avec le maintien du collège syndical, qui avait été la F.N.S.E.A. dans la réforme du mode d'élection aux chambres d'agriculture. M. Cresson ne le voulait pas : il lui fut imposé », a déclaré M. Dufry. Autre exemple, la distribution des crédits de promotion collective : la F.N.S.E.A. a touché à ce titre quarante-six fois plus de subventions que le Modéf. « Il faut soit supprimer ces crédits, soit les répartir équitablement », estime le président du Modéf.

Le Modéf enfin qui réclame une hausse des prix agricoles de 12 % pour la campagne 1983-1984 a annoncé son intention de manifester à Bruxelles au cas où la Commission européenne viendrait à céder devant « les exigences inadmissibles des Etats-Unis sur la politique agricole commune. Il s'agit de savoir, a conclu M. Lindenstaedt, si nous sommes dans la communauté européenne ou dans la communauté des pays capitalistes ».

JACQUES GRALL.

(1) C.N.S.T.P. Confédération nationale syndicale des travailleurs paysans ; F.N.S.P. Fédération nationale des syndicates paysans ; (2) F.N.S.E.A. Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

## ÉNERGIE

### LES PRIX DU SUPER ET DE L'ESSENCE BAISSEMENT

#### LE 12 JANVIER 1983

La baisse des cours des produits pétroliers qui continue sur le marché spot de Rotterdam et l'évolution favorable du cours du dollar (en dessous de 7 F) peuvent se traduire par une diminution significative des prix à la pompe du super et de l'essence en janvier, les prix du gazote et du fuel se stabilisent, a déclaré M. Hervé, ministre de l'Énergie, le 21 décembre. La baisse des prix résultant de l'application pure et simple de la formule qui, désormais, fixe mois par mois le niveau des prix pétroliers en France sera néanmoins atténuée par la hausse probable des marges de distribution, l'application d'une taxe destinée à financer le fonds spécial grands travaux et la rémunération des stocks de réserve.

L'échec de la conférence de l'OPEP à Vienne a accentué la baisse des cours des produits pétroliers (bruts et raffinés) sur le marché libre. A Londres, selon les courtiers, la baisse des prix du brut a été de 10 à 20 cents par baril sur les pétroles du Moyen-Orient et de 25 à 40 cents sur ceux de la mer du Nord, le niveau des échanges restant cependant très faible. A New-York, les cours à terme du mazout de chauffage ont également baissé, et la plupart des observateurs, selon le New-York Times, s'attendent à un fléchissement dans les semaines à venir.

L'Arabie Saoudite a lancé, mardi 21 décembre, une mise en garde contre les dangers de « jouer avec les prix du pétrole », par la voix de Radio-Ryad. « Le non-respect des objectifs de l'OPEP, qui visent à assurer un équilibre entre la production et les prix de brut, affectera l'économie mondiale, tout comme celle des pays qui ne suivent pas la volonté des pays de l'OPEP », a déclaré la radio saoudienne.

### ÉCHEC DE LA POLITIQUE COMMUNE DE LA PÊCHE

#### Les Neuf vont prendre des mesures nationales pour gérer les ressources en poissons

#### De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Sauf rebondissements inattendus, il n'y aura pas, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1983, de véritable politique commune de la pêche. M. Grove, le ministre danois, s'inclinant devant le verdict de la commission du Folketing (le Parlement de Copenhague), compétent pour les affaires européennes, a en effet opposé son veto à l'ultime projet d'accord qui lui était soumis mardi 21 décembre par la Commission européenne, appuyée par les neuf autres Etats membres.

Ce projet prévoyait pourtant de nouvelles concessions en faveur des Danois : il était entendu que la majeure partie des quotas de maquereaux alloués à la Communauté dans le futur accord de pêche C.E.E.-Norvège leur reviendrait. Mais on sait que la négociation est bloquée depuis plusieurs semaines parce que les Danois considèrent qu'il leur a été attribué, dans le partage des ressources de poissons disponibles, des quotas de maquereaux insuffisants compte tenu des besoins de leurs industries de transformation. M. Grove — il l'a parfaitement admis — était pour sa part enclin à accepter le projet de compromis qui lui était soumis, mais il a estimé qu'il lui était politiquement impossible de s'opposer au refus de la commission parlementaire. Comme l'ont dénoncé avec colère ses collègues, on se trouve dans la situation institutionnelle nouvelle d'un conseil des ministres de la Communauté paralysé non pas par le veto d'un de ses membres mais par celui d'une commission parlementaire d'un Etat.

Cette obstruction systématique — sur les raisons réelles de laquelle, comme l'a observé M. Le Penec, le ministre français de la mer, on est en droit de s'interroger — aura de fâcheuses conséquences. Elle prive la C.E.E. d'une nouvelle politique commune au moment où vient à expiration la période de transition de dix ans instaurée lors de l'adhésion du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande à la Communauté. Cette période accordait un régime préférentiel aux pays riverains dans les eaux britanniques bordant leurs côtes. Théoriquement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain, l'accès à la totalité de la mer communautaire est libre pour les bateaux immatriculés dans la C.E.E. C'est une perspective que les Britanniques, qui « détiennent » les eaux côtières les plus poissonneuses de la C.E.E., ont toujours refusée. Le veto danois à un arrangement d'ensemble qui aurait pris le relais des dispositions transitoires actuelles crée donc une incertitude juridique.

Les Neuf ont décidé de réagir. Les quotas de pêche seront appliqués conformément à l'accord auquel était parvenu le conseil, mais par le biais de mesures nationales arrêtées sous le contrôle de la Commission. L'accès aux zones de pêche s'exercera conformément aux arrangements conclus entre les Etats membres. Celui conclu entre le Royaume-Uni et la France permettra aux Français, à quelques corrections près, de continuer à pêcher là où ils le font actuellement.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Faits et chiffres

### Commerce extérieur

● Un contrat de 1 milliard de francs pour Thomson-C.S.F. au Brésil. — Obtenus en coopération avec des industriels brésiliens, le contrat porte sur la modernisation du système de surveillance aérien du Brésil. Il prévoit l'installation d'une quinzaine de stations radar dans le nord-est du pays et en Amazonie par où transitent tous les vols internationaux.

### Conjoncture

● L'indice mensuel de la production industrielle calculé par l'INSEE s'est inscrit après correction des variations saisonnières à 128 en octobre contre 126 en septembre sur la base 100 en 1970. Cette hausse de 1,6 % fait suite à une progression équivalente entre juillet, août et septembre. Mais l'indice avait fortement baissé durant l'été (- 4,6 % entre juin, juillet et août). En trimestres mobiles — méthode qui permet de déceler une tendance — l'indice est stable depuis l'été à 125/126 et se trouve en baisse par rapport aux niveaux où il se situait en début d'année (129 en mars, avril et mai).

● Comparé à octobre 1981, l'indice d'octobre 1982 est en baisse de 1,5 %.

### Energie

● Une nouvelle découverte de pétrole et de gaz a été faite sur la

côte sud de la Chine, dans le golfe de Beibu, par la Compagnie française Total Chine, opérant d'un groupe de firmes étrangères comprenant la C.F.P. et une Compagnie japonaise, et la compagnie pétrolière chinoise de la mer de Chine méridionale, opérant de la compagnie pétrolière chinoise. Un puits, foré près de l'île de Weizhou à une profondeur de plus de 2 200 mètres, a produit 300 000 mètres cubes de gaz naturel et 5 000 barils de pétrole par jour. C'est la troisième découverte réalisée dans cette zone par le groupe depuis 1981. Les compagnies française et chinoise ont entamé, aussitôt, un programme de forages d'analyse afin de déterminer si les gisements peuvent être commercialement rentables.

### Logement

● Un « prêt compensateur » sera proposé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983 par les cent soixante dix-huit sociétés de crédit immobilier H.L.M. aux candidats à l'accession à la propriété, afin d'alléger les mensualités de remboursement d'un P.A.P. (prêt à l'accession à la propriété), durant les trois premières années. Le prêt, à un taux de 8,5 %, serait remboursé à partir de la sixième année de remboursement du prêt principal. Les sociétés de crédit immobilier auront distribué, en 1982, environ 37 000 P.A.P.

## COMMERCE INTERNATIONAL

### Le dédouanement des magnétoscopes à Poitiers

#### LE JAPON SAISIT OFFICIELLEMENT LE GATT

Le gouvernement japonais a officiellement demandé, mardi 21 décembre, à la Commission européenne l'ouverture de consultations dans le cadre du GATT, au sujet des mesures françaises sur les importations de magnétoscopes.

La demande de consultations du Japon est faite au titre de l'article 23 du GATT, qui prévoit, en cas de différend entre deux parties contractantes à l'accord général, l'ouverture, dans un premier temps, de consultations bilatérales. Si ces consultations n'aboutissent pas, le paragraphe 2 de cet article prévoit que le différend sera soumis à une commission composée de plusieurs pays signataires de l'accord. Le gouvernement japonais considère que les mesures françaises sont contraires aux règles du GATT et affectent l'industrie japonaise des magnétoscopes.

Selon les chiffres donnés par la mission du Japon auprès de la C.E.E., les Japonais ont exporté en France 255 746 magnétoscopes en 1981 et 636 933 de janvier à octobre 1982. Après les mesures françaises, les exportations de magnétoscopes ont été de 14 500 entre 22 octobre et 7 novembre et de 900 du 8 novembre au 3 décembre dernier.

A Osaka, M. Toshihiko Yamashita, président du groupe Matsushita, a estimé mardi, que le Japon pourrait être amené à limiter ses exportations de magnétoscopes vers l'Europe au cas où la tension persisterait. — (A.F.P.).

## ÉTRANGER

### Aux États-Unis

#### LA HAUSSE DES PRIX N'A ÉTÉ QUE DE 0,1 % EN NOVEMBRE

L'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 0,1 % aux États-Unis en novembre. Le taux annuel de l'inflation revient ainsi à 4,5 %, son plus faible niveau depuis dix ans. Les bons résultats de novembre sont dus principalement à une baisse des prix du logement et à une très faible augmentation des prix alimentaires.

De leur côté, selon les experts du ministère du commerce, le produit national brut, qui avait légèrement progressé pendant les six premiers mois, fléchissait un rythme annuel de 2,2 % au dernier trimestre.

● Les prix britanniques à la consommation n'ont augmenté que de 0,5 % en novembre 1982 contre 1,1 % en novembre 1981. Le taux annuel d'inflation s'est situé à 6,3 % (6,8 % en octobre), au plus bas niveau depuis plus de dix ans. Il est inférieur de près de moitié à celui enregistré en novembre 1981 (12 %).

Le gouvernement prévoit toujours que la baisse se poursuivra au cours des prochains mois, l'objectif étant de 5 % pour le printemps 1983. Toutefois, dans son bulletin trimestriel, la Banque d'Angleterre insiste sur la nécessité de modérer encore les augmentations salariales, qui se maintiennent en moyenne depuis août aux environs de 7 %. — (A.F.P.).

En 1982, notre société connut le succès, le contact avec les clients fut excellent et la collaboration parfaite. Bauer Kompressortechnik Wolfratshausen a pu renforcer et améliorer sa position sur le marché international et tient à remercier tous ceux qui ont contribué à cet essor: ses clients pour la confiance dont ils ont su faire preuve, ses correspondants pour leur engagement et son personnel pour son efficacité. Nous sommes optimistes quant à l'avenir et attendons 1983 parés d'initiatives et d'idées nouvelles. A tous Bonnes fêtes et bonne année 1983!

# Merci.



## dans le monde entier

Bauer Schraubenverdichter GmbH  
Postf. 1360 - D-8190 Wolfratshausen - Tel. (08171) 24-1 - Telex 526372  
Borval S.A.R.L. - 28, Rue d'Armenonville - F-9200 Neuilly s/Seine -  
Tel. (1) 7381111 - Telex 610031



# DÉVELOPPEMENT

## INFORMATIQUE ET TIERS-MONDE

(Suite de la première page.)

Ce sentiment paraît étrange à l'heure où l'Occident est dans une forte mauvaise passe économique et où de « nouveaux pays industriels » gardent, malgré tout, un bon taux de croissance. Mais le développement ne se mesure pas qu'à l'aune du produit national brut. C'est l'inégalité dans l'essor de l'éducation, de la science, et de la technologie surtout informatique, qui paraît devoir creuser un gouffre plus large entre le Nord et le Sud. Puisque l'on passe d'une société de production à une société de savoir, les deux hémisphères tendront à se séparer demain plus encore qu'aujourd'hui.

Ce danger mortel a été si bien ressenti depuis quelques années qu'en 1974 est né à Rome le Bureau intergouvernemental pour l'informatique (IBI), des cendres du Centre international de calcul qui avait été créé en 1951 à la suite des résolutions de l'UNESCO et

de l'ECOSOC (Conseil économique et social des Nations unies). L'IBI est aujourd'hui un organisme indépendant financé par trente-cinq gouvernements membres dont plus de trente appartiennent aux pays en développement.

En 1978, l'IBI organisait à Tormolinos la conférence SPIN (Strategies and policies in informatics) où, pour la première fois, des pays du tiers-monde lançaient une réflexion commune sur la politique à adopter vis-à-vis de l'informatique. La prochaine conférence SPIN aura lieu à La Havane en 1984 où un programme très important d'information des pays pauvres sera présenté. Dès juin 1981, la préparation de cette rencontre a été entamée par des représentants des pays du Nord et du Sud ainsi que de membres du Club de Rome, qui signèrent à Mexico une déclaration sur l'informatique, le développement et la paix.

Jusqu'ici les décisions prises dans chaque pays ont gardé, malgré tout, leur caractère spécifique. M. G. Bremond, dans son livre *La Révolution informatique* (2), a pris trois exemples significatifs. L'Inde créa, en 1979, en collaboration avec Singapour, la Far East Computer Limited, après avoir pris des mesures provoquant le départ d'I.B.M. Curieusement Singapour, à l'inverse de l'Inde, cherche à attirer par tous les moyens les firmes multinationales pour développer une industrie de composants et de mini-ordinateurs.

La stratégie du Brésil est encore différente : il a mis en place dès 1972 une politique d'autodéveloppement en matière informatique, mais celle-ci a varié avec le temps, s'ouvrant parfois sur l'extérieur ou au contraire se conformant à un esprit très nationaliste. Ainsi I.B.M. est autorisé maintenant à fabriquer les mini-ordinateurs au Brésil, à condition d'exporter les trois quarts de sa production.

Le saut dans l'informatique, grâce à la fameuse « puce » électronique, le micro-processeur, ne peut s'opérer de la même façon s'il s'agit d'un pays comme l'Inde ou le Brésil, ou d'une nation comme le Maroc ou le Sénégal. Dans le deuxième cas, la coopération Sud-Sud sera très encouragée mais le « saut », la coupure avec nombre d'habitudes sera de toute façon indispensable. *Piaget, a bien montré, disait M. Elmandjra au colloque de Taroudant, que l'enfant n'apprend pas de manière linéaire, qu'il faut des ruptures. Il en est de même pour le passage aux technologies nouvelles, outil indispensable de développement et partie intégrante de sa stratégie.*

Cela dit, des précautions doivent être prises pour qu'en s'engouffrant dans des pays où la population active travaille en majorité dans l'agriculture, où l'analphabétisme est encore très développé et les traditions vivaces, la mini-informatique (l'autre existe déjà dans les administrations et les grandes sociétés) ne bouleverse pas complètement l'identité culturelle du pays. Chemin de crête difficile sur lesquels, pourtant, quelques jalons peuvent être plantés :

1) L'informatique ne doit pas être greffée sur une société en développement, car un phénomène de rejet est toujours possible. Il faut qu'elle soit intégrée, qu'elle soit l'affaire de tous. C'est par les enfants, dans le système éducatif, qu'il faut d'abord la faire passer. L'expérience du lycée de Taroudant apparaît, par exemple, aux autorités marocaines d'une grande importance. Il ne s'agit pas seulement de favoriser l'enseignement assisté par ordinateur, mais de familiariser de plus en plus de jeunes avec des nouveaux outils de communication qui persistent indispensables au développement.

Comme le disait M. Labbahi, ancien doyen de la faculté des lettres de Rabat : *« Il faut rendre nos mentalités disponibles au changement, s'adapter à la modernité », et c'est précisément par cette « pratique », à partir de l'adolescence, que l'on pourra bousculer ou tout au moins adapter les traditions aux exigences du jour.*

2) L'agriculture est également un moyen d'atteindre dans les pays en développement une masse de personnes, et de les sensibiliser aux techniques nouvelles, tout en les assistant dans leurs travaux. Lors de la réunion à Rome d'un groupe de réflexion (3), M. Alexander King citait l'exemple d'une région au Venezuela pratiquant la culture du maïs et du blé, où chaque village possède son ordinateur.

Ces terminaux, reliés entre eux, collectent tous les jours à partir de chaque ferme, des données météorologiques qui sont analysées par un ordinateur central de la ville. L'information permet au fermier de connaître, d'après le climat, le meilleur moment pour planter, pour ajouter les engrais, sarder ou moissonner. Ce procédé a permis d'accroître la production de 25 % à 30 %. De plus, le coût total de cette opération est peu élevé ;

3) Si les pays pauvres dépendent de l'informatique occidentale, ce n'est pas très grave en ce qui concerne le matériel et l'utilisation finale, dont la maîtrise peut être rapidement acquise sur place. En revanche, la possibilité de concevoir et de mettre au point des logiciels adaptés aux besoins locaux est très importante. C'est là le nœud de la liberté technologique. Pour y parvenir, il faut que les pays en développement puissent former des informaticiens nationaux de bonne compétence (4).

Malgré le retard économique et la trop lente progression de l'alphabétisation, les pays du tiers-monde peuvent donc utiliser l'outil informatique. Le plus important est de savoir quelles sont les demandes qui seront faites à l'ordinateur. Après l'inventaire des problèmes à résoudre viendra le temps de les analyser dans le détail pour qu'ils soient pris en charge dans le langage de la machine.

Dans leur rapport sur « L'information de la société », Simon Nora et Alain Minc avaient placé en exergue de la troisième partie cette phrase de Woody Allen : *« La réponse est oui, mais rappelez-moi donc la question. »* Ce n'est pas seulement de l'humour. Il serait ridicule, par une sorte de snobisme, de grossir le parc de « puces électroniques », si l'on ne peut les nourrir de bonnes interrogations.

PIERRE DROUIN.

## L'agonie du capital

(suite de la première page)

Or, et ceci permet de comprendre, selon F. Partant, les limites des expériences socialisées, ces transformations ne peuvent s'opérer dans le cadre national ; et, reprenant les thèses d'Ingmar Granstedt (*L'Impasse industrielle*, le Seuil), il écrit que, en raison de l'intégration économique, « le concept d'économie nationale tend à ne traduire qu'une fiction statistique ». La logique du capital et de l'évolution technologique interdit tout volontarisme ; elle entraîne toutes les sociétés et toutes les classes dans un même cycle infernal qui aggrave les contradictions, sans que les percées technologiques (ainsi la robotique) soient signes d'espoir — bien au contraire.

Aussi longtemps, écrit F. Partant, que nous assimilerons l'évolution de notre société à celle de l'humanité avançant vers un terme à la fois idéal et indéfiniment futur, aussi longtemps que nous verrons dans nos progrès scientifiques et techniques la preuve de cette évolution d'ensemble, nous ne parviendrons même pas à imaginer un projet politique nouveau. Celui-ci présupposerait une autre conception de ce que doit être l'histoire. Et ce projet en lui-même implique un changement dans le cours de l'histoire, c'est-à-dire que ceux qui, aujourd'hui, la font ne soient plus en état de la faire.

F. Partant ne cache pas le caractère « utopique » de ses vues, et les signes de rupture (individuelle, ou au sein de petits groupes) qu'il décèle

demain microscopiques. Il ajoute cependant : *« Produire autrement d'autres valeurs d'usage, dans un monde éclaté où chaque société redéfinit ses besoins en fonction de son milieu et de sa culture propres, c'est là aujourd'hui une simple vue de l'esprit. Mais cela peut aussi apparaître, demain, comme la seule politique de « sortie de crise ».*

L'auteur n'exclut pas des périodes de troubles généralisés, des raidissements de sociétés certes très inégales mais globalement riches et solidaires, face aux multitudes qui n'accéderont jamais au « paradis » du progrès infini. Il sait que son propos déplaît puisqu'il est de bon ton, sous peine d'être accusé de « catastrophisme », de dire que « la crise » aura une fin, que l'Occident sortira de l'impasse et, avec lui, tout le monde industrialisé, que les transferts de technologie aidant, la science se développant, le capital (privé ou public) sauvera la planète.

Nous sommes certes encore très éloignés, de l'« alternative » souhaitée par F. Partant, ou plutôt jugée par lui nécessaire sous peine de mort collective. Mais une telle réflexion sur l'agonie du capital, exempte de tout pessimisme comme de tout scientisme, est une précieuse grille, pour situer les débats actuels, souvent poussiéreux, sur les rapports Nord-Sud, le chômage, l'impact des décisions politiques sur l'économie « au sein d'une société qui n'a pas encore pris conscience de vivre la fin d'un monde ».

JACQUES DECORNOY.

## LE MARCHÉ INTERBANCNAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
S.E.U.	6,7890	6,7985	+ 170	+ 210
S. can.	5,4860	5,4955	+ 70	+ 125
Yen (100)	2,8160	2,8215	+ 120	+ 150
DM	2,2620	2,2333	+ 130	+ 160
Florin	2,5660	2,5610	+ 145	+ 170
F.R. (100)	14,4435	14,4810	+ 110	+ 140
F.S.	3,3575	3,3690	+ 230	+ 265
L.1 (000)	4,8920	4,9025	+ 850	+ 1.450
£	10,9340	10,9575	+ 100	+ 205

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/8	5/8	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16	9/16
S.E.U.	8	8	8	8	8	8	8	8
DM	5	5	5	5	5	5	5	5
Florin	20	20	20	20	20	20	20	20
F.R. (100)	1	1	1	1	1	1	1	1
F.S.	1	1	1	1	1	1	1	1
L.1 (000)	25	25	25	25	25	25	25	25
£	10	10	10	10	10	10	10	10
F. franc	14	14	14	14	14	14	14	14

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matrice par une grande banque de la place.

## UN LIVRE CORROSIF DE PLANTU

Dans les enfants latino-américains se voient offrir des ballons, au nom de l'« aide au tiers-monde » ; ils les accrochent au dos du dictateur local, qui s'envole... Un général montre, parmi les armes saisies à l'adversaire politique, la plus terrifiante : un stylo... L'Oncle Sam donne ce conseil à un jeune « sous-développé » : *« Faites comme moi, mon vieux ! Investissez !... Trois Occidentaux disent : « Ah ! J'oubliais ! Il y a toujours un problème à régler ! », dit l'un d'eux qui, se retournant, a aperçu soudain une énorme foule en attente...*

Plantu publie un livre corrosif où l'on relève quelques-uns des dessins déjà parus, notamment dans le *Monde* et le *Monde Diplomatique*. S'il affine le trait, il n'en va pas de même pour l'analyse ; ce n'est pas le rôle d'un dessinateur, et, de toute façon, comment le pourrait-il ? Son sujet s'y prêterait mal, qui est l'oppression, interne ou impérialiste (brutale ou subtile, militaire ou économique). La bêtise cynique est, elle aussi, dénoncée. *« Je veux de l'herbe, des femmes et de l'ivoire de contrebande », dit un Blanc, billets à la main, à un Noir. « Tous corrompus, ces Africains ! », s'exclame-t-il ensuite, affaibli. Tel est l'humour de Plantu, aide comme la réalité. — J.D.*

\* Plantu. Les cours du caoutchouc sont trop élastiques. Maspero. 128 pages. 48 F.

## Le Carnet des Entreprises

### FÉLIX POTIN

M. JEAN CESSLEIN.

président honoraire du Tribunal de commerce de Paris, vient d'être nommé administrateur de la Société Félix Potin lors de son assemblée générale du 9 décembre 1982. M. Cesslein est membre du Conseil économique et social.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

### Entreprise Nationale SONATRACH

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

La Direction des travaux pétroliers lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

- LOT N° 1 - CINQ CHARIOTS ÉLEVATEURS CAPACITÉ CINQ (05) tonnes
- LOT N° 2 HUIT CHARIOTS ÉLEVATEURS CAPACITÉ TREIZE (13) tonnes

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements représentés de firmes et autres intermédiaires, et, conformément aux dispositions de la loi n° 18-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Ces soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier à : SONATRACH - D.T.P. - 2, rue du Capitaine-Azzoug - COTE-ROUGE - HUSSEIN-DEY - ALGER - Département Approvisionnements et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires sous double pli cacheté et recommandé portant la mention : *« APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 9088/AR/MEC »* - A ne pas ouvrir - confidentiel - devront être adressées à l'attention du chef de Département Approvisionnements et Transports.

Ces soumissions devront parvenir au plus tard le SAMEDI 12 FÉVRIER 1983 délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai, sera considérée comme nulle. L'enveloppe extérieure de l'offre devra être anonyme et ne comporter aucune inscription ou sigle indiquant son origine.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingt jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

### Entreprise Nationale SONATRACH

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

La Direction des travaux pétroliers lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

- LOT N° 1 - (05) CHARIOTS ÉLECTRIQUES CAPACITÉ 2,5 tonnes
- LOT N° 2 (02) CHARIOTS ÉLECTRIQUES TRANSPALETTE CAPACITÉ 2,5 tonnes

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements représentés de firmes et autres intermédiaires, et, conformément aux dispositions de la loi n° 18-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Ces soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier à : SONATRACH - D.T.P. - 2, rue du Capitaine-Azzoug - COTE-ROUGE - HUSSEIN-DEY - ALGER - Département Approvisionnements et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires sous double pli cacheté et recommandé portant la mention : *« APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 9050/AY/MEC »* - A ne pas ouvrir - confidentiel - devront être adressées à l'attention du chef de Département Approvisionnements et Transports.

Ces soumissions devront parvenir au plus tard le SAMEDI 23 FÉVRIER 1983 délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai, sera considérée comme nulle. L'enveloppe extérieure de l'offre devra être anonyme et ne comporter aucune inscription ou sigle indiquant son origine.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingt jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### LA BANQUE NATIONALE DE PARIS EN INDONÉSIE

La Banque nationale de Paris a signé avec la P.T. Bank Umum Nasional un accord de coopération technique, qui a reçu l'approbation de la Banque centrale d'Indonésie : la Bank Indonesia.

La Bank Umum Nasional est l'une des plus anciennes et des plus importantes banques privées indonésiennes. Elle peut assurer toutes les opérations bancaires locales et internationales dans le cadre de la réglementation indonésienne. Le total de son bilan dépasse la contre-valeur de 1,2 milliard de francs et elle dispose d'un réseau de quatorze sièges couvrant l'essentiel du territoire. Elle fait partie du groupe Ong, qui travaille dans de nombreux secteurs d'activité, notamment la promotion immobilière, l'industrie et le commerce, et emploie plus de dix mille personnes en Indonésie.

Par cette coopération, la Banque nationale de Paris confirme l'intérêt qu'elle porte à l'Indonésie et à ses possibilités d'expansion.

Grâce à l'accord signé, qui fixe notamment comme objectif le développement des opérations de commerce extérieur et de financement international, la Banque nationale de Paris pourra élargir la gamme des services qu'elle met à la disposition de sa clientèle française et internationale intéressée à traiter des opérations avec ce pays. Parallèlement, la Bank Umum Nasional renforcera ses propres moyens de participation à l'expansion économique de l'Indonésie.

Rappelons que la Banque nationale de Paris dispose depuis 1971 d'un bureau de représentation à Jakarta. Contribuant au développement des échanges franco-indonésiens et des relations commerciales, bancaires et financières avec les pays dans lesquels le groupe B.N.P. est installé, le bureau de Jakarta continuera ses activités à l'adresse suivante :

Banque nationale de Paris  
Bureau de représentation  
« Skyline Building », 9, Jalan Thamrin  
JAKARTA (Indonésie)

### PRETABAL-SICOMI

Le conseil d'administration de Pretabal-Sicom, dans sa séance du 21 décembre, a examiné la situation provisoire de la société au 30 septembre 1982.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires, S.C.I. comprises, a été de 232,9 MF, en progression de 6,6 % sur celui de la période correspondante de 1981.

Le bénéfice net est de 121,5 MF, contre 101,9 MF au 30 septembre 1981, et comprend environ 9,9 MF de plus-values de cession (contre 1,6 MF).

Sauf événement aujourd'hui impossible, le dividende de l'exercice devrait augmenter d'environ 12 % par rapport à l'exercice précédent.

celui de l'an dernier (58,20 F par action auquel s'ajoutait un avoir fiscal de 0,97 F).

Depuis le début de l'année, vingt-trois dossiers de crédit-bail ont été engagés pour un montant de 132,5 MF.

### BANQUE TRANSATLANTIQUE

Dans sa séance du 20 décembre 1982, le conseil d'administration de la Banque Transatlantique a nommé co-directeur général M. Bernard Van Troeyen, précédemment directeur général adjoint.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### ELECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 15,50 % (ex-7,80 %) 1961

Les intérêts courus du 25 janvier 1983 au 24 janvier 1983 sur les obligations Électricité de France 15,50%-(ex-7,80 %) 1961 seront payables, à partir du 25 janvier 1983, à raison de 38,75 F par titre de 250 F nominal, contre détachement du coupon n° 22 ou estampillage du certificat nominatif après une retenue à la source dont le droit à un avoir fiscal de 4,65 F (montant global : 43,40 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 6,20 F, soit un net de 32,55 F.

A compter de la même date, les obligations appartenant à la série désignée par le nombre « 11 » sortent au tirage du 16 novembre 1982 cessant de porter intérêt et seront remboursables à 350,00 F, coupon n° 23 au 25 janvier 1984 attaché.

Ci-après sont rappelés les séries sorties aux tirages antérieurs :

Amort. 1962	Série 12	Amort. 1972	Série 12
Amort. 1963	Série 19	Amort. 1973	Série 28
Amort. 1964	Série 15	Amort. 1974	Série 3
Amort. 1965	Série 17	Amort. 1975	Série 26
Amort. 1966	Série 24	Amort. 1976	Série 8
Amort. 1967	Série 16	Amort. 1977	Série 1
Amort. 1968	Série 27	Amort. 1978	Série 6
Amort. 1969	Série 23	Amort. 1979	Série 20
Amort. 1970	Série 14	Amort. 1980	Série 21
Amort. 1971	Série 3	Amort. 1981	Série 9
		Amort. 1982	Série 29

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux Caisses des Comptes directs du Trésor (Trésoreries générales, Recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'Énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des Établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et Banques affiliées, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'Union Européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse Centrale des Banques de France et de toutes les Banques Populaires de France, Société Centrale de Banque.



COTE DES CHANGES		COURS DES BILLETS AU GUICHETS		MARCHÉ LIBRE DE L'OR			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS 21/12	COURS 21/12	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/12
Etats-Unis (\$ 1)	6 941	8 806	6 800	6 960	Or fin (à la barre)	96400	96700
Etats-Unis (100 DM)	263 120	235 280	270	280	Or fin (en lingots)	97250	98950
France (100 F)	14 645	14 495	13 500	14 600	Plats français (100 F)	555	555
Pays Bas (100 G)	256 600	258 720	250	262	Plats anglais (100 £)	434	434
Danemark (100 kr)	80 480	80 420	76	82	Plats suédois (200 kr)	621	623
Norvège (100 kr)	97 920	98 740	94	100	Plats néerlandais (200 fl)	902	870
Grande-Bretagne (£ 1)	11 028	10 976	10 860	11 350	Suisse (100 S)	746	752
Allemagne (100 M)	6 640	6 640	6 640	6 640	Plats de 10 dollars	2310	2300
Canada (100 \$ can.)	4 889	4 901	4 750	5 300	Plats de 10 dollars	1647 50	1620
Québec (100 \$)	334 560	336 020	327	345	Plats de 5 dollars	880	880
Suède (100 kr)	92 900	92 630	88	95	Plats de 50 pesetas	3920	3940
Suisse (100 francs)	40 250	40 270	39 400	41 100	Plats de 10 livres	5347	5347
Néerlandais (100 sch)	5 584	5 625	5 500	5 600			623
Espagne (100 pes.)	7 610	7 610	7 610	7 610			
Portugal (100 esc.)	5 332	5 508	5 330	5 600			
Canada (100 \$ can.)	2 805	2 808	2 700	2 840			
Japon (100 yens)							



## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. L'AVENIR DE L'ÉCOLE PRIVÉE : « Laïcité et appartenance religieuse », par Jean Dujardin. « Un service public pluraliste », par Frank Seruadet.

### ÉTRANGER

- 3-4. DIPLOMATIE  
- La sixième anniversaire de la fondation de l'U.R.S.S. et les propositions de M. Andropov.
4. EUROPE  
4. AMÉRIQUES  
5. AFRIQUE  
- RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : l'enquête sur les conditions de la mort en détention de Nial Aggett.
5. PROCHE-ORIENT  
- La visite du roi Hussein à Washington.
5. ASIE  
5. A TRAVERS LE MONDE

### POLITIQUE

6. LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES : quand les candidats de l'opposition découvrent le marketing politique.
7. « Les trois visages du socialisme français » (III), par Maurice Duverger.

### SOCIÉTÉ

- 8-9. Le débat sur l'unification du système éducatif.
10. POLICE

### ARTS ET SPECTACLES

- 11-12-13. UNE SÉLECTION POUR LES RÉTÉS.
14. EXPOSITIONS.
- 16 à 18. RADIO-TÉLÉVISION : programmes du 24 au 30 décembre : « Je serai star » par Claude Sarraute ; « Je suis comme ça, pourquoi le cachet ? » par Claire Clouzot ; « Du mélodrame commun au rire franchouillard... » par Marc Ganneur.

### RÉGIONS

23. La mise en place des chambres régionales des comptes.

### ÉCONOMIE

26. AFFAIRES : la réorganisation de la Caisse des dépôts.
- SOCIAL.
27. C.E.E. : les propositions de prix agricoles pour la campagne 1982-1983 : échec à Bruxelles sur la politique commune de la pêche.
28. DÉVELOPPEMENT.

### RADIO-TÉLÉVISION (18) INFORMATIONS SERVICES (22) :

La mode : Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.

Annuaire classés (24-25) ; Carnet (22-23) ; Programmes des spectacles (19 à 21) ; Marchés financiers (29).

Portez-la  
pour  
les fêtes  
avec le crédit  
MP



Alliance diamants  
9 500 F

Credit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit (après acceptation du dossier)

Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs - Émeraudes et tous les bijoux or

MP 4 place de la Madeleine 260.31.44  
86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette  
Catalogue couleur gratuit sur demande

A B C D E F G H

## L'OUVREMENT DES NÉGOCIATIONS ENTRE PATRONAT ET SYNDICATS

### Qui paiera la retraite à soixante ans ?

C'est une difficile négociation qu'ont entamée mercredi 22 décembre les syndicats et le C.N.P.F. sur les modalités d'application de la retraite à soixante ans.

Comme le souhaite le gouvernement et le réclament les syndicats, il s'agit de permettre aux salariés qui, à partir d'avril 1983, auront droit à la retraite à soixante ans, c'est-à-dire, pour le régime général, de recevoir une pension égale à 50 % du salaire plafonné s'ils ont cotisé pendant trente sept années et demie, de bénéficier au même âge d'une retraite complémentaire, alors que les cotisations de cadres (AGIRC) et de non-cadres (ARRCO) accordent ce complément (15 à 20 % environ) à soixante-cinq ans.

Deux questions se posent aux négociateurs : quels organismes assureront le versement de ce complément de retraite à soixante-cinq ans et comment sera-t-il financé ?

Sur le coût, les divergences, importantes, s'expliquent en partie par les prévisions, très différentes quant au nombre de personnes qui, en 1983, mais aussi les années suivantes, utiliseront ce droit de retraite à soixante ans : un tiers, la moitié ou la totalité des salariés qui auront atteint cet âge ? Selon ces hypothèses, les dépenses supplémentaires varient énormément.

D'après une étude du ministre du travail (le Monde du 18 décembre), le coût serait très faible en 1983 (+ 0,08 point pour l'ARRCO, + 0,18 pour l'AGIRC et + 0,25 pour le régime général) et pourrait, cette année-là, ne pas nécessiter de majoration de cotisation. En revanche, le coût serait croissant et non négligeable par la suite : + 3,36 points au total pour les trois régimes en 1985 et + 7,65 points en 1990. Selon le C.N.P.F., qui se base sur les estimations de l'ARRCO et de l'AGIRC, le coût serait beaucoup plus élevé. Le patronat estime que l'évolution des coûts et les pressions de l'économie (chômage, faible accroissement des effectifs salariés en raison de l'application de nouvelles technologies) se traduiront par des départs massifs de soixante ans. L'accroissement des cotisations serait donc plus important à court terme (+ 0,2 point en 1983 pour l'ARRCO et non pas + 0,08), mais surtout à moyen terme (+ 12 points pour l'AGIRC en 1990, au lieu de + 4,3). En outre, le C.N.P.F. rappelle que même sans avancement de l'âge de la retraite, le poids démographique croissant des personnes âgées et le plein effet des réformes Boulin (retraite calculée sur trente-sept années et demie et non pas trente années) nécessitent dans un proche avenir des majorations de cotisations (+ 2 points pour le régime général, soit 15 % au lieu de 12,90, et + 1 point pour l'ARRCO d'ici à 1990, soit 5,80 au lieu de 4,80 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983).

Conclusion du C.N.P.F. : quelle

que soit l'hypothèse retenue, la retraite à soixante ans coûtera très cher si on veut la maintenir à son niveau, et le patronat refuse toute augmentation des cotisations.

En conséquence, le C.N.P.F. entend poser au moins trois questions :

● L'Etat est-il prêt à participer au financement, du moins pour la période de soixante à soixante-cinq ans, puisqu'il a décidé cette réforme alors que le C.N.P.F. s'y est opposé ?

● Les partenaires sociaux acceptent-ils, lorsque le nombre des bénéficiaires de la garantie de ressources se sera réduit (dans les années 1985-1986), de transférer des points de cotisation UNEDIC aux régimes complémentaires (au mieux 1,5 point) ?

● Si une forte majoration des cotisations est impossible, l'Etat et les partenaires sociaux sont-ils prêts à accepter que l'équilibre des comptes soit assuré par une baisse relative des pensions ? C'est-à-dire que la réforme soit payée par les retraités ?

Autant de questions qui risquent de faire échouer les discussions. Côté syndicats, on estime cependant qu'un compromis est possible : un effort à la fois des cotisations, du patronat, de l'Etat et des retraités permettrait — par le jeu d'une vaste solidarité — de régler les problèmes financiers.

La C.G.C. par exemple, estime que du tiers à la moitié seulement des travailleurs concernés useraient de ce droit nouveau et que le coût supplémentaire ne dépasserait pas 6 à 7 milliards de francs. Elle demande que l'Etat prenne en charge le tiers des dépenses supplémentaires.

Deuxième question : le complément versé de soixante à soixante-cinq ans sera-t-il assuré par les cotisations de retraites complémentaires, qui, ainsi, s'aligneront sur le régime général ? Ou sera-t-il accordé par un « fond spécial », qui selon les vœux de la C.G.C., se traduirait ainsi par la mise en place d'un régime nouveau et intermédiaire ? La C.G.T. et la C.F.D.T. défendent — mais avec moins de fermeté que par le passé — la première thèse : la C.G.C., le C.N.P.F. et dans une certaine mesure F.O. se prononcent — sous conditions — pour la deuxième solution.

Les négociations pourraient-elles aboutir avant le 15 janvier, comme l'a demandé le gouvernement ?

En cas de difficultés, mais d'évolution positive des discussions, un nouveau délai — fin janvier — serait accordé. En cas d'impasse, il resterait aux pouvoirs publics à adopter la procédure retenue pour l'UNEDIC : une intervention directe... voire le recours à des ordonnances. Mais les syndicats comme le C.N.P.F., aussi réservés soit-il (1), espèrent pouvoir éviter cette formule qui consacrerait leur impuissance à préserver le partenariat et la vie contractuelle. Les pressions seront néanmoins très fortes pour obtenir une aide du gouvernement, qui voudrait bien répondre favorablement à l'attente des futurs retraités... avant les élections municipales.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Publicité)  
**1500 mach.  
écrire  
Duriez**

TOUTES les meilleures marques, les plus durables, les plus ou moins chères : Olympia, Hermes, Royal, Olivetti, Brother, Smith Corona, Triumph, Adler, Erika, I.B.M., Manuelles (Olivetti 460 F tic) ou électronique (Olympia 12.700 F tic), à barres, sphères, marguerites, touches correction, etc. 31 styles de caractères. Sur stock. Duriez vend en discount, en direct sans interm. Satisf. sa 8 jrs ou remboursé. 112, bd St-Germain. M<sup>o</sup> Odéon. Dernière heure : toute électronique pour sac à main, 2,3 kg, épais, 4,5 cm : 1.680 F.

■ M. André Audinot, P.-D.G. du Figaro, inculpé le 20 septembre d'infraction à l'ordonnance du 26 août 1944, a refusé de s'expliquer mardi 22 décembre devant M. Claude Grellier, juge d'instruction chargé de l'affaire Hersant.

**LIQUIDATION TOTALE** par autorisation préfectorale  
**SINDLER** GRANDES GRIFFES  
Prêt à porter Hommes  
démarches très importantes  
Sur : Costumes Vestons Imperméables Pantalons Peaux laines Chemises Pulls  
17 rue Tronchet Paris 8ème

## LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### Les ultimes négociations entre le P.S. et le P.C.

Les négociations entre le parti socialiste et le parti communiste, en vue d'un accord sur les élections municipales, devaient s'achever — au sommet —, mercredi 22 décembre, en fin d'après-midi, au siège du P.C.F.

Les délégations, conduites par MM. Lionel Jospin et Georges Marchais, devaient comprendre, pour le P.S., MM. Jean Poperen, Marcel Debarge, Paul Quilès, Roger Fajardie, Pierre Guindon, Pierre Brana et Mme Christiane Mora ; pour le P.C.F., M. Paul Laurent, Mme Madeleine Vincent, MM. Gustave Anasart et André Lajoie, Mme Françoise Lazard, MM. René Le Guen, Henri Malberg et Jean Wioss.

Les membres du groupe de travail chargé de préparer l'accord — MM. Poperen, Debarge, Laurent, et Mme Vincent — devaient se réunir

(Lire également page 6).

### M. QUILÈS CHOISIT UN NOUVEAU SLOGAN :

#### « Majorité pour Paris »

M. Paul Quilès, candidat socialiste à la mairie de Paris, a décidé de faire appel de l'ordonnance rendue, mardi 21 décembre, par le tribunal civil de Paris, qui a contraint à masquer dans les quatre jours sur toutes ses affiches actuellement placardées dans la capitale les termes « Paris majorité », sous astreinte de 500 francs par infraction constatée (le Monde du 22 décembre).

Dans l'entourage du député socialiste on s'indigne que « les amis de M. Chirac aient pu utiliser l'argument de risque de confusion chez les personnes âgées » pris en compte par l'ordonnance du président du tribunal civil. On s'étonne que le jugement indique : « Attendu que, dans ces conditions, M. Quilès apparaît

sans droit à utiliser même comme slogan politique l'asserion démontrée par le trait d'union placé entre les mots « Paris » et « Majorité » la dénomination dont il s'agit », alors qu'aucun « trait d'union » ne figure sur les affiches en cause. Les collaborateurs du candidat socialiste déplorent également que le premier débat entre M. Chirac et M. Quilès « se place sur un terrain juridique ». Ils observent que M. Quilès, en tant que député de Paris, est député de la majorité, alors que M. Chirac, député de la Corréze, est député de l'opposition.

M. Quilès s'est choisi un nouveau slogan pour ses affiches : « Majorité pour Paris ».

### « Tôt ou tard s'instaurera une réflexion sur le rôle du Sénat en cette fin de siècle »

déclare M. Alain Pöher

M. Alain Pöher, président du Sénat, à l'occasion de son discours de fin de session, prononcé mardi 21 décembre, a souhaité que les sessions extraordinaires restent l'exception. « Leur multiplicité pourrait, a-t-il dit, aboutir à un détournement de la Constitution ».

### NEUF RECOURS DEVANT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Le Conseil constitutionnel doit examiner neuf recours (portant au total sept textes) dont il a été saisi en application de l'article 2 de l'article 61 de la Constitution qui ouvre notamment cette possibilité à soixante députés ou soixante sénateurs.

Six recours émanent des députés de l'opposition. Ils visent les textes suivants : loi de finances rectificative pour 1982 ; loi de finances pour 1983 ; loi d'orientation des transports intérieurs ; loi modifiant diverses dispositions relatives à l'élection des conseils municipaux dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française (pour ce texte, l'U.D.F. ne s'est pas associée au R.P.R.) ; loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale et loi portant organisation administrative de Paris, de Marseille, de Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale. Ces deux derniers textes ont été également déferés par plus de soixante sénateurs de l'opposition. Ceux-ci ont, en outre, saisi le Conseil du texte de la loi visant à ouvrir une troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration.

Le Conseil devrait examiner en premier lieu les recours relatifs aux lois de finances, avant le 1<sup>er</sup> janvier. Il est vraisemblable que l'assemblée du Palais-Royal fera connaître dans des délais assez brefs sa décision sur le projet d'orientation des transports, dans la mesure où l'absence de sa promulgation avant le 1<sup>er</sup> janvier créerait un vide juridique pour la S.N.C.F.

**WATERMAN**  
MONTRES  
OPERA-STYLOS  
26, B<sup>o</sup> DES ITALIENS  
75009 PARIS

### DECISION

l'ordinateur pour tous, tous les quinze jours.

Dernières nouveautés, expositions, baisses de prix : DECISION est toujours au fait de l'actualité. Bases d'essai de programmes standards : DECISION porte chaque quinzaine un jugement en termes accessibles et concrets. Exemples d'applications réalisables par des non-spécialistes : DECISION livre des témoignages d'utilisations pratiques.

10FF chez votre marchand de journaux. Abonnement : 195FF (23 numéros) 41, rue de la Grange-aux-Belles, 75483 Paris Cedex 10.

## LE PÉROU ACHÈTE LA FRANCE VINGT-QUATRE AVIONS MIRAGE 2000

Le Pérou vient de conclure avec la France l'achat de vingt-quatre avions de combat Mirage 2000 conçus par le groupe Dassault-Breguet et par la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA). Les livraisons devraient commencer dans dix-huit à vingt-quatre mois. Le Pérou devient, ainsi, le quatrième pays acheteur du Mirage 2000 après la France (quarante-huit exemplaires commandés fin 1979), l'Inde (quarante) et l'Égypte (vingt), sans compter les options.

En Amérique latine, le Pérou a été, dès 1968, le premier client d'avions de combat français puisqu'il a commandé, à cette époque, vingt-deux Mirage 5 (une version simplifiée du Mirage III). Ce premier contrat a été suivi, depuis, d'autres contrats : quinze Mirage 5 supplémentaires en 1970 et trois autres, encore, en juillet 1981. Au total, le Pérou dispose donc de quarante avions Mirage 5 qui ont remplacé des appareils britanniques, et qui sont basés à Chiclayo.

Le Mirage 2000 était en compétition avec des avions américains (comme le F-16 déjà vendu au Venezuela), soviétiques et israéliens (comme le Kfir, qui s'inspire beaucoup du Mirage III). C'est un avion de défense aérienne pour des missions d'interception.

### Au Quai d'Orsay

### M. JACQUES BOUTET EST NOMMÉ DIRECTEUR DES RELATIONS CULTURELLES

M. Jacques Boutet, conseiller d'Etat, ancien président de TF 1, a été nommé, au conseil des ministres de ce mercredi 22 décembre, directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des relations extérieures en remplacement de M. Jacques Thibaut, qui occupait ce poste depuis un an (le Monde daté 19-20 décembre).

### LE COURS DU DOLLAR AU-DESSOUS DE 6,80 F

Pour la première fois depuis son repli, le cours du dollar a glissé au-dessous de 6,80 F à Paris, revenant à 6,79 F. A Francfort, il est passé de 2,405 DM à 2,40 DM. Les milieux financiers internationaux attendent à de nouveaux réajustements les prochaines semaines. Le franc français est resté satisfait, notamment vis-à-vis du mark, dont le cours s'est stabilisé à 2,33 F environ.

Le numéro du « Monde » daté 22 décembre 1982 a été tiré à 500 538 exemplaires.

### LENTILLES SOUPLES ADAPTATION COMPRISE 690 F

ORLÈANS OPTIQUE  
18 bis, avenue du Général-Lacour  
75014 Paris  
Tél. : 327-20-18

### INCROYABLE! LA BOUCHÉE D'HUITRES DE 100 FINES DE CLAIRES 330 F. (GROSSES)



### DU JAMAIS VU !

Grâce à l'originalité, initiative de 4 célèbres restaurants parisiens réputés pour leurs fruits de mer, vous allez servir à votre clientèle de famille des huîtres super fraîches, à des prix stupéfiants (moyenne quotidienne en direct des mareyeurs).

En vente à emporter 24 h sur 24 chez l'éclaireur devant :

AUX HALLES  
LE PIED DE COCHON  
6, rue Coquillière - Paris 1<sup>er</sup>

AUX CHAMPS ÉLYSÉES  
LA MAISON D'ALSACE  
39, Champs Élysées - Paris 8<sup>e</sup>

À L'OPÉRA  
LE GRAND CAFÉ  
4, bd des Capucines - Paris 9<sup>e</sup>

SUR LES GRANDS BOULEVARDS  
TAVERNE KRONENBOURG  
24, bd des Italiens - Paris 9<sup>e</sup>